

Silence

N°309
Avril
2004
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Objectif NégaWatt

Décroissance
La crise du
pétrole est là

Nucléaire
L'armée prend
ses distances

Politique
La dévaleur
d'Illich
Cinéma
Masse critique

Objectif NégaWatt

Scénario négawatt

de Christian Couturier, Marc Jedliczka, Thierry Salomon

23 propositions indispensables

Dirigeables : voyage aériens économes

Angleterre : un lotissement économe

D'un scénario énergétique à des scénarios écologiques

de Michel Bernard

Décroissance
La crise du pétrole est là

d'Alain Dorange

Cinéma

Masse critique

de René Hamm

Nucléaire
L'armée prend ses distances

de Michel Bernard

Là-bas et ici

Il faut parler de l'Iran

de Madeleine Nutchey

Ami(e)s de Silence
Faisons des séjours écolos

de Florence de Luna

Politique
La dévalour d'Illich

de Jean-Michel Corajoud

Brèves

20 Société

21 Femmes

26 Politique

30 Nucléaire

31 Energies

33 Alternatives

38 Environnement

40 Paix

41 Nord/Sud

43 Santé

46 Annonces

48 Courriers

53 Livres

Assemblée générale de Silence

La revue est gérée par une association du même nom. Celle-ci tiendra son assemblée générale le 17 avril dans nos locaux. Tout le monde peut participer à cette réunion, mais seuls les adhérents (et non les abonnés !) peuvent voter. Le matin, nous ferons le bilan de 2003 (record d'abonnés et finances positives), l'après-midi, nous parlerons des projets pour la suite (en particulier le devenir de notre documentation).

Rencontre des ami-e-s de Silence

Cette année, la rencontre se tiendra en Bretagne, dans la forêt de Brocéliande, du samedi 24 juillet au dimanche 1er août. Les ami-e-s de Silence cherchent dès maintenant des personnes pour constituer de petites équipes pouvant aider à l'aménagement du lieu et qui peuvent venir sur place avant le début de la rencontre : construction de douches, toilettes sèches, abris... Pour participer à ces rencontres, il faut adhérer à l'association des Ami-e-s de Silence (5 € par an minimum). Comme pour les années précédentes, le menu de cette rencontre sera largement réalisé en fonction de vos propositions : ateliers, débats, balades, chansons, chantiers, etc. *Les Ami-e-s de Silence, Florence de Luna, 21 c, rue Pierre-Brunier, 69300 Caluire, tél : 04 72 07 83 84 ou 06 71 63 10 03.*

Quelques points sur les i

■ **Renseignements.** Contrairement à ce que certains imaginent, *Silence* est réalisé par une petite équipe : cinq salariés (représentant trois équivalents temps-pleins) et une vingtaine de bénévoles. Notre priorité est la publication de la revue. Nous ne pouvons donc consacrer qu'un temps limité aux multiples demandes de renseignements qui nous sont faites. *Silence* n'est pas un centre de documentation et n'a pas les moyens de faire des recherches pour répondre à vos questions parfois fort complexes.

■ **Courriel.** Plusieurs d'entre nous utilisent ce moyen de communication, mais nous n'en communiquons aucun car il est ensuite très facile de recopier l'adresse, de l'inclure dans

des listes et très rapidement, nous sommes envahis. Donc nous en restons au bon vieux courrier et au téléphone.

■ **Un timbre pour la réponse.** Nous ne hiérarchisons par les annonces dans la revue. Cohabitent donc de grosses associations avec de toutes petites initiatives. Si vous écrivez, souvent ces dernières n'ont pas de moyens financiers. Si vous voulez une réponse, pensez à joindre un timbre à votre courrier.

■ **Disquette.** Pour les informations que vous nous envoyez, nous apprécions de les recevoir sur disquette (ce qui nous évite du travail de saisie). Il va de soi que ce n'est pas une obligation et que nous acceptons toutes les infos, quel que soit le support utilisé.

Reportages en régions

Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an (les prochains porteront sur le Poitou-Charentes, puis Drôme-Ardèche, puis probablement le Nord-Pas-de-Calais, ensuite peut-être le sud de Midi-Pyrénées). Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront simplement dans les numéros intermédiaires.

Erratum

En résumant le courrier d'Hélène Lardon (n°307), nous avons écrit par erreur «un haut responsable lance ce cri du cœur : «les gens sont venus pour le concert, si vous n'êtes pas là pour ça, vous n'avez rien à faire sur le Larzac !». Il ne s'agit pas d'un responsable du rassemblement, mais de personnes qui tenaient le stand des intermittents du spectacle.

Avenir de la documentation

Nous avons reçu plusieurs propositions de reprise de notre documentation et ceci d'un peu partout (Lausanne, Marseille, Bourg-en-Bresse, Rennes, Montpellier, Lyon...), surtout des associations, mais également un centre universitaire. La plupart proposent de récupérer seulement un domaine de nos archives. Nous étudions toutes les pistes, mais nous donnerons la priorité d'abord à un lieu qui prendrait l'ensemble. A suivre donc...

Venez nous voir !

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

N°310 - Mai

Comité de clôture des articles :

samedi 27 mars à 14 h

(clôture brèves : mercredi 31 mars à 12 h)

Expédition :

vendredi 16 avril de 14 h à 21 h 30

N°311 - Juin

Comité de clôture des articles :

samedi 17 avril à 17 h

(clôture brèves : mercredi 28 avril à 12 h)

Expédition :

vendredi 14 mai de 14 h à 21 h 30

Bulletin d'abonnement page 55

Courant alternatif

A écouter les partisans de l'industrie et de la technologie, le bonheur est dans leur progrès, et tous les problèmes auront des solutions sans rien changer à notre quotidien.

Nous pensons que ce discours est un mensonge bien orchestré.

Le pillage de la planète se traduit pour la grande majorité de la population mondiale par un appauvrissement constant. Le climat est en train de devenir fou mettant en péril de longues traditions agricoles. Conséquence, les stocks de céréales au niveau mondial n'ont jamais été aussi bas.

La solution technique à l'effet de serre serait-elle alors le nucléaire comme l'assure Nicole Fontaine, notre secrétaire d'Etat à l'industrie, et le lobby industriel qui la soutient ? Impossible : avec les réacteurs existants, il ne reste plus que 40 ans de réserves d'uranium. Augmenter le nombre de centrales c'est aller encore plus vite dans le mur.

Même limite pour le pétrole : nous en consommons déjà quatre fois plus que nous ne trouvons de nouvelles réserves et les experts prédisent une crise financière avant 2010.

L'association NégaWatt dont nous présentons ici les travaux regroupe des acteurs des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie. Ils ont réalisé un scénario qui montre, au moins au niveau de l'énergie, qu'une décroissance est possible, souhaitable et réaliste. Reste encore à élargir un tel scénario pour prendre en compte d'autres facteurs à associer à une telle décroissance.

Michel Bernard ■



LA RÈGLE DES 3 "C"



HU JIHIAO : APRÈS LA VISITE, LES COMMANDES



DE LA COCAÏNE SUR LA CÔTE AQUITAINE



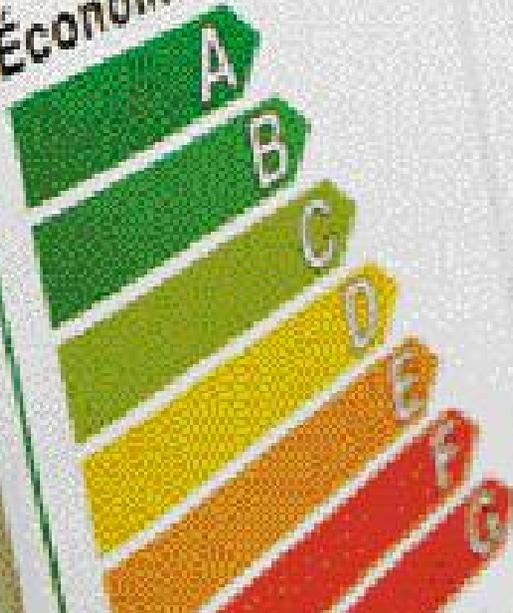
RETOUR DE LA BRÛLE DU POULET



Énergie

Fabricant
Modèle

Économe



Scénario négaWatt

L'association NégaWatt s'est mise en place pour réfléchir à la possibilité de penser la question énergétique en terme d'efficacité et d'économie. Regroupant des experts dans ce domaine, elle a élaboré un scénario que nous présentons ici.

Les modèles énergétiques aujourd'hui dominants restent fondés sur un dogme qui semble intangible : produire toujours plus pour consommer toujours plus.

Pourtant, si nous continuons sur cette voie, tout porte à croire que la vraie crise de l'énergie est devant nous. Risques environnementaux et industriels majeurs, épuisement des réserves du sous-sol, exacerbation des tensions et des conflits internationaux, creusement des inégalités entre riches et pauvres : voilà l'avenir que nous préparons à nos enfants.

Que faire ? Devant la complexité des questions à résoudre et l'enchevêtrement des intérêts à ménager, il faut se garder de deux grandes tentations : celle de ne rien décider en se réfugiant dans l'incantation, et celle de s'en remettre à d'hypothétiques

«ruptures technologiques» dont rien ne prouve qu'elles adviendront à temps.

Le scénario négaWatt propose au contraire d'agir immédiatement en empruntant la voie du «non-regret», celle qui, comme l'explique le philosophe Jean-Pierre Dupuy, nous évitera de nous mettre dans la situation où nous aurions à dire : «nous aurions dû choisir un autre chemin».

Le premier pas dans cette voie est de changer notre regard sur l'énergie : plus sobres dans nos comportements, plus efficaces dans nos usages, plus renouvelables dans notre production.

Cette «démarche négaWatt», nous avons voulu voir où elle nous conduirait à 10 ans, 20 ans, puis à 50 ans en l'appliquant systématiquement à tous les domaines de la vie et de l'activité de notre

société. Pour éviter de construire un miroir aux alouettes et être certains de ne pas nous tromper nous-mêmes, nous nous sommes fixé deux règles : ne se fonder que sur des faits établis et prouvés par l'expérience ; ne compter que sur les technologies aujourd'hui disponibles ou proches de l'être.

Le résultat est une bonne nouvelle : il est possible d'éviter le pire et de préserver l'avenir, de désamorcer les bombes sur lesquelles nous sommes assis et de construire une société sobre, efficace et renouvelable, une société du «développement équilibré et soutenable».

Mais ce résultat est loin d'être acquis d'avance. Il exige des décisions rapides, fortes et inscrites dans la durée, qui ne manqueront pas de bousculer les habitudes et de froisser des intérêts bien établis. Il exige aussi (surtout ?) que cette longue marche qui nous attend soit comprise et partagée par tous et par chacun.

Courage politique et pédagogie de l'action : puisse ce scénario négaWatt contribuer à ces deux exigences en éclairant un tant soit peu le chemin qu'il nous faut emprunter sans attendre. C'est là notre seule ambition.

Pour une démarche négaWatt

Les négaWatts caractérisent l'énergie non-consommée grâce à un usage plus sobre et plus efficace de l'énergie.

Renverser ainsi notre regard habituel sur l'énergie revient simplement à nous interroger sur "comment mieux la consommer" avant de décider "comment en produire plus". Par exemple, le seul fait de concevoir correctement une habitation en tenant compte de l'orientation (et donc de l'ensoleillement) diminue de 15 à 30 % les besoins de chauffage. Autre exemple : remplacer une ampoule classique de 100 W par une lampe basse consommation de 20 W revient à utiliser cinq fois moins d'énergie pour assurer le même niveau d'éclairage. La puissance électrique nécessaire est ainsi réduite de 80 W. En d'autres termes, le remplacement de cette lampe génère «80 Watts en moins» : on parle alors de «production de 80 négaWatts».

Cette approche donne la priorité à la réduction à la source de nos besoins d'énergie, à qualité de vie inchangée : mieux consommer au lieu de produire plus.

Les «gisements» de négaWatts sont considérables : en première approche, avec des solutions aujourd'hui fiables et éprouvées, ils représentent à eux seuls plus de la moitié de la consommation mondiale actuelle. La «production» de négaWatts dispose d'autres formidables atouts : absence de pollution et de nuisances, décentralisation, création d'emplois.

Sobriété, efficacité, renouvelables

La *sobriété énergétique*, tout d'abord, consiste à supprimer les gaspillages absurdes et coûteux à tous les niveaux de l'organisation de notre société et dans nos comportements individuels.

La *sobriété* n'est ni l'austérité ni le rationnement : elle répond à l'impératif de fonder notre avenir sur des besoins énergétiques moins boulimiques, mieux maîtrisés, plus équitables. Elle s'appuie sur la responsabilisation de tous les acteurs, du décideur au citoyen.

L'*efficacité énergétique* consiste à réduire le plus possible les pertes par rapport à la ressource utilisée. Le potentiel d'amélioration de nos bâtiments, de nos

moyens de transport et des appareils que nous utilisons est en effet considérable : il est possible de réduire d'un facteur 2 à 5 nos consommations d'énergie et de matières premières, à l'aide de techniques déjà largement éprouvées.

Les actions de sobriété et d'efficacité réduisent nos besoins d'énergie à la source. Le solde doit être fourni à partir d'énergies renouvelables issues de notre seule ressource naturelle et inépuisable : le Soleil. Bien réparties, décentralisées, ayant un faible impact sur notre environnement, les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, biomasse) sont les seules qui permettent d'équilibrer durablement nos besoins en énergie avec les ressources de notre planète : pourquoi retarder notre mise en marche vers un équilibre aussi vital ?

Cadre de la recherche

Quel potentiel de négaWatts pour la France ?

Un premier travail a été entrepris par l'association négaWatt pour mieux quantifier l'impact d'une politique adoptant une telle démarche sur la période 2000-2050. Cet exercice prospectif a bien entendu des limites, et chaque chiffre est en soi une hypothèse. Il permet cependant de mieux appréhender les poids respectifs des efforts à entreprendre, et donne une précieuse indication sur la faisabilité de l'objectif recherché : une France énergétique plus efficace et moins dépendante, dotée d'un système énergétique sobre en émissions de carbone et fondé majoritairement sur une ressource pérenne, les énergies renouvelables.

Deux scénarios, un "tendanciel" et un "négaWatt" ont été élaborés pour la France (avec la Corse, mais sans les DOM-TOM qui nécessiteraient, en fonction de leurs particularités, une analyse spécifique). Les deux scénarios se fondent sur la même hypothèse de croissance démographique (base prospective 2050 INSEE).

Ils s'appuient sur des équipements actuellement prouvés ou très probables, sans pari sur une rupture technologique incertaine.

Ils ont été construits tous deux par analyse des trois grands usages que sont la chaleur, la mobilité et l'électricité spécifique. Enfin, pour faciliter les comparaisons, toutes les valeurs sont exprimées en TéraWatt-heure (TWh) (1).



Le scénario tendanciel de référence

Le scénario « tendanciel » adopté comme référence de calcul, prolonge simplement les tendances observées ces trente dernières années.

Pour l'électricité, la consommation finale d'électricité spécifique (hors chauffage électrique et eau chaude sanitaire, et hors transports) évolue de façon parfaitement linéaire passant de 120 TWh en 1970 à 300 TWh en 2000. En prolongeant cette tendance, la consommation finale serait de 450 TWh en 2020, et de 660 TWh en 2050. En ajoutant l'électricité dans les transports et le chauffage électrique, la demande totale d'électricité serait de 750 TWh.

Il s'agit là d'un scénario « extravagant » qui ne reflète en aucune façon les tendances passées : le vrai « tendanciel » est beaucoup plus linéaire.

Pour la mobilité, la consommation de carburant et d'électricité pour les transports, évolue également de façon linéaire. Elle est passée de 220 TWh en 1970 à 570 TWh en 2000. La prolongation linéaire conduit à une consommation de 700 TWh en 2020, et 1100 TWh en 2050.

Pour la chaleur, la consommation de chaleur, en revanche, a connu un très net infléchissement suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, passant de 1100 à 920 TWh. Elle repart de nouveau à la hausse dans les années 1990. C'est vrai surtout dans le résidentiel tertiaire, qui a pratiquement retrouvé son niveau de 1973, tandis que la consommation de chaleur dans l'industrie diminue encore, au rythme de -1,2 TWh par an.

Le scénario « tendanciel » retenu par comparaison au scénario négaWatt est basé sur ces évolutions, à quelques ajustements près : une croissance un peu moins forte dans le secteur des transports (ce

(1) Milliards de kWh. Equivalence : 1 Mtep = 11,62 Twh en énergie finale (comptabilité internationale).

calcul résulte d'une analyse plus fine des évolutions à l'intérieur de ce secteur) ; une diminution ralentie dans l'industrie, où d'importants efforts de maîtrise de l'énergie ont déjà été réalisés dans le passé.

La consommation finale d'énergie du scénario « tendanciel » se situe entre les scénarios officiels S2 et S3 proposés par le groupe Energie du Plan (plans de prospectives du gouvernement) (2).

En examinant des exercices prospectifs analogues réalisés à la fin des années 1970, on constate que le Plan Alter, proposé alors par les antinucléaires, par exemple, avec 1600 TWh de consommation finale, s'avère beaucoup plus proche de la réalité constatée (1850 TWh en l'an 2000) que les prévisions du Plan (2400 TWh). Ces prévisions sur-évaluées n'ont pas été sans conséquences, puisque l'essentiel de la politique de l'énergie a visé à accompagner une forte croissance de la demande, plutôt que de réaliser une vraie maîtrise de l'énergie.

Bien réparties, décentralisées, ayant un faible impact sur notre environnement, les énergies renouvelables peuvent permettre durablement nos besoins en énergie.

- un recours prioritaire aux énergies renouvelables pour la production restant à couvrir après efforts de sobriété et d'efficacité.

L'électricité dans le scénario négaWatt

Sobriété : le scénario négaWatt se fonde sur une réduction de la demande d'électricité par différentes actions de sobriété et de réduction des gaspillages

telles que la multiplication d'actions incitatives de conseils et de mesures réglementaires en dehors du champ de l'amélioration des équipements (3).

Au total, ces mesures peuvent, par rapport au tendanciel de référence, générer une diminution de la consommation à partir de 2005 (date d'entrée d'application effective des mesures) de 0,2 à 0,4 % par an selon le type et les secteurs concernés. L'économie ainsi réalisée est de 22

TWh en 2010, et 86 TWh en 2030.

Efficacité : le scénario négaWatt suppose une remise à niveau des équipements les plus énergivores. Les économies potentielles ont été évaluées à partir de campagnes de mesures de consommation effectuées sur une grande échelle (4).

Le scénario évalue également les gains potentiels sur le parc complémentaire futur (conséquence de l'augmentation du taux de pénétration de certains équipements) par des actions de renforcement de l'efficacité énergétique par rapport au tendanciel de référence.

Enfin le chauffage électrique des locaux (par effet Joule direct) et de l'eau chaude sanitaire est progressivement remplacé par d'autres sources de chaleur.



Principales hypothèses du scénario négaWatt

Dans le scénario négaWatt les efforts de sobriété et d'efficacité ont été quantifiés par rapport au scénario tendanciel défini ci-dessus, afin d'évaluer l'importance des négaWatts par rapport à la production physique proprement dite.

Ce scénario s'appuie donc sur les trois priorités de la « démarche négaWatt »

- des actions volontaristes et continues de sobriété énergétique,
- la recherche systématique d'une meilleure efficacité dans tous nos usages et tous nos équipements,

Scénario «tendanciel» : principales hypothèses

	Moyenne 1972	Moyenne 1984	Moyenne			Accroissement
	1974	1986	1999	2020	2050	2000-2050 TWh/an
Transports	292	394	578	726	1094	10,3
Electricité spécifique	133	199	305	448	658	7,1
Dont résidentiel tertiaire	48	99	165	255	387	4,4
Dont industrie, agriculture	85	100	140	193	272	2,6
Chaleur	1087	922	947	1000	1069	2,4
Dont résidentiel tertiaire	594	560	602	657	735	2,7
Dont industrie, agriculture	493	362	345	343	334	-0,2
Total	1512	1515	1830	2174	2822	19,8

Production d'électricité par les renouvelables : le scénario négaWatt prévoit un recours très volontariste à une combinaison de différentes énergies renouvelables :

■ **Hydraulique.** Maintien du grand hydraulique à son niveau actuel (65 TWh) sans construction de nouveaux grands barrages. Croissance modérée de la micro-hydraulique (+ 1,5 TWh en 2010, + 4,5 TWh en 2030) pour arriver à un doublement de la situation actuelle en 2050.

■ **Eolien.** Le potentiel économiquement intéressant aux conditions technologiques actuelles a été estimé au niveau terrestre à 7 GW en 2010, 12 en 2030, 20 en 2050 ; en off-shore, respectivement 1, 12 et 30 GW. Par précaution, le scénario négaWatt suppose la mise en service de 75 % de ce potentiel, soit 39,5 TWh/an en terrestre et 75,4 TWh/an en off-shore en 2050.

■ **Solaire photovoltaïque.** La production d'électricité couplée au réseau par panneaux photovoltaïques intégrés aux bâtiments a été estimée selon deux approches

(2) Et il est donc très différent du scénario 2020 dit « tendanciel » élaboré par la DGEMP.

(3) Voir les 23 propositions du « Manifeste négaWatt » pages 10 et 11.

(4) On trouvera une liste détaillée des économies potentielles 2010-2020 par types d'équipement dans le document « La maîtrise de la demande d'électricité » de l'association NégaWatt (rédaction Olivier Sidler, 25 avril 2003).

distinctes : par référence à une étude européenne (5), et par analyse des surfaces potentiellement disponibles tant en toiture qu'en façades. Elle conduit à de très fortes possibilités de production uniquement à partir des surfaces disponibles : 0,5 TWh en 2010, 9,5 TWh en 2030, 63 TWh en 2050. Il est à noter que dans un rapport officiel prospectif sur les énergies non-nucléaires (6), une autre estimation avait conduit à 40 TWh pour 2050.

■ **Biomasse.** Là aussi, le potentiel productif est très important : on obtiendrait pour des centrales électriques : 1,9 TWh en 2010, 3,9 en 2030, 6,1 en 2050. Pour l'électricité provenant de la cogénération (chaleur et électricité), on prévoit 8,1 TWh en 2010, 21,9 en 2030, 43,1 en 2050.

■ **Energie de la mer.** Celle-ci (courants et vagues), encore à l'état de prototype, ont été évaluées de façon prudente : nulle en 2010, 0,7 TWh en 2030 et environ 10 TWh en 2050 (7).

■ **Géothermie en roches profondes.** Le scénario négaWatt prévoit de recourir à cette technique dont le potentiel est estimé actuellement à 100 TWh/an (8), avec une production de 2 TWh dès 2010 et 25% du potentiel en 2050 soit 25 TWh/an.

Production non-renouvelables d'électricité

■ **Nucléaire.** Le scénario négaWatt prévoit une fermeture progressive des centrales nucléaires actuelles, sans remplacement par des centrales de nouvelles génération. La production ralentit ainsi régulièrement jusqu'en 2030.

■ Charbon et fioul

Fermeture rapide des centrales actuelles thermiques fioul et charbon.

■ **Gaz naturel.** Fermeture après 2010 des centrales thermiques classiques au gaz naturel, et remplacement par des centrales à cycle combiné et à cogénération. Ces centrales permettent en 2030 une production de 240 TWh, puis sont progressivement remplacées, dans les années 2030-2050, par la croissance de la production d'électricité d'origine renouvelable.

Par rapport au scénario tendanciel de comparaison, les principales tendances sont les suivantes :

■ Une forte réduction de la demande à 416 TWh (9) en 2050 soit un facteur 2,2 avec le tendanciel : cela revient en fait à stabiliser la consommation à son niveau de 1994.

■ La possibilité de recourir de façon très importante aux renouvelables, avec 342 TWh en 2050 (soit 4,5 fois la production actuelle). Ce niveau, qui peut paraître très important, est en fait atteint sans recourir au maximum du potentiel recensé, et avec

les technologies et la productivité d'aujourd'hui.

Le basculement de la production française d'électricité vers un mélange d'énergies renouvelables peut donc s'opérer sur les cinquante prochaines années, à la condition impérative d'appliquer dès maintenant une forte politique de réduction de la demande : sans celle-ci les effets positifs d'une forte production par les renouvelables (+ 266 TWh) seront en effet totalement effacés et au-delà par l'accroissement de la demande (+ 438 TWh).

Ce recours aux renouvelables s'effectue avec une forte disparité sur la nature modulable ou au contraire intermittente de l'énergie produite, ce qui atténue sensiblement les problèmes de réseaux : ainsi seuls 27 % de la production (photovoltaïque et éolien terrestre) pourraient être considérés comme une production très intermittente. Cette valeur est déjà considérée comme gérable dans plusieurs régions européennes (Navarre, Danemark, Schleswig-Holstein).

Jusqu'en 2040 le recours à des centrales gaz à cycle combiné ne pose en tout cas pas de problème majeur de pénétration progressive des renouvelables.

La mobilité



Michel Bernard

Actuellement, les transports consomment 560 TWh de carburants et 10 TWh d'électricité. Les véhicules particuliers représentent la moitié de cette consommation (280 TWh). Les 26 millions de véhicules des ménages parcourent en moyenne 14 400 km par an, soit 380 milliards de km par an. La consommation unitaire est de 7,6 litres/100 km, soit 0,71 kWh/km.

Les véhicules utilitaires et camions constituent le second poste (180 TWh),

Demande intérieure brute d'électricité (en TWh)

	2000	2010	2030	2050
Tendanciel	472	561	735	910
Scénario négaWatt	472	464	453	416
négaWatts (sobriété)	0	-22	-88	-167
négaWatts (efficacité)	0	-75	-194	-326
Renouvelables	76	103	192	342
Fossiles et fissiles	396	360	360	74

avec 92 milliards de tonnes-kilomètres en 2000 pour les transports de marchandises par poids lourds (100 TWh), les véhicules utilitaires (80 TWh).

S'y ajoutent enfin pour le transport des voyageurs et des marchandises les transports aériens (70 TWh), maritimes et fluviaux (11 TWh hors routes internationales), le train, bus, métro (30 TWh dont le tiers par trains et métro à propulsion électrique).

Globalement, la demande de mobilité est tendanciellement à un doublement sur 50 ans, pour pratiquement tous les modes de transport.

Dans le scénario négaWatt, la sobriété consiste à agir sur les besoins de mobilité : urbanisme (mesure de long terme), co-voiturage, télé-travail. S'y ajoute un recours accru aux transports collectifs, beaucoup moins énergivores que les véhicules particuliers. Ces actions sont en mesure de compenser la hausse tendancielle du kilométrage parcouru, avec un service rendu (passagers-kilomètres) supérieur.

La consommation unitaire moyenne du parc existant est passée de 8,55 l/100 km en 1988 à 7,61 l en 2000. Dans le scénario « tendanciel » de référence, elle est estimée à 6,1 l/100 km en 2050, soit -0,4 % par an, à comparer à -1% par an sur la période 1988-2000 : l'amélioration des rendements est contrebalancée en partie par l'augmentation de la puissance.

Le scénario négaWatt vise une consommation de 4,1 l/100 km en 2050 pour les moteurs à combustion interne, soit -1,25 % par an : un progrès similaire à celui constaté sur 1988-2000. Cette consommation reste encore supérieure au potentiel technique, puisque dès à présent on commercialise des véhicules dont le niveau de consommation est proche de cette valeur.

(5) Etude prospective de EPIA (European Photovoltaic Industry Association) et Greenpeace.

(6) « La prospective technologique des filières non nucléaires », Clavier, Clément, Girard, 2000.

(7) Le « Livre Blanc » réalisé récemment au Royaume-Uni y recourt de façon plus beaucoup plus intensive.

(8) Source : ADEME, « Les enjeux renouvelables du débat sur les énergies », 2002.

(9) 367 TWh d'électricité finale + 49 TWh d'autoconsommations d'électricité et pertes réseau.

En outre, le scénario négaWatt considère une augmentation du parc de véhicules propulsés à l'électricité ou par pile à combustible, dont les rendements sont supérieurs d'un facteur 2 à 3 à celui des moteurs thermiques actuels (bien que cet écart se réduise du fait de l'amélioration des rendements des moteurs thermiques). Cette évolution reste modeste en 2010 (4 % en termes de kilométrage), puis atteint progressivement le tiers du kilométrage parcouru en 2050.

La combinaison de ces mesures conduit à une diminution de la consommation des véhicules particuliers à 130 TWh contre 280 TWh aujourd'hui.

Des actions du même type sont entreprises pour le transport des marchandises, selon les mêmes principes : sobriété, rationalité (report du trafic vers les solutions les plus performantes : rail, voies fluviales, cabotage), efficacité (amélioration des rendements, véhicules utilitaires électriques ou hybrides...).

Un effort significatif est fait sur le transport aérien, pour limiter la consommation tendancielle (160 TWh en 2050) à un niveau identique au niveau actuel : report vers les transports ferroviaires pour les trajets moyenne distance, taxation des trajets «low cost», amélioration de l'efficacité (rendement des turbines).

Globalement, en termes de demande sociale (milliards de passagers-km ou milliards de tonnes-km), le scénario négaWatt assure un service supérieur de 35% par rapport à aujourd'hui, avec un doublement de la part des transports de voyageurs et marchandises par bus ou rail.

Par rapport au scénario « tendanciel », les actions de sobriété et d'usage rationnel des transports permettent de

ralentir la hausse de la consommation à 660 TWh (contre 570 aujourd'hui) : le gain par rapport au scénario « tendanciel » (1000 TWh en 2050) est de l'ordre de 400 TWh. L'efficacité (moteurs sobres, véhicules électriques) permet de diviser cette consommation par deux, pour aboutir à une consommation finale totale de 330 TWh.

Jusqu'en 2040 le recours à des centrales gaz à cycle combiné ne pose pas de problème majeur de pénétration progressive des renouvelables.

La consommation de carburants diminue à 290 TWh (-270 TWh par rapport à aujourd'hui), grâce à l'amélioration des rendements des moteurs thermiques et aux modes de transport électriques (train, tramway, métro, véhicules électriques) qui passent de 10 à 60 TWh.

La fourniture de carburants est assurée pour l'essentiel par des énergies fossiles (210 TWh de produits pétroliers, 20 TWh de gaz naturel), et par des biocarburants (50 TWh).

La chaleur

Situation actuelle : 880 TWh de combustibles et 70 TWh d'électricité pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire (dans le résidentiel et le tertiaire).

Le chauffage des bâtiments représente la plus grande partie de cette consommation : près de 460 TWh.

La consommation unitaire dans le résidentiel est de l'ordre de 120 kWh par m². La réhabilitation des bâtiments peut permettre de diviser cette consommation par trois, à moins de 30 kWh/m². Compte tenu de la forte inertie du parc, on considère que la réhabilitation permettra de réduire la consommation moyenne sur l'ensemble du parc résidentiel et tertiaire, à 50 kWh par m² à l'horizon 2050, soit une économie de l'ordre de 60 %.

Le second poste de consommation est la chaleur utilisée dans l'industrie. Le potentiel d'économies reste important. Le scénario tendanciel postule sur un arrêt de la tendance enregistrée depuis 15 ans. Si cette tendance est au contraire amplifiée, le potentiel d'économie peut atteindre 120 TWh.

Au total, les économies sur les usages actuels sont de l'ordre de 400 TWh, soit près de 40 % de la consommation de chaleur.

La hausse des consommations, qui correspond à de nouveaux usages de confort «chaleur», peut être limitée en appliquant des principes de sobriété et d'efficacité, dès la conception des équipements et des bâtiments. Le scénario suppose une amélioration de l'efficacité de

50 % pour ces nouveaux usages, permettant de limiter la croissance à 60 TWh.

Si l'on compare ces nouveaux usages aux consommations actuelles, ces 60 TWh représentent 11 % de services supplémentaires fournis.

Au total, les usages « chaleur » représentent 640 TWh en 2050.

La chaleur est fournie par différents vecteurs :

■ **Le solaire thermique** dans le résidentiel et le tertiaire : 80 TWh.

■ **La chaleur** : 350 TWh dont 200 TWh distribués par réseaux de chaleur pour le résidentiel et le tertiaire, et 130 TWh dans l'industrie. La chaleur est produite par des centrales de cogénération au gaz naturel (60 TWh), des centrales de cogénération ou des chaufferies alimentée par biomasse (230 TWh) et géothermie (60 TWh).

■ **Les combustibles** : 170 TWh dont 50 TWh de produits pétroliers, 60 TWh de gaz naturel, et 70 TWh de biocombustibles.

■ **L'électricité** : une consommation résiduelle d'électricité pour le chauffage et l'ECS est maintenue pour les locaux à faible occupation et en appoint.

La distribution de chaleur par réseaux permet de valoriser la chaleur cogénérée et des ressources renouvelables. Le scénario suppose une multiplication par 8 des réseaux de chaleur, distribuant la moitié de la chaleur utilisée dans le résidentiel et le tertiaire : par exemple 2/3 des bâtiments urbains et 1/5 des bâtiments ruraux. Ces réseaux peuvent être de toute taille et desservir aussi bien un bourg rural qu'un quartier urbain.

Actuellement, la couverture des besoins en chaleur est assurée à 88% par des combustibles fossiles, dont 20 % de chaleur cogénérée, et à 12 % par des sources renouvelables. A l'horizon 2020, ces parts sont respectivement de 77% pour les fossiles, dont 20 % de chaleur cogénérée, et de 23 % pour les renouvelables (ce qui correspond à une croissance de 60 % de la fourniture d'énergies renouvelables, du fait de la diminution de la consommation). A l'horizon 2050, les renouvelables couvrent 75 % des besoins de chaleur, la cogénération 10 % et les combustibles fossiles seulement 10 %.

Un paysage énergétique profondément renouvelé

Ces résultats révèlent avant tout l'impact considérable d'une inflexion volontariste dans le sens d'une politique de



Maison allemande fonctionnant sans chauffage d'appoint.

sobriété et d'efficacité énergétique : le scénario « tendanciel » consomme trois fois plus d'énergie primaire que le scénario « négaWatt » (augmentation de 65 % par rapport à aujourd'hui), et émet cinq fois plus de carbone (augmentation de 80 %).

Les gisements de négaWatts sont considérables : ils représentent 67 % de la consommation tendancielle.

Dans ce scénario 2050, les énergies renouvelables représentent 64 % de la production primaire totale, diminuant très fortement notre dépendance actuelle vis-à-vis des ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon et uranium). La production d'électricité est assurée à plus de 80 % par une combinaison d'énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien, hydraulique, co-génération ex-biomasse), le reste par le gaz naturel.

Le scénario négaWatt permet de stabiliser puis de réduire notre consommation primaire d'énergie en 2050 à 54 % de sa valeur actuelle. Il limite nos émissions de gaz à effet de serre dues à la production et à la consommation d'énergie à 2,0 tonnes d'équivalent CO2 par personne, contre 6,7 actuellement, soit une réduction de 67 %.

Ni retour à la bougie, ni poêle à charbon

La France 2050 du scénario négaWatt n'est pas une France immobile : les voitures circulent, mais plus sobrement (4,1 l aux 100 km pour 11 000 kms parcourus en moyenne annuelle), l'explosion des besoins énergétiques due à la mobilité est contenue, puis réduite à la moitié de sa valeur actuelle.

La France du scénario négaWatt n'est pas totalement couverte d'éoliennes, ni de capteurs solaires. La production en énergies renouvelables a été évaluée raisonnablement par rapport au potentiel exploitable : par exemple 0,7 m2 de capteurs solaires thermiques pour la production d'eau chaude par habitant, l'équivalent d'une place de parking par habitant en solaire photovoltaïque. Les surfaces correspondantes sont déjà disponibles sur nos bâtiments et infrastructures : il n'y a donc pas de concurrence pour l'usage des sols. De même, Le potentiel biomasse repose essentiellement sur la mobilisation de résidus et déchets, bien plus que sur des productions de bioénergies qui mobiliseraient des terres cultivables. L'utilisation de ces résidus participe en outre à une meilleure gestion de l'espace et de l'environnement.

La France du scénario négaWatt ne retourne pas au poêle à charbon et ne s'éclaire pas à la bougie : les logements sont chauffés avec moins de pertes après

une très large réhabilitation du parc existant.

Enfin la France du scénario négaWatt continue à utiliser l'électricité : elle a simplement stabilisé sa consommation à son niveau de 1994, ce qui signifie qu'en réalité, grâce aux gains en efficacité, le « service rendu » par l'électricité double par rapport à aujourd'hui.

Ces résultats ne sont pas extraordinaires : différentes études européennes sur des « sociétés sobres en carbone et en énergie » ont donné des résultats similaires en Allemagne (- 80 % sur les émissions de carbone en 2050), en Suisse (- 60 % en 2030), aux Pays-Bas (-80 % en 2050) et au Royaume-Uni (- 60 % en 2050).

Toutes aboutissent à des conclusions très semblables : un scénario négawatt est possible à la condition impérative d'amorcer dès maintenant ce basculement majeur dans notre système de production et de consommation d'énergie.

Agir dès aujourd'hui

Scénario de rupture, le scénario négaWatt n'est pas un scénario à risque. Bien au contraire, c'est la « poursuite comme avant » qui engendre et multiplie les risques pour notre société, notre environnement et pour les générations qui vont nous suivre.

Si « gouverner, c'est prévoir », alors il faut lancer la mise en œuvre du scénario négaWatt sans plus tarder !

Certes l'application du scénario négaWatt est politiquement difficile, tant sont grands la force de l'habitude, les intérêts sectoriels, la gestion à court terme : n'ayant rien à vendre, les négaWatts n'ont pas de lobby pour les soutenir, et la démarche proposée, exigeante, se prête mal à la démagogie.

Mais plutôt que de subir demain dans les pires conditions ce que l'on sait être inéluctable comme l'épuisement des ressources fossiles et fissiles, les contraintes environnementales ou les risques techno-



logiques majeurs, il est beaucoup plus intelligent — et rentable — d'anticiper ces problèmes, n'étant de plus pas à l'abri d'une accélération des contraintes et risques pour des raisons plus ou moins prévisibles.

De plus en plus nombreux sont les pays industrialisés, notamment parmi nos partenaires européens, qui semblent avoir compris ces enjeux et prennent des mesures fortes amorçant une transition énergétique vers un modèle proche de la démarche négaWatt, sobre en énergie et en émissions de carbone. On notera d'ailleurs que chaque pays suit un modèle différent, adapté à sa culture, à son histoire et à son territoire, autre expression de la diversité intrinsèque des ressources renouvelables.

Il ne s'agit pas bien sûr de suivre sans raison un mouvement, mais de permettre à la France de se joindre enfin sérieusement à l'effort commun qui se met progressivement en marche.

Le scénario négaWatt est donc finalement un scénario d'équilibre, permettant à notre pays de s'engager dans ce siècle dans une relation plus harmonieuse avec son environnement, grâce à une rupture salutaire avec notre façon de consommer et de produire l'énergie.

Christian Couturier, Marc Jedliczka,
Thierry Salomon. ■

Association NégaWatt

Le scénario complet se trouve sur le site www.negawatt.org

Résultats scénario négaWatt 2050

	Chauffage résidentiel	Chauffage tertiaire	ECS Cuisine	Industrie Agriculture	Total
Demande actuelle	340	120	160	350	970
Sobriété, efficacité	-190	-70	-16	-120	-396
évolution	-56%	-58%	-10%	-34%	-41%
Demande 2050 / usages					
actuels	150	50	144	230	574
Evolution tendancielle	60	30	40	-10	120
Sobriété, efficacité sur usages futurs					
usages futurs	-24	-16	-16	-56	
Nouveaux usages 2050	36	14	24	-10	64
Accroissement usages	24%	28%	17%	11%	
Demande totale 2050	186	64	168	220	638
	55%	53%	105%	63%	66%

23 propositions indispensables pour u

Voici ce que l'association Négawatt estime le plus urgent à mettre en place.

A - Mesures structurelles

1. Décliner les objectifs du «scénario négawatt»

* Étendre le mécanisme de la programmation pluriannuelle des investissements à l'efficacité énergétique et à la chaleur basse température et en revoir les objectifs sur la base 1/3 sobriété 1/3 efficacité 1/3 renouvelables.

2. Rendre l'Etat et les collectivités publiques exemplaires :

* Simplifier les procédures administratives : guichet unique, principe de subsidiarité et délais impératifs.
* Appliquer la démarche négawatt aux procédures, bâtiments et équipements publics.
* Assurer une transposition rapide et volontariste des directives européennes "Electricité renouvelable" et "Efficacité énergétique dans les bâtiments".

3. Redistribuer les rôles entre acteurs et moderniser le service public de l'énergie

* Encourager le développement des activités de services énergétiques fondés sur la démarche négawatt en donnant priorité aux opérateurs locaux.

* Réaffirmer le rôle des collectivités locales comme autorités organisatrices du service public de l'énergie en leur laissant le choix des opérateurs.

4. Informer et former pour agir

* Mobiliser les citoyens par une politique publique d'information et de communication, ambitieuse et permanente.

* Mettre en œuvre un volet pédagogique négawatt dans les programmes scolaires, de l'école primaire au lycée.

* Lancer un vaste programme de formation négawatt dans tous les secteurs professionnels.

* Promouvoir le métier de «conseiller négawatt» indépendant des fournisseurs d'énergie.

5. Réorienter la recherche

Répartir les crédits de la recherche publique sur l'énergie selon les proportions de :

- 1/3 efficacité énergétique,
- 1/3 énergies renouvelables,
- 1/3 énergies conventionnelles avec priorité à l'amélioration des performances dans l'usage des hydrocarbures, ainsi qu'à la sûreté, la gestion des déchets et le démantèlement des installations nucléaires.

B - Mesures réglementaires

6. De A à G, rendre visibles les négawatts

* Généraliser l'étiquetage des biens et équipements consommateurs d'énergie sur une échelle unique réévaluée régulièrement allant de «A» à «G» en fonction de leurs performances énergétiques.

7. Restaurer l'éthique et assurer la transparence

* Encadrer par une charte négawatt la publicité et la promotion commerciale.

* Rendre obligatoire, sur les factures et étiquettes, l'affichage de l'origine de l'énergie vendue pour les combustibles, les carburants et l'électricité.

8. Renforcer les politiques territoriales

* Introduire un «volet négawatt» obligatoire dans les schémas d'aménagement et les plans locaux d'urbanisme, intégrant des objectifs quantifiés, la prise en compte de contraintes climatiques et le droit au soleil, des préconisations d'intégration architecturale des renouvelables.

* Autoriser le chauffage électrique lors de la délivrance des permis de construire uniquement s'il est prouvé qu'aucune autre solution n'est possible.

C - Mesures financières

9. Dégager des moyens pérennes de financement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables

* Créer un «fonds négawatts» sur le modèle du fonds des charges de service public de l'électricité, doté d'un budget annuel de cinq milliards d'euros et alimenté par une taxation de la consommation des énergies non-renouvelables.

* Créer un «livret d'épargne négawatts» sur le modèle des livrets A, dont les fonds collectés serviront à financer les investissements négawatts et renouvelables.

* Adapter les règles de financement du logement social afin de pouvoir prendre en compte les surcoûts d'investissement liés à une amélioration de l'efficacité énergétique sans pénaliser les occupants.

10. Aménager la fiscalité

Généraliser le principe de la modulation des taxes et impôts en fonction du classement A-G pour :

* La TVA sur les bâtiments, appareils et équipements consommateurs, avec un taux bonifié de 0% (A+) à 19,6%.

* La taxe sur le foncier bâti, la taxe locale d'équipement et la taxe sur les droits d'enregistrement des transactions immobilières.

* La vignette automobile de -500 euros (A) à 500 euros (C).

* Généraliser le crédit d'impôt à plafonds élevés pour les investissements négawatts.

* Favoriser les négawatts dans les entreprises par des incitations fiscales liées aux performances énergétiques globales : consommations, déplacements professionnels et domicile-travail.

* Encourager entrepreneurs et salariés à adopter une démarche négawatt en développant des incitations financières spécifiques («chèque négawatts»).

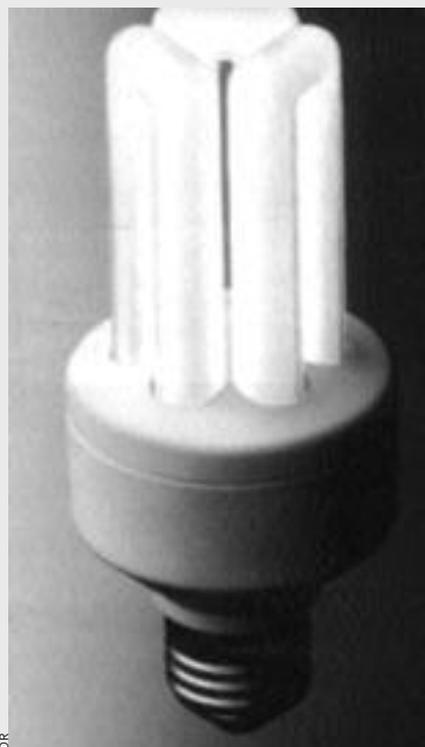
11. Rendre la tarification électrique vertueuse

* Réaffirmer, en conformité avec la démarche négawatt, le principe de la tarification au coût marginal et de l'électricité au consommateur final et celui de la progressivité tarifaire.

D - Transports

12. Diminuer les besoins de transports et les rendre plus efficaces

* Donner la priorité aux piétons et aux vélos, en réservant des surfaces minimales de voirie et en modifiant le code de la route.



DR

Un engagement négaWatt de la France



DR

Immeuble de bureaux en Allemagne à très faible consommation, et toit solaire.

* Inciter fiscalement l'industrie automobile à développer des véhicules propres adaptés aux petits trajets et aux livraisons en milieu urbain et périurbain.

13. Favoriser les transports collectifs fret et passagers

* S'engager sur un ré-équilibre fer/route à horizon 2015.

* Améliorer l'offre ferroviaire : développement des liaisons régionales et inter-cités. inter-connexion entre services nationaux, régionaux et urbains.

* Mieux valoriser les voies fluviales et favoriser le cabotage maritime en métropole et dans les DOM.

* Accélérer l'application des plans de déplacement urbains.

14. Favoriser l'usage collectif de la voiture

* Moduler les tarifs de péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules.

* Instituer des incitations financières au co-voiturage et à la pratique des «véhicules partagés».

E - Bâtiments

15. Rendre les bâtiments neufs de plus en plus performants

* Instaurer un renforcement d'au moins 15% tous les cinq ans de la réglementation énergétique dans les bâtiments neufs, incluant tous les usages.

* Introduire l'eau chaude solaire dans les logements de référence de la réglementation thermique (RT 2000).

* Mettre en œuvre d'urgence une réglementation énergétique dans les bâtiments des DOM.

* Encourager fortement la conception bioclimatique et le non recours à la climatisation.

16. Lancer d'urgence un programme d'amélioration énergétique des bâtiments existants

* Mettre en conformité énergétique les bâtiments existants (avec le même niveau d'exigences que la réglementation thermique 2000) lors de travaux de rénovation lourde ou de vente des bâtiments et en assurer le financement par le «fonds négaWatt». A elle seule, cette mesure permettrait une économie de plus de 40 M Tep/an et la création de 300.000 emplois permanents.

F - Équipements électriques

17. Remettre à niveau la totalité du parc

* Mettre en place avant 2005 une réglementation imposant :

- pour les veilles : un interrupteur en amont, l'affichage de la puissance de veille et un objectif maximal de 1 W en 2010 et de 0,1 W en 2020 ;

- l'interdiction progressive d'ici 2010 des technologies obsolètes (lampes à incandescence et halogènes, réfrigérateurs à absorption...);

- un seuil réglementaire de performance énergétique et évolutif de tous les appareils électriques ;

* Inciter par des primes à la casse et l'aide aux ménages à bas revenus au changement anticipé des appareils en circulation les moins performants.

G - Energies renouvelables

18. Chaleur

* Adopter un objectif à long terme de 0,7 m² de capteurs solaires thermiques par

personne dans l'habitat pour l'eau chaude solaire.

* Mettre en place un cadre juridique permettant aux collectivités locales d'imposer des équipements solaires thermiques au niveau des permis de construire (ordonnances solaires).

* Favoriser, dans le cadre d'un plan Bois-énergie renové et amplifié, les filières de proximité et toutes les catégories de ressources.

19. Electricité

* Remettre à niveau les tarifs d'achat pour les filières actuellement défavorisées (biomasse, bio-gaz, micro-hydraulique, photovoltaïque).

* Porter de 12 à 50 MW le plafond de l'obligation d'achat de l'électricité renouvelable.

20. Bio-carburants

* Etendre les exonérations de TIPP à tous les bio-carburants, avec une priorité pour ceux qui présentent un meilleur bilan énergétique (huile végétale brute, bio-éthanol, biogaz-carburant).

21. Accès aux réseaux

* Instaurer une priorité d'accès aux réseaux d'électricité, de gaz et de chaleur en faveur des énergies renouvelables pour le raccordement et pour l'exploitation.

H - Réseaux de chaleur et co-génération

22. Réseaux de chaleur

* Rendre obligatoire une étude de faisabilité d'un réseau de chaleur renouvelable pour tout aménagement ou infrastructure nouvelle.

* Promouvoir le service public de distribution de chaleur et engager la mise en cohérence sur le long terme des infrastructures gazières et des réseaux de chaleur.

* Optimiser les réseaux de chaleur existants et améliorer leur gestion.

23. Co-génération

* Encourager la conversion des chaufferies de grande et moyenne puissance en centrales de co-génération.



Maison passive à Vienne.

Voyages aériens économes

Les dirigeables devraient rapidement faire leur retour : ils consomment beaucoup moins que les avions, les poids lourds et les hélicoptères et peuvent les remplacer pour de nombreux usages.



Inauguration d'un dirigeable moderne en Allemagne en 2000.

Avant la première guerre mondiale, les dirigeables commencent à se développer, mais en utilisant de l'hydrogène comme gaz de remplissage de l'enveloppe porteuse de la nacelle. L'hydrogène étant particulièrement inflammable, les accidents ont provoqué une méfiance de ce mode de transport.

Depuis la première crise pétrolière des années 70, une nouvelle génération de dirigeables a vu le jour, avec de l'hélium, un gaz léger qui, lui, est ininflammable. Autre particularité de ces nouveaux appareils : le cloisonnement de l'enveloppe qui fait que même si plusieurs compartiments sont percés, il reste suffisamment de marge de manœuvre pour que l'appareil puisse aller se poser et faire les réparations nécessaires.

Depuis 1997, la société Zeppelin, en Allemagne, connaît un nouvel essor avec la commercialisation de ces dirigeables modernes. Surtout employés comme support publicitaire pour le moment, ils présentent pourtant de nombreux intérêts

comme alternative à nos modes de transports actuels : poids lourds, hélicoptères et avions. En effet, le principe d'un dirigeable est qu'on le gonfle de telle sorte que, quelle que soit la charge transportée, le poids total de l'engin est nul. Dans ces conditions, la seule dépense d'énergie provoquée pour son déplacement est la lutte contre le frottement de l'air. Les fabricants annoncent une consommation divisée par cinq pour une charge équivalente, par rapport à un avion.

La consommation d'énergie devient donc extrêmement faible lorsque la vitesse est faible, et augmente rapidement si l'on cherche à faire de la vitesse.

Comparé à des poids lourds, le dirigeable peut transporter des charges beaucoup plus lourdes, en consommant beaucoup moins, et sans nécessiter d'emprise au sol si ce n'est un champ pour atterrir. Il est certes plus lent, mais il peut aller tout droit, ce qui n'est pas le cas du poids lourd et sur de

grandes distances, il est très compétitif. Il est extrêmement efficace pour remplacer les convois exceptionnels (comme les pales d'éoliennes !).

Enfin, il peut faire du vol stationnaire, comme les hélicoptères, en consommant des centaines de fois moins que celui-ci. Il peut donc remplacer celui-ci pour certains travaux de montagne, pour des secours (en cas d'inondation par exemple).

Par rapport à l'avion, il ne peut le concurrencer sur le plan de la vitesse. Par contre, il peut le faire dans deux domaines : un moindre bruit et surtout la possibilité de voir le paysage par de larges baies vitrées et un vol à plus basse altitude. Une manière de voyager pour remplacer les vols de courtes et moyennes distances.

Leur seul handicap, en tant que plus légers que l'air, est leur difficile résistance au vent en cas de tempêtes.

Les dirigeables actuels fonctionnent encore avec des carburants classiques, mais des essais de dirigeables alimentés par des photopiles sont à l'étude. Les industriels commencent à savoir faire des photopiles légères et souples que l'on pourrait intégrer dans l'enveloppe supérieure du dirigeable, lui assurant sa propre autonomie énergétique. Là, le bilan serait parfait. Sans doute, une alternative pour les années à venir.

MB. ■

Une consommation divisée par cinq pour une charge équivalente, par rapport à un avion.



Un dirigeable ne nécessite qu'une faible emprise au sol.

D'un scénario énergétique à des scénarios écologiques

Il serait souhaitable, pour poursuivre le débat, que le scénario NégaWatt se confronte à d'autres approches pour prendre encore plus d'épaisseur, mais aussi pour s'ouvrir à des choix multiples.

L'association NégaWatt a réalisé un excellent travail avec la mise au point de ce scénario dans la mesure où une telle étude ouvre des perspectives en particulier vis-à-vis de la question sans cesse entendue «je suis contre le nucléaire, mais qu'est-ce que je peux faire». Il ouvre notre imagination et montre, face à une pensée qui essaie d'être unique, que les réponses sont multiples.

Mais comme tout scénario, celui-ci s'appuie sur des hypothèses que l'on partage ou non. Sans entrer dans le détail, j'aimerais montrer quelques limites que je ressens à la lecture de ce document.

Un scénario trop français

Ce scénario s'appuie sur des études françaises et des pratiques spécifiques à la France. Comme il se veut réaliste, il ne remet pas en cause les grandes orientations et le fonctionnement du domaine énergétique français. Or nous sommes de plus en plus impliqués dans des données européennes et si l'on considère nos modes d'approvisionnement, nous sommes obligés de regarder le monde entier : ni notre pétrole, ni notre uranium ne sont français et il n'est pas sûr que demain nos éoliennes et nos capteurs solaires le soient. Il serait donc bon de confronter maintenant ce scénario avec ceux qui peuvent exister dans d'autres pays et de chercher quelles sont les différences extérieures qui pourraient avoir une influence sur l'évolution d'un tel scénario.

Pour illustrer cela par un exemple, les Français sont très attachés au service public, synonyme pour eux de centralisation au niveau du pays. Pourtant, dans de nombreux autres pays européens où le débat sur le service public a également lieu, celui-ci n'est pas perçu comme lié à un passage par l'Etat : il existe des compa-

gnies d'électricité régionales, des coopératives de chaleurs intercommunales, etc. Autant de fonctionnements décentralisés sans doute plus efficaces lorsque l'on raisonne en énergies renouvelables et économies d'énergie que la centralisation française et ses centrales (nucléaires aujourd'hui, éoliennes demain).

Une voiture, ce n'est pas qu'un réservoir, c'est aussi une tonne de matériaux.

Un scénario trop énergétique

Ne considérer les transports que du point de vue de leur consommation d'énergie est une limite. En effet, une voiture, ce n'est pas qu'un réservoir (d'essence aujourd'hui, de je ne sais quoi demain), c'est aussi une tonne de matériaux qu'il a fallu extraire du sol (pas le nôtre généralement), c'est l'utilisation de plus en plus poussée d'électronique (qui consomme une eau de plus en plus rare), c'est donc lié à un pillage de la planète dans bien d'autres domaines que le seul pétrole.

Là aussi, il faudrait chercher comment relier ce scénario à d'autres méthodes d'analyses. Je pense en particu-

lier aux très prometteuses méthodes mises au point par le concept d'«empreinte écologique» qui essaie de calculer en terme de surface sur la planète, l'ensemble des contraintes d'un processus particulier.

Un scénario parfois timide

J'ai plusieurs points de désaccord avec les hypothèses de départ. Comment puis-je accepter l'idée que l'on va fermer tout doucement les centrales nucléaires en trente ans alors que celles-ci peuvent nous exploser à la figure demain, que nous produisons chaque jour des déchets nucléaires qui nous empoisonneront pendant des millénaires, qu'il y a, dans les pays d'exploitation des mines d'uranium, des personnes qui meurent de respirer le radon.

Non, je n'accepte pas cette hypothèse «réaliste» (celle reprise par les Verts actuellement sur le modèle de ce qui a été mis en place en Allemagne) et un scénario écologique doit prévoir une fermeture beaucoup plus rapide que cela, le plus rapide possible, un tel scénario pouvant effectivement mesurer l'équilibre à trouver entre développement des énergies renouvelables, économies d'énergie et recours provisoire à des énergies fossiles (gaz et charbon).

Je retrouve la même timidité dans l'hypothèse que la mobilité des gens devrait encore augmenter. Même si le scénario prévoit que progressivement on



Tramway de Grenoble.



Pierre-Emmanuel Weck

ferme les liaisons aériennes de courte distance, que l'on favorise le transfert des voyageurs et des marchandises sur le rail (ce qui est très bien), un scénario ne peut faire l'impasse sur la nécessité de diminuer notre mobilité et cela rejoint là d'autres problèmes liés à la mondialisation de l'économie. Le scénario devrait là se confronter à d'autres approches, en particulier avec les travaux de l'Institut pour la relocalisation de l'économie en ce qui concerne les marchandises et avec les sociologues qui travaillent sur la «fuite» dans le voyage pour avancer des solutions qui passent sans doute par un meilleur cadre de vie au quotidien.

Peut-on raisonnablement partir sur des hypothèses où l'on maintient le trafic aérien au niveau actuel alors que la crise du pétrole est là, que l'avion est l'un des modes de consommation de la pire au niveau écologique ? Peut-on se contenter d'annoncer que l'on espère faire passer la consommation des voitures de 6 à 4 litres ?

Et la décroissance ?

Ce scénario s'appuie sur de nombreux mythes « technologiques » (voir pages suivantes le compte-rendu d'Alain Morange sur le « pic du pétrole ») et néglige les apports de chercheurs comme le Wupertal Institut qui a lancé le concept d'« effet rebond » : quand une personne fait des économies financières parce qu'un appareil consomme moins, il reporte ses dépenses dans un autre domaine et finit par consommer autant. Il manque donc à la réflexion un pan économique qui montrerait comment on évite cet effet rebond : si une voiture consomme moins, il y a fort à parier qu'elle roulera plus, sauf si le prix du carburant augmente significativement.

Pour terminer ces réserves, je regrette aussi que ce scénario soit fermé, c'est-à-dire qu'il ne donne qu'une marche à suivre comme le seul scénario envisageable. Cela ressemble un peu trop au programme d'un parti politique. Il me semblerait plus judicieux de montrer différentes solutions possibles, selon les choix politiques et sociaux qui peuvent être faits en amont des hypothèses.

Michel Bernard ■

Angleterre

Un lotissement économe

En Angleterre, des promoteurs engagés dans le développement durable ont créé un lotissement pilote, comprenant 82 logements et 2300 m² de bureaux et commerces, dans la banlieue sud de Londres, à Sutton.

Surnommé Bedzed (pour Beddington Zero Energy Development), cet « éco-quartier », veut démontrer que « l'habitat peut être pensé et construit sans dégrader l'environnement ». Pour atteindre cet objectif, les concepteurs ont réalisé une gigantesque analyse de cycle de vie (ACV), qui consiste à évaluer l'impact environnemental de la vie d'un produit, depuis sa réalisation jusqu'à sa mise au rebut... ou au recyclage. Et ceci au niveau du lotissement : construction des logements, besoins en ressources énergétiques, déplacements, activités professionnelles, vie sociale, gestion des déchets...

Pour diminuer « l'empreinte écologique », Bedzed a cherché à favoriser au maximum les ressources locales, la réutilisation et le recyclage (transports limités, développement économique local renforcé et identité culturelle préservée). Ainsi, 90% des matériaux ont parcouru moins de 50 km à la ronde (bois certifiés) et sont souvent recyclés (anciens rails de chemin de fer...). Le design des logements a été pensé en terme d'efficacité énergétique et de qualité de vie : isolation renforcée, ensoleillement maximum, terrasses et jardin, système de ventilation avec récupération de la chaleur, recours aux énergies renouvelables, récupération des eaux de pluie pour les toilettes, énergie électrique et thermique fournie par la biomasse (bois de récupération), chaleur récupérée et panneaux photovoltaïques situés sur les façades.

L'électricité produite permet même de recharger à 100% des véhicules électriques mis à la disposition en partage aux habitants.

Les déplacements sont réduits, puisque des espaces de travail sont proposés, que des commerces de proximité ont été créés, et qu'un système de livraison de produits frais provenant de la région existe.

Au final, cette rationalisation permet à BedZED de réduire de 50 % son empreinte écologique : le chauffage est



Bedzed

réduit de 90%, la consommation totale énergétique de 70%, et le volume des déchets de 75%.

BedZED a été conçu par la Fondation Peabody, la plus importante organisation caritative de Londres consacrée à l'habitat, en collaboration avec le Groupe de développement BioRegional, groupe environnementaliste très actif et l'architecte Bill Dunster, réputé pour son intérêt dans les maisons solaires. Ils ont reçu le soutien de l'association écologiste WWF international.

BedZED n'est pas réservé à une élite ou à des militants. Plus de la moitié des logements ont été réservés par la Fondation Peabody à des familles à faibles revenus, et les habitations ont été vendues à un prix égalant ceux du marché traditionnel, le surcoût de certaines installations étant comblé par les revenus fournis par les activités de commerces et de bureaux.

BedZED a été primé en juillet 2000 par l'Institut Royal des Bâtimeurs et des Architectes (IRCA) et va servir d'inspiration au programme de logements prévu par le gouvernement anglais (un million de logements sur dix ans !).

L'Afrique du Sud, la Chine ou encore le Portugal nouent des partenariats pour des programmes de construction.

En France, le WWF, très enthousiaste, se réjouit déjà de programmes de réhabilitation et de construction d'HLM selon les critères durables de Bedzed, en projet à Nantes, Lyon, Lille... MB.



DR

La crise du pétrole est là

A en croire le rapport de la deuxième conférence de l'ASPO (Association pour l'étude du pic mondial de la production pétrolière) qui s'est tenue à Paris, à l'Institut français du pétrole, les 26 et 27 mai 2003, les choses vont plus vite que nous le pensions et le maximum de production pour le pétrole, le «pic de Hubbert» annoncé jusque-là dans une décennie, a sans doute déjà été atteint tandis que la demande continue d'augmenter.

Ce compte-rendu est pour l'essentiel une libre traduction de celui de Mike Ruppert. Je tiens à préciser l'absence totale de journalistes français, même d'investigation, et le peu de représentants politiques français autres que ceux du lobby nucléaire. Lors de cette conférence, une vision réaliste des problèmes énergétiques à venir s'est esquissée, grâce à des scientifiques indépendants qui, après une carrière dans l'industrie, s'engagent pour notre avenir à tous. Face à un «débat national sur l'énergie» trop consensuel et dont les conclusions étaient tirées à l'avance, il serait pourtant sage d'accorder de l'attention aux travaux de l'ASPO avant que les événements nous y obligent pour de bon.

En seulement un an, les problèmes d'approvisionnement ont pris de l'ampleur et la réalité de la crise énergétique est devenue plus apparente. Les bilans de production sont toujours plus inquiétants. Tout contribue à forcer peu à peu l'acceptation politique et économique de la menace que représente le pic pétrolier pour la civilisation.

Olivier Appert, directeur de l'IFP, a constaté avec lucidité la conclusion de beaucoup d'experts pétroliers selon laquelle la

diminution de production est de 5 à 10% par an alors que 60 millions de barils par jour de capacité supplémentaire sont nécessaires pour satisfaire la demande.

Selon les organisateurs, la crise pétrolière pourrait commencer à ronger la croissance des économies nationales et rapidement causer des dommages importants. Comme l'a confié un des organisateurs : «Le fait que plusieurs gouvernements aient demandé à être tenus au courant, que le gouvernement français nous autorise à utiliser ses locaux, ou que des grandes compagnies pétrolières et fabricants d'automobiles comme Daimler-Chrysler viennent présenter leurs travaux est une manière de prêter une oreille

attentive à ce que nous faisons, sans pour autant devoir assumer publiquement ce que nous affirmons. Les implications politiques et économiques du phénomène sont trop graves dans leur perspective, pourtant chaque heure de délai ne fait qu'amplifier la crise qui aura finalement lieu lorsqu'il sera pris en compte».



L'optimisme du directeur de l'IFP, M. Appert, était contrecarré par des experts comme Jean Laherrère, dont la brutale honnêteté des graphiques et projections ne reflète pas seulement la véracité de la décroissance des découvertes et de la production, mais établit aussi scientifiquement qu'il n'y a plus de réserves significativement importantes à découvrir. D'autres experts ont définitivement démontré que les espoirs étaient démesurés au sujet des gisements polaires, en eaux très profondes ou de l'exploitation des sables bitumeux principalement en raison des coûts d'exploitation et des investissements nécessaires. Au final, les analyses les plus réalistes ont été présentées par le chercheur en politique et auteur Michael Klare et le professeur Kenneth Deffeyes de Princeton, qui fut jadis le collègue de feu M. King Hubbert — la courbe de Hubbert prévoyait les réalités d'aujourd'hui avec une précision déconcertante, il y a de cela 60 ans. Ces deux intervenants ont fait des présentations montrant clairement que le pic mondial de production pétrolière est bien réel aujourd'hui.

La guerre du pétrole

L'une des premières présentations de la conférence était la projection d'un documentaire de la BBC diffusé le 26 mars 2003, intitulé *La guerre du pétrole*. Le film démontre, avec des détails tranchants et irréfutables, tous les aspects les plus importants du pic pétrolier, y compris les gisements en déclin, les taux de découverte en chute libre, la taille plus réduite des gisements et la demande croissante.

Le documentaire de la BBC cite l'expert en énergie et conseiller auprès de l'administration Bush, Matthew Simmons, affirmant sobrement que le gouvernement des USA est très préoccupé par le pic pétrolier. Simmons dirige une banque d'investissement pour l'industrie de l'énergie, basée à Houston, Texas, et fut conseiller auprès de la commission secrète du vice-président Dick Cheney en 2001, la National Energy Policy Development Group (NEPDG), qui a refusé de rendre publiques ses conclusions. Il compte toujours parmi les proches conseillers de George W. Bush.

Certains estiment que depuis le 11 septembre 2001, le pic pétrolier est la clé motivant les agissements très controversés et illégaux du gouvernement US, notamment en Irak et en Afghanistan.

S'adressant au colloque via satellite depuis ses bureaux de Houston, Simmons a indiqué :

La diminution de production de pétrole est de 5 à 10% par an.



Plate-forme gazière en mer d'Irlande : là-aussi la crise menace.

«Si on considère que l'énergie non renouvelable est la ressource la plus critique, alors le pic de production est bien un problème majeur. Sans énergie, plus d'alimentation en eau efficace, plus d'agriculture durable, plus de système de santé viable (...)

Ce que le pic signifie réellement, en termes d'énergie, c'est qu'une fois atteint, il en sera fini de l'augmentation de l'approvisionnement (...) Alors est-ce que cela pose un problème majeur, je crois que la réponse est un oui appuyé. Pourquoi ce problème inspire-t-il de telles controverses ? Eh bien je pense, tout d'abord, que pour plusieurs raisons le mot 'pic' suggère malheureusement un avenir peu radieux. Il suggère aussi des prix de l'énergie élevés dans le futur et rien de tout cela n'est très agréable à considérer. Je crois qu'il est dans la nature humaine de préférer les pensées agréables. Ceux qui crient au loup sont ignorés à moins que le loup ne soit déjà à la porte ; alors il est en général déjà trop tard. Les crises sont en fait par définition des problèmes qui ont été ignorés. Et toutes les grandes crises furent ignorées jusqu'à ce qu'il soit déjà trop tard pour y faire quelque chose.»

Le gaz naturel semble être un problème encore plus urgent aux USA. L'approvisionnement en gaz naturel doit obligatoirement provenir d'Amérique du Nord par manque de ports, navires et terminaux adaptés et le procédé de liquéfaction engendre une perte d'énergie importante. Observant la situation globale en Amérique du Nord, Simmons a noté qu'en 1990, la production de gaz naturel aux USA augmentait rapidement. En 2001, malgré des records de forage, la production n'a pas augmenté, enfin en 2003 la production connaît un sérieux déclin.

Ces chiffres ne sont pas surprenants alors qu'on a vu le prix du gaz quadrupler durant les dix-huit derniers mois. Enfin, comme pour la tendance observée des découvertes de pétrole, Simmons a précisé « La production des nouveaux puits de gaz au Texas a baissé de 83% un an après avoir été forés ».

Contrairement au pétrole, la production de gaz naturel atteint généralement un plateau, puis chute brutalement car le gaz sort rapidement du puits jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de pression, alors la production s'arrête.



Mike Ruppert lui pose alors une drôle de question : «Depuis qu'a été lancée la guerre au terrorisme après le 9 septembre 2001, nous sommes allés en Afghanistan, puis nous y avons vu des constructions de pipelines, nous sommes allés en Irak, maintenant il y a des événements en Arabie Saoudite, des pourparlers en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en Colombie et étrangement le terrorisme semble sévir exactement là où se trouve le pétrole, c'est-à-dire où se trouvent les grandes réserves et les pays principaux producteurs ; croyez-vous que cela soit une coïncidence ?»

Réponse de Simmons : «Je ne sais pas si on peut établir un parallèle en constatant que partout où il y a de l'énergie, il y a aussi du terrorisme, mais je sais qu'on peut réfléchir au fait que durant les vingt dernières années on a visiblement bénéficié de prix du pétrole incroyablement bas, si bas qu'aucune nation productrice n'a été, en gros, capable de créer quelque chose qui ressemble à une société moderne. De plus, sur une période de vingt ans, leur population a explosé, ils ont tous des taux de natalité élevés, une population très jeune et une économie désastreuse. Malheureusement, les prix ont été si bas qu'il leur était difficile de garder une infrastructure saine ; il ne leur reste pas grand-chose pour commencer à reconstruire leur société. J'imagine que s'ils avaient eu la chance de connaître des prix de l'énergie deux ou trois fois plus élevés, si on avait travaillé consciencieusement avec ces pays producteurs pour les éclairer quant à l'utilisation de cette richesse nouvellement acquise, au lieu d'y mettre de jeunes et puissants dirigeants pour commencer à construire une classe moyenne, alors les gens auraient commencé à se préoccuper davantage de leur prospérité. Mais je suppose qu'après-coup, c'est facile à dire...»

Confirmant que le magot du pétrole de la mer Caspienne, tant escompté il y a peu, s'était en fait métamorphosé en une gigantesque désillusion, Simmons a souligné qu'en 2001, vingt puits sur les vingt-cinq forés dans le bassin de la mer Caspienne étaient secs. Cette même année le supposé gisement géant de Kashagan au Kazakhstan était ouvert, mais, en 2002, British Petroleum et Statoil se sont retirés et finalement, en 2003, toutes les autres compagnies ont lâché le morceau.

Pas d'autre scénario ?

Simmons a confirmé que le Moyen-Orient était toujours la «Terre Promise» : 85% de tout le pétrole du Moyen-Orient repose dans le Triangle d'Or s'étendant de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, à travers l'Iran jusqu'aux Emirats Arabes Unis, puis à l'ouest dans les champs du centre de l'Arabie Saoudite et de nouveau vers le nord à Kirkouk. Se référant à un rapport du Club de Rome datant des années 60 et suggérant que la croissance avait des limites, Simmons a observé que «Le monde n'a pas d'autre scénario».

devenir la question suprême sur la planète, car il n'y a pas de source alternative d'énergie adéquate, à court ou à moyen terme, qui puisse en réduire les effets. Le camp de la *Panacée des énergies alternatives* s'entendait sur le fait que les sources alternatives d'énergie permettraient à la

Les opérations menées depuis le 11 septembre 2001 découlent d'un plan élaboré et soigneusement mis en application sur plus d'une décennie.

vie de suivre son cours normalement. Enfin le camp de la «Terre Plate», comprenant essentiellement des employés de compagnies pétrolières, des représentants de l'industrie pétrolière, de l'Agence internationale à l'énergie (AIE) ou de banques d'investissement ainsi que des politiques. La plupart d'entre eux considèrent que l'augmentation de la demande et des investissements constituera, d'une

façon ou d'une autre, une solution à tout et considèrent aussi que la technologie permettra de trouver un pétrole et un gaz naturel qui s'avèrent justement inexistant, selon la plupart des intervenants de cette conférence, surtout après la présentation de données par des experts incontestés.

Estimations malhonnêtes des réserves

En tout état de cause personne, d'un bord ou de l'autre, n'a tenté d'assurer la défense des estimations de réserves surévaluées provenant de l'US Geological Survey ou de l'Agence internationale de l'énergie. Il était d'ailleurs facile, pour des experts comme Campbell, Laherrère, Aleklett, Chris Skrebowski de l'Institut anglais du pétrole et le professeur Kenneth Deffeyes de l'Université de Princeton, de démontrer que les chiffres sur les réserves de pétrole sont aussi cuisinés que les chiffres d'Enron.

La principale erreur toujours commise par les compagnies pétrolières, autant que les institutions gouvernementales, est le fait qu'ils ne rapportent pas dans le temps les découvertes de réserves : lorsqu'une compagnie fore son premier puits exploitable dans n'importe quel champ, elle peut se faire une idée raisonnable sur la quantité de pétrole récupérable à terme. Le premier obstacle est que si la taille estimée du gisement est déclarée pendant la première année d'exploitation, elle doit payer une taxe conséquente sur l'ensemble de ce gisement. Naturellement, les compagnies déclarent des estimations de capacité graduellement pour étaler la charge fiscale. Elles le font aussi pour maintenir la cote des actions à la



DR

hausse de façon régulière et stimuler la poursuite des investissements en déclarant des découvertes de nouvelles réserves dans des champs plus anciens, alors que ces réserves ne sont pas du tout nouvelles. Lorsque la production nationale est déterminée sur la base des réserves «prouvées» déclarées, elles sont parfois manipulées. La manipulation des estimations de réserves est donc un moyen efficace pour remplir les caisses de l'Etat.

Les experts comme Campbell et Laherrère insistent sur le fait que toutes les réserves devraient être rapportées au premier forage réussi d'un champ, en soustrayant la quantité déjà extraite, afin de déterminer précisément quelle quantité de pétrole il reste vraiment.

Ce n'est pas par hasard — et malgré la publication de réserves par les gouvernements, compagnies pétrolières et analystes financiers — qu'une société appelée Petroconsultants basée à Genève publie un rapport annuel sur les réserves, pays par pays, et facture paraît-il un million de dollars par copie. Il a été affirmé que la CIA intervient dans sa rédaction et est aussi destinataire de ce rapport. Cela prouve clairement le manque de fiabilité des autres sources.

Nouvelles perspectives d'avenir

Beaucoup de points de vues différents ont été exprimés et cette description n'est pas exhaustive. Haut cadre de la Société nationale pétrolière iranienne, le docteur Ali Samsam Bakhtiari se positionne clairement dans le camp du pic pétrolier, dévoilant des chiffres alarmants sur la diminution de la production iranienne ainsi que des analyses montrant que les réserves tant vantées de l'Arabie Saoudite,

estimées à 250 milliards de barils (Gb), pourraient être beaucoup plus limitées que ce qu'on affirme. «L'Arabie Saoudite a déjà produit 100 Gb sur des réserves récupérables à terme de 260 Gb. Il est possible que le seuil de la moitié de la production ait été atteint, ce qui signifie le déclin» précise-t-il.

Dès lors qu'un puits, une nation, ou la planète a atteint son pic de production, chaque nouveau baril produit nécessite en moyenne plus d'argent et d'énergie, tout en perdant de sa qualité et donc de sa rentabilité lors du raffinage. Les conclusions de Bakhtiari étaient confirmées par d'autres présentations montrant qu'en dépit du fait que 43% des réserves mondiales soient situées au Moyen-Orient, leur étendue pourrait être bien moindre qu'espéré et les pays de cette région pourraient connaître un pic de production bien plus tôt que ce qui est envisagé.

Dans l'ensemble, ces chiffres dégringants résonnaient dans la perspective de Simmons telle qu'elle fut présentée à l'administration Bush ; le débat se focalisait donc fréquemment sur les sources d'énergie alternatives. Aucun intervenant n'a pu mettre en évidence une quelconque combinaison de sources d'énergie alternatives pouvant remplacer les hydrocarbures, et personne n'a pu affirmer que si une telle combinaison existait, elle pourrait être déployée en temps voulu pour prévenir les catastrophes économiques et humaines. Nous sommes sortis de la conférence avec le sentiment qu'en raison du déni politique et économique, alors que les lumières commenceront à s'éteindre, que les voitures s'arrêteront, que les fertilisants et pesticides deviendront trop chers pour les pays du tiers-monde et que les famines commenceront à frapper la planète, le charbon et le nucléaire seront les remèdes d'urgence auxquels nous aurons recours, mais ne seront pas efficaces, sinon pour colmater les brèches dans l'urgence.

L'une des conclusions faisant généralement l'unanimité parmi les conférenciers était que l'hydrogène, contrairement aux théories populaires et rassurantes d'auteurs comme Jeremy Rifkin, n'est pas une solution à court ou long terme en raison de coûts de production élevés, de problèmes de rentabilité énergétique inhérents à ce vecteur, de manque d'infrastructure et d'impraticabilité. Parlant au nom de Daimler Chrysler, qui acquiesce discrètement sur le pic pétrolier, tout en admettant faire des recherches poussées sur les véhicules à l'hydrogène, le Docteur Jorg Wind a reconnu que sa société ne considère pas l'hydrogène comme une alternative viable au moteur à explosion.

Wind a précisé que nous verrons successivement des véhicules conventionnels améliorés, des véhicules hybrides de pre-

mière génération, des véhicules hybrides électriques et, finalement, les véhicules à l'hydrogène comme solution, mais il doute sérieusement du fait que les moteurs à hydrogène constituent un jour une part significative du marché. Wind a ajouté qu'un tiers de tous les carburants diesels utilisés actuellement en Allemagne est en fait du biodiesel généré à partir de déchets recyclés ou de cultures de végétaux. Il est particulièrement critique vis-à-vis de l'éthanol, précisant que celui-ci n'est pas rentable en termes d'énergie. Les conférenciers français ont d'ailleurs confirmé que l'éthanol n'est viable en France que grâce à une subvention aux fermiers s'élevant à 300 %. En dehors de cela, l'éthanol requiert plus d'énergie pour être produit que ce qu'on peut en retirer.

Wind a soulevé des grognements dans l'assistance lorsqu'il a affirmé que tout est fonction de la demande du consommateur et que les entreprises n'ont aucune responsabilité à assumer quant au manque de solutions pratiques face à la crise imminente.

Faut-il ralentir le déclin ?

L'économiste hollandais Maarten Van Mourik, de l'Institut économique des Pays-Bas, a exposé des faits inquiétants et peut-être le constat le plus mémorable de toute la conférence.

Il n'a pas caché ses faibles espoirs dans l'exploration en eaux profondes. C'est beaucoup trop cher. Après un examen de quelques autres alternatives, Van Mourik a dévoilé une vérité sous-jacente qui devrait certainement exacerber les effets du pic pétrolier : «Il ne sera peut-être pas profitable de ralentir le déclin».

Pierre-René Bauquis, vice-président de l'Institut français de l'énergie et ancien conseiller spécial du président de Total, a confirmé des recherches antérieures montrant que l'hydrogène n'est pas une solution pratique. En tant que membre des environnementalistes pour l'énergie nucléaire, il n'a fait aucun secret de son parti-pris pour l'énergie nucléaire. Il est d'ailleurs assez probable que si Total, ou n'importe quelle autre compagnie pétrolière, pouvait tirer profit de l'hydrogène, elle s'empresserait de s'y atteler, étant parfaitement au courant que la matière première dont elle dépend actuellement se fait rare.

Indiquant que la moitié du pétrole est utilisé pour les transports, Bauquis a insisté sur le fait que les sources d'énergies renouvelables ne résoudreient pas le problème et a affirmé clairement que «L'hydrogène n'est pas le carburant de demain». Il a de plus souligné que le pre-

mier moteur à combustion interne, fabriqué en 1805, tournait à l'hydrogène et fut rapidement mis au rancart en raison de problèmes liés au transport, au stockage et à l'efficacité de l'hydrogène. Bauquis a observé que «La production commerciale de l'hydrogène coûte deux à cinq fois plus cher que les hydrocarbures utilisés pour le fabriquer. Transporter l'hydrogène coûte deux fois plus cher que transporter de l'électricité. Le prix de son stockage est cent fois celui du stockage des liquides pétroliers».

Il s'est montré encore plus impitoyable avec l'éthanol : «Pour remplacer 40% du pétrole actuellement utilisé, il faudrait multiplier par trois la surface de terre cultivable mondiale, simplement pour les cultures destinées à produire l'éthanol».

La Russie a du gaz

Après avoir répété que la dépendance mondiale vis-à-vis du pétrole et du gaz naturel tend à augmenter plutôt que l'inverse, J. Peter Gerling, président du département Ressources énergétiques de l'Institut fédéral allemand des géosciences, a précisé que la Russie recelait, selon les estimations, la moitié de toutes les réserves de gaz naturel estimées et récupérables à terme du monde. Le minuscule état du Qatar, où les USA ont basé leurs quartiers généraux du Central Command a, en son sous-sol, plus de gaz naturel que l'Amérique du Nord et du Sud réunies. Ce ne sera réellement une aubaine pour les USA que lorsqu'une flotte massive de navires gaziers et une infrastructure adéquate seront déployées, mais cela dit on comprend mieux pourquoi Paris et Berlin ont progressivement mis en place un partenariat économique avec la Russie. De même, on comprend mieux pourquoi un expert tel que Colin Campbell considère que la Russie finira par rejoindre l'Union européenne. Chris Skrebowski, de l'Institut anglais du pétro-

le, avait auparavant indiqué qu'en 2007 le Royaume-Uni connaîtra sa seconde année d'importation nette de gaz et sa première année d'importation nette de pétrole : les gisements de la mer du Nord seront pratiquement à sec à la fin de la décennie.

«La fête est finie»

Le professeur Kjell Aleklett a présenté à l'assistance une sensationnelle intervention qu'il a intitulée «Comment faire comprendre au monde que la fête est finie». En utilisant vingt bouteilles de champagne pour représenter le pétrole dont la planète s'est vue dotée, il en a retiré dix pour montrer ce qui a déjà été utilisé, il a mis deux bouteilles, correspondant à la part des USA, de côté. Lune de ces deux bouteilles étant manifestement vide, il a servi le dernier verre de la bouteille restante en expliquant que les USA venaient de servir le tout dernier verre de leur dotation en pétrole. Parmi les dix bouteilles restantes, a-t-il souligné, quatre sont au Moyen-Orient, dont trois en Arabie Saoudite et en Irak.

Il s'est alors tourné vers les projets d'exploitation des sables bitumeux qui jadis furent considérés comme la providence du Canada (et des USA), mais qui se sont révélés être un véritable désastre financier et écologique. Le procédé d'exploitation des sables bitumeux implique de rincer le sable extrait à l'aide de vapeur d'eau. Aleklett a raconté que le Canada utilise une telle quantité de gaz naturel pour porter l'eau à ébullition que son propre approvisionnement pour le chauffage s'en trouve compromis. Il n'y a clairement pas assez de gaz naturel pour traiter les sables bitumeux, qui ne sont d'ailleurs pas rentables à ce jour, alors que les eaux insalubres et les mines d'extraction détruisent les paysages préservés de l'Alberta. Il en résulte que l'Alberta envisage maintenant la construction d'un réacteur nucléaire dans le seul but de produire de la vapeur afin de traiter les sables bitumeux. Personne n'a bien entendu jugé nécessaire de soulever le problème du rapport entre l'énergie investie et l'énergie récupérée.

Affirmer ce qui est manifeste

Un rapport réalisé par l'équipe secrète autour du gouvernement US prévoit que la demande aux USA augmentera de 7,7 millions de barils par jour entre 2000 et 2020, demande qui ne pourrait être satisfaite que par le Moyen-Orient. Durant des

années Clinton, les USA se sont progressivement préparés au conflit armé en organisant des manœuvres d'exercice militaire conjointes et en déployant des bases à travers la région. La plus grande attention était portée à l'Arabie Saoudite. L'analyse ne laisse planer aucun doute sur le fait que les opérations menées depuis le 11 septembre 2001 découlent d'un plan élaboré et soigneusement mis en application sur plus d'une décennie, et que de plus les politiques énergétiques, militaires et anti-terroristes ne sont que des fils d'un même canevas, parfaitement entrelacés dans le cadre d'une conquête hégémonique et globale.

Le professeur de Princeton Kenneth Deffeyes, ancien collègue de King Hubbert et auteur du livre «Hubbert's Peak : The Impending World Oil Shortage» («Le pic de Hubbert ou la pénurie de pétrole imminente», non traduit), a avancé la thèse selon laquelle le pic pétrolier aurait en fait eu lieu en 2000, en s'appuyant sur le fait que depuis la production n'a cessé de baisser. Comme preuve supplémentaire du pic pétrolier, il a précisé que

depuis 2000 la bourse a connu une baisse de 30% que les baisses de taux d'intérêts n'ont pas freiné, deux millions de personnes ont perdu leur emploi, ceux qui en ont un n'ont pas pu partir en retraite, les excédents budgétaires ont disparu, la classe moyenne a fondu tout comme le World Trade Center. Il a ajouté que la seule solution pour atteindre les objectifs des USA serait d'annexer l'Irak en tant que 51e Etat. L'un de ses soucis majeurs, a-t-il expliqué, est le coût de la fabrication de fertilisants pour le tiers-monde, car les pénuries de gaz naturel ainsi que les coûts périphériques de production électrique et de transport pourraient précipiter une famine d'une proportion inimaginable.

En tant qu'explication globale des attaques magnifiquement opportunes du 11 septembre, agencées par le gouvernement étasunien, de la guerre parfaitement orchestrée visant à s'accaparer les plus grandes réserves de pétrole de la planète, de la quasi-hystérie au sujet de la guerre bactériologique, des atteintes méthodiques aux libertés civiles ainsi que les résultats économiques en chute libre, aucun autre matériau ne fournit un cadre dans lequel on puisse inscrire ces déroulements. La deuxième conférence ASPO à Paris n'a fait que renforcer notre conviction.

Alain Dorange ■

Responsable de la commission énergie des Verts.



DR



La chasse aux lapins



DR

Nicolas Sarkozy veut savoir lequel des trois services qu'il finance, la DST, le GIGN ou la police nationale, est le plus efficace pour attraper des criminels. Chacun des groupes se voit attribuer un bois dans lequel il doit retrouver un lapin.

Le GIGN encercle le bois, fait une sommation rapide, mitraille tout, met le feu au bois, saccage toute trace de vie. Très fiers et sans s'excuser (alors qu'une certaine presse prétend avoir des photos du lapin les bras en l'air), les ninjas rapportent le cadavre carbonisé du lapin et déclarent «mission accomplie».

Les espions de la DST placent des micros, engagent des lapines bien roulées, soudoient des renards, truffent des carottes, dont de l'intox dans les clairières, interrogent discrètement les plantes et les cailloux. Après un mois d'enquête, ils concluent : «l'affaire est close, ce lapin n'a jamais existé». La police pénètre dans son bois avec le panier à salade, fait une raffe dans une clairière et revient le lendemain avec un sanglier bien amoché qui ne cesse de répéter «OK, ça va, je suis un lapin». (*Le Monde libertaire*, 25 décembre 2003)

Informatique

Début 2004, près d'un foyer sur deux, en France, possède un ordinateur (contre 39 % fin 2002) ... mais seulement la moitié l'utilise

pour une connexion internet. Et lorsqu'il y a connexion internet, c'est d'abord pour les échanges de courriels et non pour aller visiter des sites.

Justice en danger

La loi Perben accorde de nouvelles possibilités à la police : prolongement des gardes à vue à quatre jours dès qu'il s'agit de «bandes armées» et ceci sans qu'un avocat soit prévenu avant le troisième jour ; possibilité de perquisition la nuit, même en l'absence des résidents ; possibilités d'utilisation de micros et caméras cachées ; enfin introduction d'une nouvelle procédure juridique «plaidoyer coupable» qui en échange d'un aveu permet une procédure rapide de condamnation sans publicité, sous contrôle des procureurs, donc du ministère. Les associations de défense des droits de l'homme et nombre de professionnels de la justice dénoncent ces points qui affaiblissent le fonctionnement de la justice. A noter que le projet de loi est entièrement tourné vers la petite délinquance et que le délit financier n'y est pas évoqué.

Prisons grotesques

Le rapport 2003 de l'Observatoire international des prisons pointe comme chaque année les dysfonctionnements du monde pénitentiaire : surpopulation carcérale, montée des suicides et des automutilations, bavures multiples, modes de vie indignes... Dominique Perben, ministre de la justice n'a fait qu'un commentaire : il trouve ce rapport «grotesque».

Le Comité européen de prévention de la torture, CPT, a également rappelé dans son rapport la situation déplorable des prisonniers en France. Là, Dominique Perben a fait un commentaire un peu plus long. Selon lui, ce rapport comporte beaucoup d'«approximations, d'erreurs et de propositions inadaptées». L'UFAP, syndicat majoritaire des surveillants de prison a quant à lui estimé que ce rapport européen est tout à fait exact. Et le ministre va devoir être un peu plus explicite, car si le premier rapport est issu du milieu associatif, le second vient de Bruxelles qui demande des explications au gouvernement français.



CNT

El Ejido,

Quatre ans après les émeutes racistes à El Ejido, zone maraichère de 35 000 hectares du sud de l'Andalousie (voir *Silence* n°268, mars 2001), la situation ne semble pas avoir vraiment changé. Une nouvelle visite faite par le Forum civique européen avec des représentants de la Confédération paysanne, en janvier 2004, montre que seule la nature des immigrés a changé : alors qu'auparavant, on comptait surtout des Marocains et d'autres Africains, depuis sont arrivés de nombreux immigrés de l'Europe de l'Est. La concurrence entre les différentes nationalités permet aux employeurs de réduire encore plus les salaires,

Caméras inefficaces

Les marchands de caméras vidéos font le forcing pour convaincre les municipalités d'acheter leurs gadgets au nom de la lutte contre la délinquance. Une étude britannique sur le sujet montre les limites de la vidéo-surveillance. Selon les données recueillies entre 2000 et 2002, cela n'a jamais permis d'appréhender une personne une flagrant délit, souvent la délinquance se déplace hors du champ des caméras, tout au plus note-t-on une légère baisse des agressions physiques (- 3%) mais avec une hausse des délits (+11%). Bref, il s'agit surtout de piller l'argent des contribuables.

Publicité

■ **Marqués à la naissance.** Un nombre croissant d'enfants américains sont labellisés à vie par des parents qui les nomment en s'inspirant de leurs marques préférées. Une étude récente fait ainsi état d'enfants appelés L'Oréal, Armani, Chevrolet, Del Monte, Canon, Timberland, Denim, etc. Une douzaine de garçons sont nommés Courvoisier et deux s'appellent... ESPN, le nom d'une chaîne télévisée de sport! (*Ethical Consumer Magazine*, décembre 2003)

■ **Dérèglement d'Adbusters.** La principale revue anti-pub en langue anglaise *Adbusters* a annoncé au début de l'année un changement de stratégie radical. Après avoir dénoncé à coup de fausses publicités et d'actions diverses les torts et les travers de la marque *Nike*, la revue a pris la

Marchandisation de la recherche

61 000 chercheurs en France (sur 100.000) ont signé une pétition dénonçant le manque de moyens dans leur profession. La France consacre 2,23% de son PIB à la recherche, ce qui la met au niveau de la moyenne des pays industrialisés, et au-dessus de la moyenne européenne (de 0,8% en Espagne à 4,2% en Suède). La réponse ministérielle de passer au niveau européen risque donc d'aggraver encore la situation. Le véritable problème est entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. La première travaille sans intérêt commercial mais la seconde en lien avec les demandes du privé et c'est là que le bât blesse : la recherche appliquée aura bientôt fait disparaître la recherche fondamentale et au sein de cette dernière les matières non directement commercialisables (zoologie, histoire, arts...) : actuellement le privé finance déjà 53,4% de la recherche. Si l'Etat finance le reste, environ un quart de l'argent du ministère finit dans la recherche militaire (3,7 milliards sur 15,9 milliards d'euros en 2004). Enfin, l'Etat étant de plus en plus endetté, l'argent arrive dans les labos avec de plus en plus de retard. (*Alternatives économiques*, mars 2004)



Manifestation d'ouvriers marocains en 2000.

nombreux étant ceux sans-papiers. Les salaires ont baissé depuis trois ans. La plupart vivent dans des bidonvilles faits essentiellement de bouts de cartons et de plastiques récupérés. Les plus chanceux squattent d'anciennes cabanes en pierre. Nombreux sont ceux qui dorment dans des hangars où sont stockés pesticides et engrais. Ils restent invisibles pour la plupart, rejoignant à l'aube les serres de

plastique et ne sortant jamais des exploitations. En août 2003, il y a eu de nouvelles ratonnades contre des Marocains. De nombreux immigrés doivent arrêter le travail lorsqu'ils sont trop intoxiqués par les produits phytosanitaires. Après cette nouvelle visite, le Forum social européen a appris que les personnes qui les avaient hébergés ont été menacées. Et au fait, pourquoi ces zones de non-droit ? Chaque jour plus de 1000 camions quittent la zone pour amener fruits et légumes dans l'Europe entière. Pensez-y avant de faire vos achats. *Forum civique européen, case postale, 4004 Basel, Suisse.*

décision de lancer une «chaussure équitale», une chaussure de sport sans autre marque... que la sienne ! Déjà, on commence à se poser des questions. Mais pour annoncer cette nouvelle démarche, la revue a prévu... de faire des clips publicitaires et des encarts dans la presse, comme n'importe quelle firme ! Et le directeur d'annoncer (*Libération* du 30 janvier 2004) qu'il espère conquérir au moins 1% du marché mondial ! Nous sommes en plein délire capitaliste !

■ Borborygmes artistiques.

Deux tagueurs de Saint-Etienne ont récemment été condamnés à 180 h de travail d'intérêt général pour «borborygmes artistiques» sur des biens qui ne leur appartiennent pas. Espérons que le même tribunal va poursuivre dans cette voie en condamnant tous les publicitaires qui étalent leurs «borborygmes artistiques» sur des supports (les revues par exemple) qui ne leur appartiennent pas non plus.

■ Cinq juin : déversement de prospectus.

En Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, au Portugal, en Suisse... un autocollant légal sur les boîtes aux lettres permet d'interdire l'invasion publicitaire. En France, cela fait vingt ans qu'il en est question, mais cela ne se concrétise jamais. Pour protester contre ce gaspillage, conservez toutes les publicités que vous

recevez et déposez les symboliquement devant votre mairie le 5 juin prochain. *Résistance à l'agression publicitaire, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, tél : 01 43 28 39 21.*

■ **Procès parisien.** Ce sont finalement 62 personnes qui ont été convoquées au tribunal le 10 mars dernier. La RATP et Métrobus, société qui gère les publicités dans le métro, demandent un million d'euros de dédommagements pour les barbouillages d'affiches. De nombreuses actions de soutien se sont mises en place avec les inculpés dont une vise la mairie de Paris. En effet, c'est celle-ci qui est responsable des actes de la RATP et l'on compte même une élue verte, Charlotte Menner, dans le conseil d'administration de la régie. Après de nombreux échanges avec les militants anti-pub, celle-ci a enfin réagi en écrivant à la direction de la RATP, le 20 février. Rappelant que la RATP se fait mousser avec le concept de «développement durable», elle demande au conseil d'administration de s'interroger sur le fait qu'un millier de personnes peut choisir d'enfreindre la loi pour exprimer son ras-le-bol de la publicité dans le métro.

■ Défi France perd en appel.

Défi-France avait attaqué l'association *Paysages de France* en diffamation parce qu'elle avait présenté des photos de panneaux illégaux dans sa revue. Il s'est avéré que les panneaux étaient bien illégaux. En première instance, Défi-France a été condamné à verser des indemnités à l'association pour procédure abusive. Elle a fait appel. Le 11 janvier dernier, Défi-France a vu sa peine confirmée : elle devra verser 16 000 € à *Paysages de France* et payer les frais de justice.

1000 femmes pour le prix Nobel

Une coalition internationale de groupe de femmes a lancé une campagne pour proposer que soit remis le prix Nobel de la paix 2005 à 1000 femmes collectivement. Une recherche est en cours pour lister des femmes représentatives dans tous les pays et de toutes conditions sociales. Il s'agit de dénoncer ainsi le sexisme des Prix Nobel qui en 102 ans n'a récompensé que 11 femmes. *1000 Women for the Nobel Peace Prize 2005 c/o Swiss Peace Foundation, Sonnenbergstrasse 17, P.O. Box, CH-3000 Bern 7, Suisse, tél : (0)31 330 10 85.*

GRÈCE Mont Athos interdit



Depuis un texte de 1050, le mont Athos, qui abrite des religieux orthodoxe est interdit à «toute femme, tout enfant, tout eunuque et tout visage lisse». Les femmes qui enfreignent cette interdiction sont passibles de deux à douze mois de prison ! Le Parlement européen a demandé au gouvernement grec de mettre fin à cette pratique, mais celui-ci maintient que la montagne est une «république monastique» semi-autonome dont le fonctionnement a été inclus dans les premiers traités européens.

L'égalité est encore loin !

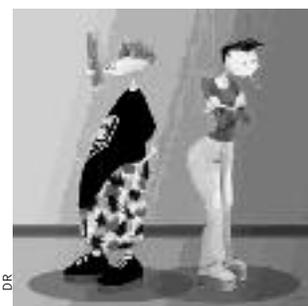
Marie-Jo Zimmermann, présidente de la Délégation des droits des femmes de l'Assemblée nationale

a présenté le mercredi 21 octobre au Parlement un rapport qui souligne le maintien des écarts des rémunérations hommes-femmes autour de 25% et le fait que 80% des salarié-e-s travaillant au smic ou en dessous sont des femmes.

Depuis les années 70, cet écart varie peu. Il existe différentes explications : les femmes ne montent pas dans la hiérarchie car elles cherchent plus à respecter leur vie familiale, elles prennent des congés de maternité, elles ont moins d'ambition, elles revendent moins... Tout ceci aurait donc un goût d'inéluctable. Sauf qu'au Danemark, ces différences existent et pourtant les écarts de salaire ne sont que de 9% actuellement. Comment l'écart a-t-il été réduit ? En assurant une meilleure aide aux femmes : crèches en nombre suffisant, prise en compte des arrêts pour maternité dans l'ancienneté, non marginalisation de celles qui choisissent le temps partiel...

Cancer du poumon : parité en vue

Selon une étude publiée par la revue scientifique *Annals of Oncology*, entre 1985 et 2000, les cancers du poumon, en Europe, ont baissé de 15% chez les hommes... et augmenté de 32% chez les femmes ! Le nombre de fumeuses régulières (plus de 10 cigarettes par jour) est passé de 10% à 26% en trente ans. Les spécialistes estiment que la parité vis-à-vis du cancer du poumon sera atteinte en 2025. Ces mêmes spécialistes font remarquer que les conséquences du tabac sont plus importantes chez les femmes que chez les hommes car il y a des contre-indications comme l'utilisation de la pilule qui associée au tabac est une source de maladie. Actuellement, 35% des femmes de 20 à 44 ans qui sont sous traitement contraceptif continuent à fumer. Le tabac peut en outre perturber les cycles hor-



INTERVIEW DE MILITANTS ANTI-PUB





Femmes

monaux, entraîner une baisse de la fertilité, avancer l'âge de la ménopause (de deux à trois ans au-delà de dix cigarettes par jour), augmenter la décalcification (ostéoporose), et abîmer la

peau. Le tabac a des effets néfastes bien connus sur le fœtus. Le risque de grossesse utérine est multiplié par quatre, les fausses-couches par trois, les accouchements prématurés sont

en hausse et les nourrissons naissent souvent avec des problèmes respiratoires. Ils sont plus souvent victimes de la mort subite du nourrisson. Malgré cela, un tiers des fumeuses continuent à fumer quand elles sont enceintes !



Michel Bernard

Paris - janvier 2000

Marche mondiale des femmes

En 1995, une marche des femmes se déroule au Québec et reçoit un bon écho des mouvements féministes d'autres pays, ce qui conduit à lancer l'idée, pour 2000, d'une vaste série de manifestations régionales sous l'intitulé commun de «Marche mondiale de l'an 2000». Des actions vont se dérouler alors dans 163 pays avec en conclusion une marche à New-York, à l'occasion d'une réunion de l'ONU sur les femmes et les inégalités. Un nouvel appel a été lancé au forum social mondial en Inde pour renouveler un calendrier d'actions avec cette fois une marche mondiale en 2005. Un appel à contribution pour la réalisation d'une charte mondiale des femmes a été lancée et des manifestations régionales sont mises en place pour creuser différentes thématiques.

Féminisme et écologie

Au niveau européen, la coordination qui regroupe 11 pays a décidé d'un premier rendez-vous à Vigo (en Galicie), les 22 et 23 mai. Cette rencontre européenne portera principalement sur deux thèmes : la nouvelle *Constitution européenne* et les rapports entre *féminisme et écologie*. Ce dernier thème, porté par la coordination espagnole, arrive après deux ans de lutte pour essayer de sauver une région dévastée par la pollution du *Prestige*, mais aussi menacée par la présence au large de centaines de fûts de déchets radioactifs immergés dans les années 50 et 60.

Relais mondial

Le 8 mars 2005, le lancement de cette Charte mondiale des femmes pour l'humanité aura lieu simultanément dans chaque pays. Le même jour, un Relais mondial de la Charte sera également lancé. Au cours de celui-ci, un exemplaire papier de la Charte fera le tour du monde et s'arrêtera en 50 points. Le relais commencera au Brésil et parcourra ensuite les Amériques, l'Océanie, l'Asie, le Proche-Orient, l'Europe et l'Afrique, pour se terminer le 17 octobre 2005 (journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté) dans un pays africain.

Tapisseries géantes

Tout au long de la campagne, chaque groupe local est invité à réaliser sur tissu une représentation d'un des points abordés dans la Charte. Ces morceaux de tissu seront assemblés entre eux pour constituer une énorme tapisserie qui sera présentée le 17 octobre 2005, à l'arrivée du relais. La tapisserie sera ensuite redécoupée en cinq et un morceau repartira ainsi dans chaque continent pour servir de décoration à différentes animations.

■ **Monde** : *Marche mondiale des femmes*, 110, rue Sainte-Thérèse, # 203, Montréal, Québec, Canada, H2Y 1E6, tél : (1) 514-395-1196 télécopieur : (1) 514-395-1224, site : www.marchemondiale.org.

■ **France** : *Coordination française pour la Marche mondiale des femmes*, 104, rue des Couronnes, 75020 Paris, tél : 01 44 62 12 33.

■ **Belgique** : *Comité de coordination a/s Conseil des femmes francophones de Belgique*, 10, rue du Méridien, 1210 Bruxelles, tél : (32) 2 229 38 21.

■ **Suisse** : *Coordination suisse de la Marche mondiale des femmes* Postfach 1420, CH 8021 Zürich, tél : (41) 62 822 45 19.

Publicités sexistes

Le ministère délégué à la parité et à l'égalité professionnelle a mis en place, début février, un service pour dénoncer «des visuels présentant des images de femmes portant atteinte à la dignité de la personne humaine». Si vous en voyez qui vous choque, il est possible d'écrire ou de téléphoner au *Ministère délégué à la parité et à l'égalité professionnelle*, 10-16, rue Briancion 75015 Paris, tél : 01 40 56 70 80. Que fera ensuite le ministère, mystère !

Avortements Témoignages

Les associations Tirésias et Vis-à-Vis ont réalisé un CD audio : «Avortement, contraception, grossesse non prévue : des témoignages pour débattre». Cet outil sonore de prévention est composé d'extraits de témoignages de femmes et d'hommes abordant leurs expériences personnelles. Il est conçu pour engager et enrichir la discussion autour de ces thèmes. Il est plutôt destiné à être utilisé par des professionnels de santé et d'accompagnement. Il est vendu 5 € par le *CODIF*, 7, rue Bailli-de-Suffren, 13001 Marseille, tél : 04 91 33 24 07 ou *Association Tirésias*, c/o Bat Sheva Papillon, 6, boulevard de la Liberté, 13001 Marseille, tél : 04 91 64 68 28 ou encore *Association Vis-à-Vis*, c/o Julie Chambon, 81, rue Montesquieu, 69007 Lyon, tél : 04 78 58 39 30.

ALBI Yoga des femmes

L'association *Les Arcadiennes* propose un stage les 8 et 9 mai à la Baroquerie, à Albi, pour des femmes souhaitant se ré-approprier le fonctionnement de leur corps, de leurs rythmes intérieurs, prendre conscience de leur être tout entier, cœur, mental et esprit,

BRETAGNE Rien sans elles



Rien sans elles est un collectif né en juillet 1999, à Brest, dans le cadre de la préparation de la marche des femmes en 2000. Le collectif anime une marche dans le Finistère en mai 2000. Aujourd'hui, le collectif réunit environ 80 personnes, femmes et hommes, et mène des actions dans différents domaines : violences conjugales, prostitution, parité, pub sexiste, solidarité internationale... Une des dernières campagnes menées a consisté à diffuser des autocollants contre les jouets sexistes : «Un fer à repasser à trois ans, un fer à repasser pour la vie». *Rien sans elles*, 16, rue de la République, 29200 Brest, tél :

faire circuler l'énergie «en nous et entre nous», entre femmes, se sentir vivantes, connectées à son énergie profonde, à sa créativité. Exercices physiques simples ; cercles de paroles ; informations pratiques sur l'alimentation, l'hygiène de vie ; contacts avec la Terre, les arbres et la nature environnante. Ecoute et respect de soi-même et des autres. Renseignements : *Association Yoni*, 7 bis, boulevard de la République, 12100 Millau.



Narciso Jaramillo

LYON XXelles, un point c'est tout !

Le collectif XXelles, un point c'est tout est né à Lyon en septembre 2003 pour aider les grosses à assumer ce qu'elles sont et pour lutter contre cette société moderne qui veut imposer le moule conformiste de la minceur à tout prix au nom de la beauté. Tél : Lila 06 63 71 33 44 ou www.xxelles.net.

Masse critique

«A nos débuts, regrette Charles Leippert (73 ans), un des co-fondateurs des Journées cinématographiques de Soleure (Suisse), le public était beaucoup plus politisé qu'aujourd'hui...» (1). Certes ! Mais les quelques films à connotation «politique», projetés durant la 39e édition, du 19 au 25 janvier 2004 (2), ont suscité un intérêt non négligeable.

Qui se souvient que dix jours avant les jeux Olympiques de Mexico, l'armée et la garde présidentielle avaient massacré, sur la place des Trois Cultures à Tlaltelolco (3), quelque trois cents personnes manifestant avec vingt mille autres contre l'assassinat, l'été précédent, d'une trentaine de jeunes gens et la détention arbitraire de camarades ? Fidèle à ses convictions comme à ses conceptions du Septième Art (4), Richard Dindo, «cinéaste de la mémoire», brosse avec *Ni olvido, ni perdón* (85 minutes) les tenants et aboutissants des tragiques événements du 2 octobre 1968. Fausto Trejo, alors professeur de psychologie à l'Ecole polytechnique, indique l'endroit où il se tenait ce soir-là après 18 heures et raconte avec des sanglots dans la voix comment «un gars de Chapingo», ayant fait bouclier de son corps, s'effondra devant lui, mortellement touché par une balle.

Métaphore

Angélica López Hernández voue une profonde admiration à son père, Florencio López Ossuna, même si pour ce dernier «les idéaux importaient davantage que tout le reste». Après qu'il eut accordé une interview à la radio UNAM, le 20 décembre 2001, il fut retrouvé mort quelques heures plus tard dans une chambre d'hôtel. Au début du mois, le magazine *Proceso* avait consacré sa «une» au premier orateur du 2 octobre 1968 sur le balcon au troisième étage de l'immeuble *Chihuahua*. La maman de l'étudiante en économie, Myrthokleia Gonzalez Gallardo, la modératrice du rassemblement, l'exhorte à poursuivre la lutte. Les cendres de nombreuses victimes furent dispersées au «cimetière militaire

un», les dépouilles des autres jetées dans la fosse commune du «Pantéon Dolorès». Depuis 1976, des milliers de personnes descendent dans la rue le 2 octobre pour réclamer justice ; les noms de femmes, d'hommes et d'enfants ont été gravés sur

une immense stèle érigée sur la place des Trois Cultures. Le réalisateur zurichois a notamment inséré dans son film des scènes de l'attaque de la soldatesque ainsi que des images de la cérémonie d'ouverture de la seizième Olympiade dont le slogan «*Everything is possible with peace*» (*Tout est possible avec la paix*) provoque la nau-

sée. Mais le 12 octobre 1968, des colombes noires accompagnèrent les volatiles au plumage immaculé dans le ciel au-dessus de Mexico-City... Ni Gustavo Diaz Ordaz, ni Luis Etchevarría Alvarez, son ministre de l'Intérieur qui lui succéda à la présidence, le 1er décembre 1970, ni les généraux à la tête des troupes lancées contre les contestataires, n'ont répondu à ce jour de leur crime... *Ni olvido, ni perdón*, très émouvant comme l'ensemble des documentaires de Richard Dindo, apparaît aussi «comme une métaphore sur l'annihilation, par une puissance étatique, de l'espoir, de l'utopie, des rêves d'un autre monde» (5).

Pour tenter d'appréhender le fonctionnement du Palais fédéral (le Parlement) à Berne et rendre palpable que l'essentiel s'y déroule derrière des portes closes, le Lausannois Jean-Stéphane Bron avait planté sa caméra devant la salle 87 au second étage où siègea, du 14 octobre 2001 au 8 juillet 2002, la commission chargée d'élaborer la loi sur les organismes génétiquement modifiés. Il lui importait que quelque chose émergeât de «ce chaos soft et mortifère» (6), mais aussi de trouver un sujet susceptible d'interpel-



ler le spectateur. Il a convaincu cinq députés, un de chacune des quatre formations représentées au Conseil fédéral (le gouvernement de sept membres), plus une écologiste de s'exprimer à son micro et de briser un peu «le secret» entourant les délibérations. Il a établi au fil des rencontres un climat de confiance avec ses interlocuteurs, qui se prêtèrent, non sans une certaine coquetterie, à un quasi-jeu «d'acteur», acceptant sans rechigner qu'une «scène» fasse l'objet d'une seconde prise. Il s'est davantage attaché à la manière dont les protagonistes articulent leur discours qu'à leurs positions sur le fond elles-mêmes. Si quelques échanges plutôt cocasses et mimiques activent nos

(1) *Mittelland Zeitung* du 19 janvier 2004.

(2) Au programme figurèrent cent soixante-dix productions helvétiques récentes ; plus de quarante mille personnes (un record !) ont fréquenté les salles obscures de la cité baroque de seize mille habitants.

(3) Les Aztèques y avaient bâti leurs premières habitations et des temples.

(4) Cf. *Silence* d'avril 1996 et d'avril 1998.

(5) *Die Wochenzeitung* du 22 octobre 2004

(6) *Die Basler Zeitung* du 18 septembre 2003.

zygomatiques, l'on saisit rapidement que la démocratie par délégation repose essentiellement sur des tractations, des deals, des combines, voire de petits chantages entre collègues... Le centriste Jacques Neiryck rappelle qu'en France, «on peut planter du maïs et des patates transgéniques» (merci Dominique Voynet !). Johannes Randegger (Parti radical-démocratique), lié au lobby de la chimie, pour qui le refus des OGM confine à du «racisme», prétend que l'on pourrait «rendre les vaches plus résistantes aux variations climatiques»... La proposition de l'agriculteur Josef Kunz, de l'Union démocratique du Centre, le parti du populiste Christof Blocher (7), quant à un moratoire de cinq ans recueillit treize voix contre douze. Mais le 3 octobre 2002, l'assemblée plénière se prononça majoritairement contre toute pause en la matière (8). Le long métrage *Maïs im Bundeshuus* (*Le génie helvétique*), remarquablement construit, a non seulement attiré 83 000 aficionados dans les salles obscures du pays, mais a remporté de surcroît, le 21 janvier à Soleure, le Prix du cinéma suisse 2004 dans la catégorie *Documentaire*. Le plus beau plan : la Sissachoise Maya Graf (Verts) attablée seule à une terrasse de café non loin du Parlement, à la nuit tombée...

Cauchemars atomiques

Dans *Le sacrifice*, une vidéo de vingt-cinq minutes, Emanuela Andreoli et Wladimir Tchertkoff (9) nous rendent proches les «liquidateurs» obligés de débayer le site du complexe nucléaire de Tchernobyl après l'explosion, le 26 avril 1986, du réacteur 4. Les intervenants, munis de pelles et de jets d'eau, vêtus d'un simple uniforme de soldat et portant un masque de gaze sur la bouche, devaient impérativement circonscrire l'incendie avant le 8 mai. Des scientifiques soviétiques avaient calculé que si à cette date les pompiers n'avaient pas éteint les flammes, le combustible en fusion aurait percé la dalle de béton pour se précipiter dans le bassin de refroidissement et déclenché une déflagration cinquante fois



Myrthokleis Gonzalez Gallardo et Angelica Lopez Hernandez dans *Ni olvido, ni perdón*.

supérieure à celle d'Hiroshima. Le 6 mai 1986, ils avaient maîtrisé le feu. Anatoli Saragovets, dépêché pour «décontaminer» les villages alentour, ne parvenait à conduire son trolleybus que d'une main et d'un pied. A trente-huit ans, il se sentait comme s'il en avait soixante. Il se décomposa peu à peu ; à la fin, la peau ne recouvrait pratiquement plus les os et il ne se déplaçait qu'en fauteuil roulant. Il décéda en 1999. Malgré la «perestroïka» et la «glasnost» gorbatchéviennes, le gouvernement ne tint aucune de ses promesses vis-à-vis de ces gêneurs laissés-pour-compte qui ont offert leur vie pour que l'Europe ne subisse pas l'apocalypse. Des dizaines de milliers d'entre eux ont succombé des suites des irradiations. Des millions de personnes, surtout en Ukraine et en Biélorussie, souffrent de maux divers. L'Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne), l'unique instance onusienne à dépendre directement du Conseil de sécurité, continue, contre toute évidence, de minimiser scandaleusement les conséquences du désastre, alors que «le monstre respire encore»...

Alexander Mazzara avait toujours eu en point de mire depuis sa maison à Aarau les tours de l'usine atomique de Gösgen-Däniken (10). Lors d'investigations journalistiques, il a déniché des

informations concernant le grave accident survenu le 21 janvier 1969 sur le réacteur *Saphir* de la centrale expérimentale à Lucens dans le canton de Vaud, à trente kilomètres de Fribourg. Avec *Der atomare Traum*, il évoque les «rêves explosifs» nourris par l'industrie helvétique. Dans l'esprit des «pionniers» comme Rudolf Sontheim germa l'idée de se lancer

dans l'aventure atomique après qu'ils eurent vu des prototypes exhibés en 1955 à Genève par des scientifiques américains. Les fonds qui ne provenaient pas d'investisseurs privés, ils les obtinrent du gouvernement fédéral, séduit par la perspective d'installations aptes à produire du courant. Alors que certains ambitionnèrent d'exporter la technologie de Lucens, la Compagnie nationale d'électricité opta en faveur

de la filiale *Westinghouse* à eau pressurisée. Un an après le raccordement au réseau (l'unité ne fut opérationnelle que deux cents jours), une fuite dans le système de refroidissement et la fonte d'éléments combustibles provoquèrent une déflagration sur le réacteur de recherche enfoui dans une caverne. Les compteurs affichèrent un taux d'irradiation de deux mille rems/heure, alors que cinq par an constituent la «normale» ! Si l'on ne déplora ni blessé, ni mort, le pire fut miraculeusement évité de justesse. Paul Maillard, l'ancien concierge des lieux, prélève toujours de l'eau deux fois par mois pour que le laboratoire de l'Ecole

Des dizaines de milliers d'entre eux ont succombé des suites des irradiations.

A toutes fins utiles, les coordonnées des sociétés détentrices des droits pour les œuvres mentionnées :

- *Ni olvido, ni perdón* : Lea Production, Richard Dindo, Gamperstrasse 9, CH 8004 Zürich.
- *Maïs im Bundeshuus* (*Le génie helvétique*) : Ciné Manufacture SA, 1, place Bel-Air, CH 1003 Lausanne.
- *Le sacrifice* : Feldat-Film, Emanuela Andreoli, CH 6945 Origlio.
- *Der atomare Traum* : Schweizer Fernsehen DRS, Fernsehstrasse 1-4, Postfach, CH 8052 Zürich.
- *Ein Tor für die Revolution* : 400asa, Christoph Kohler und Samuel Schwarz, Zentralstrasse 52, CH 8003 Zürich.
- *davosexpress* : Imagia, Yves Belet, 68, rue Rothschild, CH 1202 Genève.
- *Perception of war* : Ramon Grendene, Marlene-Dietrich-Strasse 1, D 99425 Weimar.

(7) Depuis le succès de l'UDC lors des législatives du 19 octobre 2003, le milliardaire zurichois fait partie de l'exécutif.

(8) Le comité *Stop OGM* a déposé depuis plus de cent mille signatures en faveur d'une révision de la «*Gen-Lex*». Le peuple se prononcera donc par référendum, en particulier sur le moratoire.

(9) Wladimir Tchertkoff a tourné cinq reportages autour de la catastrophe de Tchernobyl.

(10) Une des cinq en fonctionnement. Le 18 mai 2003, les Suisses rejetèrent à 66,3% l'initiative *Electricité sans atome* et à 58,4% celle intitulée *Moratoire plus*. En septembre 1990, 54,5% de la population avaient adhéré à l'idée d'un moratoire.

technique supérieure fédérale à Lausanne mesure le taux de radioactivité. Dans les bâtiments non endommagés, les autorités cantonales stockent des médailles, des armes anciennes, des momies égyptiennes et des pierres datant de l'Empire romain... Les six containers avec les déchets ne furent transportés que l'été dernier vers le dépôt de Würenlingen, à cent soixante-dix kilomètres au nord-est en Argovie, là où tout avait débuté il y quarante-huit ans...

Une autre mondialité

«Avons-nous le droit de pratiquer le ballon rond en tant que gauchistes ?» Voilà une des questions existentielles que se posaient Robi Wäschle et ses potes qui fondèrent, le 3 octobre 1976, dans le restaurant zurichois *Cooperativo* l'Association progressiste suisse de football dont Christoph Kohler retrace l'histoire dans *Ein Tor für die Revolution*. En faisant partie le FC Bakounine, le FC Comité de soldats, le SKK Clandestin, le FC Tondeuse à gazon... A défaut que les idées révolutionnaires se propagent à l'échelle du corps social, qu'au moins elles vivent sur le terrain ; les initiateurs de la première et unique ligue sportive «alternative» au monde prônaient la subversion des règles : droit de grève et sit-in pour les joueurs, interruption d'une rencontre pour débattre, pas d'arbitre, interdiction à compter du 15 juin 1979 des chaussures à crampons, les femmes autorisées à évoluer avec la gent masculine... Leandra Graf reconnaît toutefois que les messieurs «lancèrent des jurons lorsqu'elles se mettaient en travers» et déplore que le machisme prit le pas. La police «observait» ces dissidents en maillot et short qui participèrent à maintes manifestations comme celles contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Wyhl (Allemagne) et Kaiseraugst (Suisse). Le Tessinois Giorgio Bellini (11), une des

Personnes arrêtés en 1968 - Ni olvido, ni perdón.



DR

principales figures de la mouvance contestataire en 1968 et bien après, s'inscrivit au FC Bakounine. «La croyance en une utopie politique s'estompa rapidement», note non sans amertume Miklós Gimes. Le temps, et surtout les gens, changent. «Aujourd'hui, l'Association ne se distingue plus guère des autres», constate Koni Frei. Elle compte toujours sept cents membres répartis en vingt-quatre équipes masculines, douze féminines et autant de seniors. De l'époque glorieuse subsiste uniquement le FC Couleur lie de vin...

Cette année, la semaine soleuroise a coïncidé avec la tenue du World Economic Forum de Davos. En 2003, Vania Paratte et Franck Preiswerk avaient suivi toute la journée du 25 janvier des manifestants se rendant en train depuis Genève vers les Grisons. Parmi les voyageurs interviewés dans *davosexpress*, l'historien Michel Caillat, co-auteur avec Jean-Marie Brohm des *Dessous de l'olympisme* (12). Il insiste sur la nécessité de créer un rapport de force, car «il y a aussi une question de masse critique». L'écrivain Daniel de Roulet affirme que les opposants à l'ultra-libéralisme représentent «une autre mondialité» et s'insurge contre les «maquereaux qui s'installent n'importe où» ; des «jeunes femmes de l'Est» ont été acheminées, pour le «repos» des congressistes huppés, dans la station à 1560 mètres d'altitude transformée en forteresse... Par contre, le convoi transportant les «anti» ne dépassera pas Landquart, à quarante-cinq kilomètres de Davos. Des personnes touchées par les projectiles expédiés par les policiers sur les wagons pansent leurs plaies...

Ramon Grendene et Eduard Freudmann ont essayé de cerner la «pensée militaire» (!) et de décrypter l'essence de la violence. Leur court-métrage *Perception of war* constitue une «approche en six fragments multidisciplinaires» symbolisés par une myriade de mini-écrans et un défilement accéléré de codes. «Au départ, nous



DR
Henning Schorn dans Perception of War.

voulions surmonter notre propre mutisme face à la guerre en Irak», déclarent les deux auteurs. Prises de vues depuis un avion de chasse. Plusieurs voix-off : «Il faut activer l'opération...» ; «Arrêtez de tirer !» ... ; «Feu sur les personnes...» ; «Bien visé !»... On distingue l'impact des bombes au sol. Des silhouettes sortent précipitamment d'une mosquée... En surfant sur le web, Henning Schorn, à l'instar des réalisateurs, étudiant à l'Université du Bauhaus à Weimar, avait repéré un vidéo-clip diffusé le 19 décembre 2002 sur Fox News. Intrigué, il téléphona au Pentagone à Arlington où la chaîne (ultra-bushiste) possède un bureau. Son interlocuteur, un certain Bryan, prétendit que les images proviennent de l'armée et avaient également passé sur CNN. Les autorités militaires nièrent avoir publié officiellement ces séquences d'une attaque américaine contre un repaire supposé d'Al Qaida en Afghanistan ! Juste avant le générique de fin, cette citation d'Albert Camus : «Nous avons l'habitude de nous étonner où la guerre se déroula, ce qui la rendit si abjecte, et maintenant nous réalisons qu'elle se trouve en nous»...

René Hamm ■

(11) En 1980, le rédacteur en chef et éditeur du journal d'esprit néo-dadaïste *Eisbrecher* (*Briseur de glace*), diffusé à vingt mille exemplaires, fut condamné en Italie dans le cadre de l'enquête contre «L'Autonomie ouvrière», puis accusé (à tort) en Suisse de complicité avec le réseau terroriste de «Carlos». Relâché au bout de deux mois, il s'établit en 1997 dans l'Hexagone. Son épouse Francesca Solari lui consacra ainsi qu'à Oreste Scalzone, un intellectuel transalpin d'extrême-gauche très influent dans la décennie 70, *Addio Lugano bella* programmé en janvier 2001 à Soleure. (12) Ed. La Découverte, 1984.

Vivre 4^{ème} EDITION
et consommer autrement
RENNES - LES LICES - HALLE MARTEMOT

- Actions de solidarité
- Défense des Droits
- Altermondialistes
- Solidarité internationale
- Tourisme solidaire
- Commerce équitable
- Economie solidaire
- Finances éthiques
- Agriculture bio
- Santé alternative
- Habitat écologique

DIM 25 AVRIL

STANDS - ORNATIONS - RESTAURATION
DEBATS animés par le R.S.L.

10h - 19h - 20h - 21h - 22h - 23h - 24h - 25h - 26h - 27h - 28h - 29h - 30h - 31h - 32h - 33h - 34h - 35h - 36h - 37h - 38h - 39h - 40h - 41h - 42h - 43h - 44h - 45h - 46h - 47h - 48h - 49h - 50h - 51h - 52h - 53h - 54h - 55h - 56h - 57h - 58h - 59h - 60h - 61h - 62h - 63h - 64h - 65h - 66h - 67h - 68h - 69h - 70h - 71h - 72h - 73h - 74h - 75h - 76h - 77h - 78h - 79h - 80h - 81h - 82h - 83h - 84h - 85h - 86h - 87h - 88h - 89h - 90h - 91h - 92h - 93h - 94h - 95h - 96h - 97h - 98h - 99h - 100h

ORGANISATEUR : L'ARCHIPEL - 1 Rue de la Poste - 35000 Rennes - 02 99 61 81 81 - www.archipel.org



Politique



Henri Kissinger en justice ?

Des documents secrets de la défense américaine, déclassés après trente ans, prouvent qu'Henry Kissinger a bien encouragé les officiers argentins à instaurer leur dictature et à réprimer l'opposition. Entre 1975 et 1983, cette dictature a provoqué 30 000 morts ou disparitions. Entre temps, Henry Kissinger a obtenu le prix Nobel de la paix ! (Courrier international, 11 décembre 2003)

Un artiste qui dérange



Mark Lombardi est un peintre abstrait né en 1951 et vivant à New-York. Au début des années 90, il lance un nouveau concept en présentant des diagrammes politiques : sur ces toiles, il place des noms de personnes liées à un sujet et les relie entre eux selon les liens qu'il trouve en lisant la presse et en épluchant internet. Il espère ainsi montrer les liens politico-financiers et il faut croire qu'il y réussit puisque le 22 mars 2000, on le retrouve pendu dans son appartement. Ses amis ne croient pas au suicide.

L'affaire pourrait en rester là, mais lorsque l'enquête sur les attentats du 11 septembre démarre, le FBI saisit un de ses tableaux. Celui-ci est consacré aux liens entre la famille Bush et la famille Ben Laden. Un tableau prémonitoire : on y voit des liens entre un certain James Bath, qui aida à faire passer de l'argent aux contre-révolutionnaires au Nicaragua et Salim Ben Laden, le frère de celui qui est recherché.

Le même Bath a fait son service militaire avec George Bush, a financé le parcours politique d'Oliver North et a financé le régime de Téhéran dans les années 80. L'essentiel des infos collectées par Mark Lombardi l'ont été en épluchant des rapports publics des établissements bancaires. Il en est mort. (Courrier international, 24 décembre 2003)

Forum social mondial

■ **Anglais.** Lors des trois précédentes rencontres à Porto Alegre, les organisateurs avaient laissé la possibilité pour les organisateurs d'ateliers et de conférences de choisir leurs langues de travail. Le Brésil parlant le portugais, la majorité des interventions se faisaient dans cette langue, l'anglais arrivait ensuite suivi par l'espagnol puis d'autres langues dont le français. En Inde, alors qu'officiellement il y avait treize langues officielles, presque tout se passait en anglais. Bizarrement, l'anglais en Inde n'est pas ressentie comme la langue des anciens colonisateurs, mais comme une forme de résistance au militantisme hindou du gouvernement qui met en avant la langue hindi, langue en fait parlée seulement par les castes supérieures des grandes villes.

■ **Sponsors.** A la suite des nombreuses critiques formulées sur le financement des sommets, le 4e forum a été l'occasion de mettre un terme au financement provenant de deux fondations : les fondations Ford et Soros.

■ **Oxfam.** Le principal sponsor a été cette année Oxfam, une organisation internationale contre la famine (relayée en France depuis peu par Agir Ici) et qui gère 800 boutiques de commerce équitable. Ce sponsoring n'a pas été sans soulever de nouvelles questions. En effet, sur la question de la mondialisation, Oxfam défend une position d'ouverture des marchés, une réduction drastique des subventions dans les pays riches et prône la relance des négociations

Le gouvernement mondial

Exactement sur le même principe que Mark Lombardi (voir ci-dessus), un groupe artistique qui se prénomme *Bureau d'études* publie une immense planisphère du «gouvernement mondial» essayant de montrer les liens entre ceux qui nous gouvernent, Etats, familles, firmes... On peut se procurer la carte 2004 (de 60 x 84 cm) contre 5 € auprès de *Homnisphères*, 21, rue Mademoiselle, 75015 Paris, tél : 01 46 63 66 57.

Produit

Le produit est, selon le dictionnaire, le résultat d'une multiplication, qui devient au fil des années le résultat de l'activité agricole artisanale et industrielle. C'est aussi ce que rapporte, en loyer, une propriété foncière ou une coupe de bois. D'une manière plus générale, on appelle produit tout bénéfice.

Il y a des produits à vaisselle, des produits pétroliers, les produits de la haute couture et du design, les produits de beauté et des produits toxiques, et tous les articles, les objets, les services (assurance par exemple) qui sont exposés à la vente. Il y a des produits d'art, il y a des produits intellectuels ; dans la bouche des marchandiseurs un livre est un produit de même qu'un film, une exposition ou un contrat d'épargne-logement.

La jeune chanteuse Jenifer (pour ceux qui connaissent) réfute le statut de «produit» dans lequel certain voudrait l'enfermer. Bravo ma chérie !

Tout ce qui est destiné à la vente est un produit. Ceux qui usent de ce terme ne voient pas la dégradation, qui s'opère vis-à-vis de l'objet matériel ou non, qu'ils vouent à l'inexorable destin du business.

Nous avons des produits nous n'avons plus d'œuvres ! Il n'y a pas de produit précieuse parce qu'il n'y a pas de produit rare. Voyez comment *le sous-produit*

devient vite un déchet. Tout compte fait, il vaut mieux n'être rien que de s'exposer à la déchéance du statut de déchet ! «Aujourd'hui samedi 22 février 2003, un homme, qui s'était réfugié dans une poubelle pour la nuit, à été écrasé au moment où la poubelle à été vidée dans la benne à ordures. Son corps déchiqueté à été découvert parmi les ordures de la ville» (France 2 journal de 20 heures).

Longtemps je me demanderai qui a fait un produit de bénéfices sur la mort de cet homme ?

Dans l'usage du mot *produit* s'attache l'idée d'une banalisation qui fait disparaître l'unicité de l'objet qui peut être immédiatement remplacé par d'autres dont le nombre est illimité. Tout le monde connaît les produits de remplacement.

L'uniformisation qui affecte tout, sous le vocable «produit» nous amène au produit intérieur brut, cher aux gestionnaires de la marchandisation universelle.

Dans cette formule il devient impossible de distinguer la nature de la substance «produit». Tout est produit, les diplômes universitaires, les bananes des îles, les accidents de la route, la paie du PDG et la journée d'hôpital.

La grande confluence des tiroirs-caisses forme la «richesse» du pays sans distinguer ce qui appartient au bien-être et ce qui

au sein de l'OMC, Organisation mondiale du commerce. Oxfam fait ainsi la promotion du coton venu du Sud et combat les subventions européennes pour favoriser un coton cultivé à proximité de son lieu d'utilisation. Nous sommes en pleine opposition avec les écologistes pour une relocalisation de l'économie.

USA Ralph Nader en campagne

Ralph Nader, célèbre défenseur des consommateurs aux Etats-Unis et ex-porte-parole des Verts, a annoncé le 22 février qu'il serait de nouveau candidat aux élections présidentielles pour dénoncer l'absence de débat politique dans le pays. Selon lui, les deux candidats démocrate et républicain ne font que représenter chacun des grandes compagnies commerciales et il faut faire entendre d'autres voix. En 2000,

le parti Vert avait réuni 2,9 millions de voix dont 97 000 en Floride alors que dans cet état il manquait 537 voix au candidat démocrate pour battre George Bush dans cet Etat et par conséquent au niveau fédéral. Cette année les Verts ne soutiennent pas la candidature de Ralph Nader, estimant qu'il faut d'abord battre Bush.



ISRAËL-PALESTINE La violence n'est pas une solution !

De nombreuses associations non-violentes (Mouvement pour une alternative non-violente, Coordination de l'action non-violente de l'Arche de Lanza del Vasto, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, mouvement de l'objec-

relève de la souffrance. La réaction chimique du pétrole sur lequel nous nous penchons forme un tout où tout est substituable, où tout a la même valeur d'usage. Serait-elle à considérer comme un progrès ? Un produit naturel peut être remplacé par un produit synthétique. Le bois peut être remplacé par le plastique, la pierre par l'aggloméré de ciment, les professeurs par les logiciels ! Un être humain par un chiffon de matière plastique gonflable.

Soulignons à présent que le gros péché du moment c'est l'improductivité.

Les enfants, les vieillards et les personnes handicapées, relevant de l'économie de redistribution sont touchés par la même disgrâce : l'improductivité. Voyez avec quelle obstination les deux derniers sont mis au travail. Dans l'usage du bénévolat des retraités, l'injonction de rester productifs leur est faite, et la création des centres d'aide par le travail pour les handicapés.

L'inactif, chassé du Paradis terrestre sera à tout jamais condamné au travail donc à la production. Car existe-t-il un travail sans production ? Les personnes privées de travail savent la perte de considération qui les frappe aux yeux des autres productifs, parce que ne contribuant pas à l'accroissement du PIB. Oui nous en sommes là ! Dis-moi, mon petit, as-tu pensé à prendre ton rendez vous à l'ANPE ?

Etienne Canale ■

tion de conscience, Pax-Christi, Secours catholique, Union générale des étudiants de Palestine) soutenue localement par de nombreux groupes de paix, ont lancé une campagne d'information et de cartes postales pour demander la mise en place d'une force internationale d'intervention civile. Cette force internationale, non armée, aurait pour objectif de favoriser la résolution du conflit par la voie politique en menant des actions d'observation et de médiation, de faire reculer les peurs et le sentiment d'insécurité



notamment par la présence de la communauté internationale sur le terrain, de briser le cycle de la violence, de dissuader les acteurs armés des deux camps de commettre des actes de violence à l'encontre des civils. Cette force d'intervention pourrait voir le jour sous l'égide de l'Union européenne. La campagne de cartes postales demande au ministère des affaires étrangères et aux commissaires européens de mener une étude de faisabilité d'une telle action et de mener une action diplomatique auprès des autorités israéliennes et palestiniennes pour qu'elles acceptent le principe d'une telle force d'intervention. Cartes contre 1 € jusqu'à 9 ex, 0,80 € jusqu'à 49 ex, 0,50 € jusqu'à 99 ex, 0,40 € au delà. Commandes à *Collectif campagne Israël-Palestine, MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25.*

RÉGIONALES Stratégies variées chez les Verts

Aux élections régionales, huit régions ont vu des listes autonomes, deux des listes avec un partenaire (le PRG en Basse-Normandie, certains groupes autonomistes en Corse) et douze listes «gauche plurielle» menées par le PS.

En Rhône-Alpes, une première fois, les adhérents Verts de la région Rhône-Alpes avaient voté pour une liste autonome aux élections régionales. Certains élus attirés par le PS qui leur promettait 25% des places éligibles ont provoqué un référendum interne pour essayer de changer la donne. Sur 700 adhérents, 500 ont revoté... à 71% pour une liste autonome, soit un peu plus que lors du vote initial.

Boycott mondial des transnationales

Le groupe Nord-Sud d'Attac Isère a lancé à l'automne 2003 une réflexion sur les possibilités de mettre en place au niveau mondial des campagnes ciblées de boycott de telle ou telle firme transnationale. Elle cherche à mettre en place un réseau de réflexion sur ce thème autour des thèmes : pourquoi s'attaquer aux transnationales, pourquoi le boycott, pourquoi boycotter des marques américaines, comment organiser un tel boycott. Si vous êtes intéressés prendre contact avec *Groupe Nord-Sud, Attac-Isère, c/o FSU, bourse du Travail, 32, avenue de l'Europe, 38030 Grenoble cedex 2.*

POITIERS

Jacques Ellul



Un colloque sur la pensée de Jacques Ellul est organisé les 21 et 22 octobre 2004 à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers. Jacques Ellul (1912-1994) occupe une place singulière dans la critique de la modernité. Parmi les multiples lieux communs associés à son nom, figure en bonne place le thème d'une pensée inclassable. Il faut d'emblée reconnaître que l'intéressé n'est pas pour rien dans cette réputation. Si tout au long d'une carrière riche d'une soixantaine d'ouvrages et de plusieurs centaines d'articles, il n'a poursuivi qu'un seul but : affirmer et défendre la liberté de l'homme face aux périls qui la menacent, les voies empruntées ont été trop diverses pour ne pas décourager les amateurs de frontières intangibles. Le dixième anniversaire de la mort de cet intellectuel au ton volontiers prophétique est l'occasion de lui rendre un hommage mais aussi de confronter son œuvre à l'épreuve du temps. Extrait du programme : Francis Balle : *Jacques Ellul, un chemin de traverse* ; Daniel Cérézuelle : *La technique et la chair* ; Pascal Chabot : *La technique ou l'enjeu du siècle, l'idée de révolution dans l'œuvre de Jacques Ellul* ; Sylvain Dujancourt : *La pensée juridique de Jacques Ellul* ; Etienne Dravasa : *Jacques Ellul, témoin de Dieu, historien des hommes* ; Fabrice Flipo : *La technique chez Jacques Ellul et Luc Ferry* ; Pierre Garcia : *Art dans la société technicienne et empire du non-sens* ; Joël Geiser : *La révélation de la liberté, l'éthique ellulienne* ; Alain Gras : *Jacques Ellul et la décroissance* ; Jean Robert : *L'historicité de la technique : Illich, Dupuy, Ellul et les autres* ; Lucien Sfez : *Les stratégies paradoxales de Jacques Ellul* ; Patrick Troude-Chastenot : *Critique de la politique dans l'œuvre de Jacques Ellul* ; André Vitalis : *Le bluff de la société de l'information...*
Renseignements : *Karine Bouhier, Faculté de droit et des sciences sociales, 43, place Charles-de-Gaulle 86022 Poitiers cedex, tél : 05 49 45 47 70 ou Association Internationale Jacques Ellul, Patrick Chastenot, 21 rue Brun, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 04 14.*

ISÈRE La mondialisation au travail

ATTAC-Isère lance un festival de cinéma en vue de favoriser l'éducation populaire. La première édition aura lieu du 19 au 25



avril sur le thème *la mondialisation au travail*. Les cinémas associés sont : Le Clap de Lans-en-Vercors, l'Ecran vagabond à Clelles, l'Espace Aragon à Villard-Bonnot, Le Jeu de paume à Vizille, le Huit et demi à Villefontaine, Mon ciné à Saint-Martin-d'Hères, Le Méliès et la salle Juliet-Berto à Grenoble. Programme sur internet : www.local.attac.org/attac38/cinema ou tél : 04 76 47 32 81.

L'armée prend ses distances

Marine Nationale



Le premier et le dernier porte-avion nucléaire français.

Les médias ont accordé peu d'importance à la décision prise par l'armée, début février, de construire un nouveau porte-avion qui fonctionnera au combustible classique et non au nucléaire comme le précédent. C'est pourtant un recul de l'armée sur les usages du nucléaire.

Le lobby nucléaire réunissait au départ trois partenaires depuis sa formation après guerre : l'armée qui a permis la recherche à travers le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, EDF qui s'est vu confier la mission de produire de l'électricité à partir de réacteurs présentés au public comme civils et enfin le complexe militaro-industriel regroupé essentiellement aujourd'hui au sein d'Areva (avec la Cogéma pour le traitement des déchets, Framatome pour la production de matériel, etc.). Cette union qui commence à la naissance d'EDF en 1948 va se poursuivre sans défaut jusqu'au début des années 80.

A partir de cette date, plusieurs événements vont commencer à fissurer le bel édifice. Il y a d'abord l'erreur des estimations de consommation d'électricité. Les technocrates à la tête de l'Etat avaient en effet prévu un doublement de la consommation d'électricité tous les dix ans, ce qui aurait dû nécessiter la construction de 200 réacteurs en l'an 2000. La crise pétrolière de 1974 a entraîné une réflexion sur l'énergie et les gains dans les économies compensent presque les nouveaux usages de l'électricité. La publicité pour le chauffage électrique ne suffit pas. EDF devient très excédentaire en électricité et solde son surplus à perte sur le réseau européen. En 1982, un coup de frein sérieux

est donné et après la construction de Civaux, près de Poitiers, engagée cette année-là, plus aucun réacteur n'est mis en chantier. La construction défailante de Superphénix entraîne également EDF dans une spirale financière dangereuse et l'accident de Tchernobyl vient renforcer une opinion publique qui a toujours été majoritairement contre le nucléaire.

Alors que le discours officiel d'EDF est toujours pro-nucléaire, depuis les années 90, en sous-main, de nombreuses voix dissidentes se font entendre. Une bataille secrète s'engage entre EDF et les deux autres partenaires : EDF veut dans un premier temps stopper Superphénix et souhaite se diversifier dans ses choix de production d'énergie. Lorsque la gauche décide l'arrêt de Superphénix en 1997, c'est le soulagement à EDF. Mais l'armée et le lobby industriel ne l'entendent pas ainsi et le CEA obtient en compensation le redémarrage du vieux surgénérateur Phénix pour y poursuivre des expériences au risque de le faire exploser (il a plus de trente ans). Le lobby obtient également l'ouverture d'un crédit de recherche pour



la mise au point d'un réacteur nucléaire européen, l'EPR.

EDF se voit toujours refuser d'agir directement en France pour d'autres formes d'énergie que le nucléaire et l'hydraulique et se console en multipliant les interventions à l'étranger et dans les Dom-Tom. Là, elle construit des centrales au gaz, au charbon, au fuel, des capteurs solaires et des éoliennes. Mais en France, le lobby veille et son message reste officiellement le même.

Le lobby perd des partisans

C'est alors que s'engage à l'armée un débat sur la construction d'un deuxième porte-avion nucléaire. La réalité est malheureusement là pour rappeler quelques vérités : utiliser un réacteur nucléaire comme mode de production d'énergie sur ces monstres flottants ne va pas sans mal et une partie de l'état-major ne veut plus de nucléaire. Le premier porte-avion nucléaire, le Charles-de-Gaulle, comman-

dé en 1980, en pleine euphorie du discours pro-nucléaire, mis en service seulement en 2001, ne donne en effet pas satisfaction : il a coûté très cher, nécessite des entretiens coûteux et une formation du personnel extrêmement complexe à gérer. L'entretien du réacteur bloque le fonctionnement du navire près de trois mois par an, ce qui peut être plus que gênant en cas de conflit. Au même moment, la Grande-Bretagne a fait le choix d'un porte-avion conventionnel qui se révèle fonctionner beaucoup mieux et à moindre coût. La rébellion est en route en sein des officiers qui demandent que l'on s'aligne sur les Britanniques. Les pro-nucléaires essaient bien de s'y opposer, mais le réalisme l'emporte et l'armée a opté pour un retour aux moteurs classiques.

Pour qu'une telle décision ait été prise, cela signifie qu'il existe un groupe de pression interne à l'armée suffisamment puissant pour que les pronucléaires du CEA ne puissent plus agir librement. C'est une excellente nouvelle (1).

Le nucléaire est trop cher

Reste donc l'industrie nucléaire autour d'Areva. Celle-ci reste donc seule

pour essayer de sauver son activité. Cela ne va pas lui être facile car au niveau européen les barrages se multiplient, avec en particulier l'impossibilité de demander des aides publiques pour la construction d'un réacteur nucléaire. Areva a bien décroché un contrat avec la Finlande pour y construire un cinquième réacteur (ce qui en ferait le premier en Europe depuis 1982), mais les obstacles financiers sont nombreux : sans subventions, le nucléaire coûte très cher, trop cher.

Pour vendre un nouveau réacteur, il a fallu renforcer ses protections, ce qui fait monter le prix global de la construction. Sans subvention, le nucléaire voit son prix grimper et ceci d'autant plus que l'uranium, le combustible dont les réserves sont limitées, voit également son prix monter. En face de cela, le prix des éoliennes géantes baisse d'année en année, et elles produisent déjà un kilowattheure moins cher que le nucléaire. Enfin, une centrale thermique au gaz produit actuellement une électricité trois fois moins chère que celle du nucléaire. Autant dire qu'il ne reste plus beaucoup d'avenir au lobby nucléaire.

Michel Bernard ■

(1) Même si construire de tels navires est une horreur.

Jeûne Vivre sans nucléaire Créez des groupes de soutien

Plusieurs militants antinucléaires (dont Michel Bernard de *Silence*, André Larivière du *Réseau Sortir du nucléaire* et Dominique Masset du *Mouvement pour une insurrection des consciences*) préparent une action de jeûne qui démarrera le 21 juin prochain à Paris et demandera à nos élus de respecter la démocratie : la population ne veut plus du nucléaire (61 % contre un nouveau réacteur, 90 % pour la redistribution de la recherche sur l'énergie en direction des renouvelables).

Ce jeûne s'appuiera en particulier sur la campagne de cartes postales diffusées par *Agir ici pour l'environnement* (voir page suivante) avec le soutien de nombreuses organisations.

Pour que ce jeûne de longue durée ait du succès, il faut que se mettent en place des comités de soutien dans le plus grand nombre de lieux possibles. Une action commune est proposée à tous : que chaque vendredi soir à partir du 21 juin soient organisés devant les préfectures, les mairies, les permanences des députés... des « repas de protestation » (style repas de quartiers) lors desquels sont discutées des actions complémentaires en fonction de la mobilisation croissante que provoquera le jeûne.

En discussion également, à partir du 25 juillet, à Paris, un camp de protestation permanent à proximité de l'Assemblée nationale (et de Paris-plage) pour amplifier la fin du jeûne.

Le jeûne n'arrêtera certes pas le nucléaire, mais peut être suffisant pour bloquer les velléités de démarrer un nouveau programme nucléaire en force avant l'entrée en vigueur de nouvelles règles européennes qui empêcheront de fait la construction de nouveaux réacteurs.

Jeûne Vivre sans nucléaire,

9, rue Dumenge, 69317 cedex 04, tél : 06 12 11 04 51

Courriel : joce.lyon@free.fr

CCP 626 63 K Lyon, chèques à l'ordre de Michel Bernard.



ALLEMAGNE Sortie lente mais définitive

Depuis 1971, l'Allemagne a fermé la moitié de ses réacteurs. Elle en a en effet construit 37 au total et 18 avaient déjà été arrêtés avant la décision de sortie du nucléaire. Le 19e l'a été le 14 novembre, le prochain le sera en 2005, les autres avant 2025. Au fur et à mesure du désengagement de cette filière, les usines en amont se reconvertissent et il n'y a actuellement plus de filière possible pour reconstruire de nouveaux réacteurs. (Tam-Tam, décembre 2003)

EPR

■ **AREVA fait le forçage en Lituanie.** Après avoir pollué le paysage politique en Finlande, Areva essaie maintenant de convaincre le gouvernement lituanien de lui acheter un réacteur EPR. La Lituanie possède actuellement deux réacteurs nucléaires

Le Japon tourne la page ?

Alors que les multinationales japonaises construisent sans cesse de nouvelles usines pour fabriquer des photopiles et des éoliennes, la compagnie électrique Tohoku a annoncé le 23 décembre dernier l'abandon du projet de construction d'un réacteur à Maki, dans la préfecture de Niigata. C'est la première fois qu'un projet de centrale officiellement soutenu par le gouvernement est abandonné. Trois autres compagnies ont annoncé, toujours en décembre, le «gel» de leurs projets de construction. Les mouvements antinucléaires expliquent ces arrêts par l'opposition de plus en plus vive des populations qui empêchent les compagnies de faire n'importe quoi, par le ralentissement de la demande en électricité et surtout par des causes financières : les prix des éoliennes et des photopiles baissent à grande vitesse et les experts financiers estiment maintenant qu'il vaut mieux investir dans les renouvelables que dans le nucléaire.

à Ignalina qui lui fournissent 80% de l'électricité. Ces deux réacteurs, de conception soviétique, sont aujourd'hui vieillissants. Pour essayer d'emporter le morceau, une rencontre a eu lieu entre les présidents français et lituanien le 14 mai 2003 qui a conclu à la création d'un Fonds pour l'étude et l'assistance de l'industrie privée. Ce fonds est un moyen d'essayer de subventionner le secteur nucléaire, avec l'aide de la Coface et de l'Agence française de développement. C'est pour le moment légal car la Lituanie ne fait pas encore partie de l'Union européenne. (WISE Paris, 22 janvier 2004)

■ **La Chine le refuse.** Estimant que rien ne prouve que ce réacteur expérimental puisse fonctionner, la Chine a fait savoir à EDF, le 4 février dernier, qu'elle refusait de discuter de l'implantation d'un tel réacteur sur son territoire. EDF a reconnu son échec et essaie maintenant de vendre à la Chine des réacteurs identiques à ceux de Civaux.

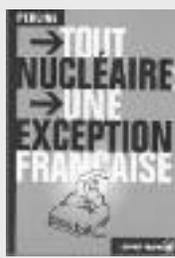
■ **Finlande : inquiétude.** L'autorité de sûreté nucléaire finlandaise a publié le 30 janvier un avis réservé sur le choix de l'EPR comme cinquième réacteur dans le pays. L'organisme chargé de vérifier le respect des conditions de fonctionnement du nucléaire estime en effet que les récents défauts découverts dans les réacteurs français et qui constituent un danger évident, n'ont pas été corrigés dans le futur EPR.



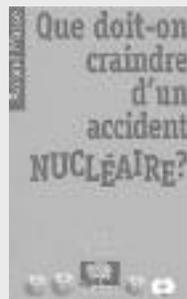
Vers un AZF nucléaire

C'est le responsable CGT de la centrale nucléaire de Bugey (Ain) qui a eu ce cri du cœur : «Nous allons vers un AZF nucléaire». Cette déclaration a été faite le 14 octobre 2003 au congrès de la CGT-Energie. Le Réseau Sortir du nucléaire a réussi à se procurer un document interne à EDF qui confirme les craintes syndicales. Ce document daté du 28 décembre 2001 annonce que pour préparer la privatisation de l'entreprise et pré-

Cherchez l'erreur !



À gauche, le livre de A. Perline, une référence dans la mouvance antinucléaire. À droite, un livre qui lui ressemble beaucoup, même couleur de fond (rose), même format, même petit prix, mais l'auteur est l'ancien directeur de l'OPRI, office de protection contre



les rayonnements ionisants. Celui-ci ose encore écrire que Tchernobyl n'a pratiquement fait aucune victime, que les principales maladies sont le résultat de l'angoisse, qu'il n'y a pas de victimes en dehors de l'Ukraine... Bref, du négationnisme de bas étage.

sender des bilans comptables les plus positifs possible, la direction prend des mesures pour améliorer l'«efficacité» des réacteurs : le nombre d'embauches est ainsi revu à la baisse de 550 à 175 et une économie de 100 millions d'euros est prévue pour les dépenses de logistique et frais généraux de maintenance. Les syndicats traduisent : moins de personnel, moins d'entretien, donc plus de risques d'accident. Si AZF a fait quelques dizaines de morts, avec le nucléaire, on peut faire beaucoup mieux : Tchernobyl, selon l'ONU, fera à terme six à sept millions de victimes.

teurs de la vallée de la Loire en particulier Chinon. Il organise une conférence-débat le samedi 24 avril, pour l'anniversaire de Tchernobyl, avec Siegfried Eder, un militant antinucléaire autrichien qui arrivera à vélo et qui a participé en son temps à la décision d'arrêt du nucléaire dans son pays (en 1979). La réunion publique sera l'occasion de débattre des modes de production alternatifs au nucléaire. Contact : Alain Bailly-Salin, 61, rue Sergent-Bobillot, 37000 Tours.

INDRE-ET-LOIRE Nouveau groupe anti- nucléaire

Le 6 février dernier, une première réunion a permis la relance d'un groupe antinucléaire en Indre-et-Loire avec l'idée de mener des actions contre les réac-

CORSE Pollution marine

A la suite d'un accident de sous-marin nucléaire US, dans le golfe de Bonifacio (entre la Corse et la Sardaigne) le 25 octobre dernier, la CRII-Rad a procédé à des mesures de radioactivité. Mais seulement le 17 novembre car l'information a été cachée pendant plusieurs jours. La CRII-Rad n'a pas trouvé de radioactivi-

Face à l'EPR, d'autres énergétiques sont po

Agir pour l'environnement, le Réseau Sortir du nucléaire, Greenpeace, la Confédération paysanne, la Ligue de l'enseignement, les Amis de la Terre, le Réseau Action climat France, la fondation Sciences citoyennes, Biocoop, l'association 4D, Casseurs de pub, le Cîèle, le MDRGF, la LIFPL et Avel Pen Ar Bed viennent de lancer une campagne de cartes postales pour demander au président de la République, au ministre de l'industrie et à son député de prendre position contre la relance du programme nucléaire, en rappelant que nous sommes excédentaires en électricité, que l'EPR ne résout en rien les problèmes liés au nucléaire (risques d'accident,



Fin du pétrole Le Gabon inquiet

Le pétrole assure actuellement au Gabon 60 % des ressources budgétaires, 70 % des recettes à l'exportation. Or entre 1997 et 2002, les quantités produites sont passées de 18,5 à 12,5 millions de tonnes (-33 %) du fait de l'épuisement des puits actuels. En l'absence de découverte de nouveaux gisements, le gouvernement gabonais ne pense plus pouvoir fournir que 10 millions de tonnes en 2007. Il s'attend à une grave crise économique interne. (*Le Monde*, 16 décembre 2003)

BOIS ENERGIE

LONS-LE-SAUNIER

La quatrième édition du salon Bois-Energie se tient à Juraparc, à Lons-le-Saunier du 1er au 4 avril sur le thème du chauffage automatique. Forestiers, producteurs de granulés et de plaquettes, chaudières, poêles à bois, cuisinières, fours et barbecues. Associations et institutions de la forêt, de l'environnement et de l'énergie. Expos, conférences, démonstrations et visites de chaufferies au bois. *Itebe*, 28, boulevard Gambetta, BP 149, 39004 Lons-le-Saunier cedex, tél : 03 84 47 81 00.

RHÔNE

La Nef passe au soleil

La Nef, la banque alternative, occupe tout un immeuble de Villeurbanne, dont elle loue une partie à des associations proches de ces idées, dont Hespul, spécialiste des toits solaires photovoltaïques. C'est donc tout naturellement qu'un projet commun a été mis en place. Début mars, une station de 120 m² de panneaux (13 kWc) a été inaugurée sur le bâtiment. *La Nef*, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0811 90 11 90.

té en lien avec l'accident, par contre, elle a trouvé une énorme contamination au thorium produit de la chaîne de décomposition de l'uranium 238 qui pourrait indiquer des accidents antérieurs. Elle a demandé à la base américaine de San Stefano, en Sardaigne, qui abrite plusieurs sous-marins nucléaires, des explications. En vain pour le moment. *CRII-Rad*, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

10 juillet Tous contre Marcoule

Une manifestation régionale est organisée devant le site de Marcoule le samedi 10 juillet 2004. En effet, une extension de l'usine de fabrication du mox (un mélange d'uranium et de plutonium) vient d'être autorisée... ce qui n'a de sens que si l'on veut alimenter avec ce combustible les futurs réacteurs nucléaires. Renseignements : *ICI-Rom*, c/o *AVEC*, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.



La crise se rapproche !

La Chine qui produit déjà 25 % des produits manufacturés du monde, connaît une croissance extrêmement rapide (près de 10 % en 2003 après 8 % en 2002). Cette croissance entraîne des demandes en matières premières et en énergie tout aussi rapides : il a fallu faire des coupures de courant dans 21 des 31 provinces par manque de réserves dans les barrages hydrauliques et par manque de charbon dans les centrales thermiques (le charbon assure actuellement environ 70 % de l'électricité). Pour limiter ce problème, la Chine a mis un frein à ses exportations de charbon. La Chine, encore autosuffisante en pétrole, il y a quelques années, a augmenté ses importations énergétiques de 49% en 2003, de 31% pour le seul pétrole. A un tel rythme de croissance, la consommation de la seule Chine pourrait doubler en seulement quatre ans et rejoindre la consommation des Etats-Unis en quelques années. Alors que le pétrole commence à se faire rare, cela nous promet de belles tensions sur le marché international ! (*Le Monde* 27 janvier 2004).

ALLEMAGNE Centrale géothermique

Jusqu'à maintenant, l'Allemagne ne s'était guère intéressée à la géothermie qui consiste à profiter de la chaleur du sous-sol pour produire de l'énergie. Une première centrale géothermique a été inaugurée par le ministre vert de l'environnement allemand, Jurgen Trittin, sur la commune de Neustadt-Glewe (Mecklenbourg), le 20 novembre 2003. Elle a une puissance électrique de 2,1 MW et peut fournir du courant à 500 habitations. Elle est alimentée par une nappe d'eau chaude à 98°C située à 2250 m de profondeur. Après production d'électricité, l'eau qui reste à une température supérieure à 70°C est utilisée par un réseau de chauffage urbain. L'installation n'a coûté que



800 000 euros. Selon le ministère de l'environnement, le potentiel géothermique du pays est énorme : il pourrait fournir 600 fois les besoins actuels en électricité. De plus, il s'agit d'une source d'énergie que l'on peut moduler facilement selon les besoins, ce qui n'est pas le cas du solaire ou de l'éolien. Le ministère de la recherche allemand a débloqué d'importants crédits pour améliorer les processus d'extraction de la chaleur par géothermie. (*correspondance Henri Cazalbou*)

es choix possibles !

accumulation des déchets), que cette technique lourde est aujourd'hui dépassée. La campagne durera jusqu'en décembre 2004 et sera relayée pendant l'été par l'action des jeûneurs à Paris (à partir du 21 juin). On peut commander des cartes postales (jusqu'à 50 exemplaires, 0,45 € pièce, au-delà, 0,30 €, port compris) auprès de *Agir pour l'environnement*, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 99.



L'immeuble de la Nef.

Il faut parler de l'Iran

«L'Iran blessé se trouve dans une situation catastrophique...

Le bilan de ce pouvoir (des Ayatollahs) rétrograde se résume par un record historique d'exécutions, d'occupation des prisons, de la quantité des drogués, des suicidés, de la prostitution, du chômage et du terrorisme jamais égalé.

Malgré les 51 résolutions de condamnations de ce régime par l'ONU pour violation des droits de l'homme, ses partenaires commerciaux lui viennent en aide par tous les moyens concevables afin de le maintenir en place.

Pour le peuple iranien, le seul moyen de faire face à cette situation est la mobilisation de l'opinion publique internationale.»

Ces mots sont extraits d'une conférence de Maître Reza Rohani, avocat au barreau de Téhéran, qui s'est tenue à Privas le 2 février dernier.

Je ne sais pas si les lecteurs de *Silence* vont se mobiliser pour le peuple iranien, mais au moins nous faut-il informer sur la situation actuelle dans ce pays. Et surtout sur ce qui se passe en France autour des réfugiés iraniens.

Nous avons écouté le témoignage de Majide Chahbasian, membre du Conseil national de la résistance iranienne et président, en France, de l'ASRI (Association de soutien aux réfugiés iraniens).

Nous ne savons pas assez qu'il existe en Iran une opposition active au régime actuel. On l'a constaté pourtant récemment avec la démission de 124 députés du Parlement, pour protester contre les manœuvres du Conseil des gardiens de la constitution, mais l'on ne parle guère des autres formes de résistance et des conditions de vie des opposants...

Majide, qui faisait des études de droit dans son pays, a été poursuivi pour ses opinions subversives et gravement blessé de plusieurs balles. Deux de ses amis ont été exécutés. Il a pu quitter l'Iran pour se réfugier en France.

Installé depuis quelque temps en région parisienne, à Conflans-Sainte-



Pendaison moderne en Iran.

Honorine, on aurait alors pu penser qu'il allait, dès lors, mener une vie normale bien que n'oubliant pas son pays et souffrant de cet exil forcé.

Mais non, et, ce qui est le plus difficile à comprendre, c'est ce qui lui est arrivé en France, en juin 2003.

Il était allé voir ses amis de la communauté des Iraniens à Auvers-sur-Oise et ils ont parlé fort tard. Majide a donc préféré dormir sur place, d'autant plus qu'il avait rendez-vous le lendemain matin avec l'Abbé Pierre (car Majide, depuis qu'il est en France, travaille dans des associations comme ATD quart-monde, les Restos du cœur, etc.). Mais, à l'aube, l'endroit a été investi par les forces de l'ordre (quel ordre ?). Il apprendra par la suite que, le même jour, il y a eu des interventions sem-

blables à Saint-Prix et à Cergy-Pontoise. Là, à Cergy, habitaient trois personnes âgées, mères d'enfants assassinés en Iran, Mmes Kouchaly, Ehbrahim et Gorgani, considérées comme des figures emblématiques de la résistance iranienne. Elles seront pourtant traitées sans aucun égard, pour ne pas dire malmenées par les policiers.

Quant à Majide, son calvaire va durer six jours. Transféré brutalement d'un lieu de détention à un autre jusqu'au ministère de l'intérieur, sans manger, sans boire, constamment insulté et sans rien comprendre à ce qui lui arrive. Car on ne répond à aucune de ses questions sur les raisons de cette arrestation. Tout cela avec un groupe d'Iraniens subissant le même sort.

Pourquoi ?

Pourquoi, en France, traite-t-on ainsi des réfugiés politiques ?

Pourquoi, après ces journées éprouvantes, Majide a-t-il été assigné à résidence en Ardèche sans aucune possibilité de retourner à son domicile de Conflans (saccagé pendant l'arrestation) ?

Si on l'accuse d'un quelconque forfait, si, de quelque manière que ce soit on estime qu'il menace la sécurité de notre pays, qu'on l'arrête selon les méthodes légales, qu'on lui fasse un procès respectant les règles de la justice, qu'on lui donne les moyens de se défendre !

Mais ce qu'on lui a fait subir depuis huit mois me semble indigne, c'est une honte pour nous tous.

Madeleine Nutchey ■

Pour joindre Majide : majid 1955@wanadoo.fr

Le bilan de ce pouvoir rétrograde se résume par un record historique d'exécutions.

Espéranto L'Europe doit choisir !

Avec le passage à 25 pays, le Parlement européen va devoir complètement se réformer : de 11 langues officielles, il passe en effet à 11 langues ! Une situation qui risque d'être inextricable. Si avec 11 langues, il faut déjà faire appel à 110 traducteurs différents, avec 21 langues, on passe à 420 possibilités de traduction ! Quatre fois plus. Or les frais de traduction représentent déjà un tiers du budget européen. Les bâtiments ne sont pas prévus pour cela. Le parti radical italien a obtenu la création d'une commission chargée de se pencher sur ce problème. Une première réunion a eu lieu les 7 et 8 décembre pour mesurer l'ampleur du problème. Willy de Clerck, un député flamand a résumé ainsi la question : « il y a plusieurs choix possibles. Le plus évident est de diminuer le nombre de langues de travail. C'est politiquement très délicat (...) Une autre possibilité serait l'introduction d'une langue dite planifiée comme l'espéranto. L'avantage, c'est que tous nous partirions du même point (...) l'inconvénient c'est qu'elle n'est pour le moment pas enseignée dans les écoles ». Le président de la république hongroise, Ferenc Mádli, a répondu à un courrier des associations espéranto-phones : « Le manque d'une langue commune est un obstacle à toute coopération. De mon côté, en accord avec vous, j'estime que c'est un droit pour les minorités de pouvoir utiliser leur propre langue et je soutiens vos efforts pour faire reconnaître le droit des nations à utiliser leur propre langue, ainsi que vos efforts pour que l'espéranto reçoive un rôle plus important qu'actuellement et dans l'enseignement et dans son application dans les forums internationaux ». Les mouvements espérantistes ont décidé d'organiser un rassemblement «Europa Bunto» (mosaïque européenne) à Strasbourg, devant le Parlement européen, le 9 mai prochain. *Europa Bunto, 6, rue J.-P.-Calloc'h, 22000 Saint-Brieuc, tél : 02 96 68 55 21.*

Agriculture biologique



■ **Printemps bio.** Pour la cinquième année, le Printemps bio organise des animations autour de la bio un peu partout en France, du 6 au 14 mai :

journées portes ouvertes dans des fermes, cantines scolaires bio, rencontres avec des professionnels, etc. *Printemps bio, 11, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris, tél : 01 48 05 19 00.*

■ **Loire-Atlantique : Ali ba bio.** Ali ba bio est une jeune société qui est née à 35 km de Nantes et qui propose de livrer des produits bio, une fois par semaine, dans la région de Nantes. Ali ba bio travaille en priorité avec les producteurs locaux et complète sa liste de produits avec d'autres producteurs permettant d'offrir une gamme d'environ 500 produits (aliments mais aussi cosmétiques et produits ménagers). Les commandes sont prises le mercredi pour une livraison le vendredi soir ou le samedi matin. Il faut commander un minimum de 30 €. Ali ba bio fonctionne sous forme d'une SCOP, société coopérative ouvrière de production où ce sont les salariés qui sont les propriétaires des parts de la

société et donc également les décideurs. Cette SCOP a reçu le soutien pour son lancement des Cigales locales, clubs d'investissement pour une gestion alternative locale de l'épargne. *Ali ba bio, La Goussais, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél : 02 40 57 28 16.*

Médias



■ **La décroissance, le journal de la joie de vivre.** Les *Casseurs de pub* réalisaient jusqu'à aujourd'hui un numéro annuel en kiosque avec la possibilité pour ceux qui le désiraient de recevoir une lettre bimestrielle intermédiaire. Fort du succès du thème de la décroissance, cette lettre vient d'être remplacée par une nouvelle revue en kiosque *La décroissance, le journal de la joie de vivre* qui en douze pages format *Charlie-Hebdo* entend toucher le grand public sur cette question qui dérange tant les économistes et nos politiques. Le premier numéro est disponible en kiosque depuis le 4 mars. Il a été tiré à 35 000 exemplaires. *La Décroissance, Casseurs de Pub, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon.*

■ **Kactus.** Kactus est né du travail d'un groupe d'étudiants pour apporter un autre regard sur des

Alternatives



grands thèmes oubliés ou négligés par les médias. Il est publié par l'association pour la promotion de la presse alternative. Les premiers numéros portent sur le terrorisme, la politique étrangère française, les trafics d'armes, les dérives de l'industrie pharmaceutique... Douze pages, il est vendu surtout sur les campus. On peut aussi s'y abonner. *Kactus, APPA, 20, rue Commandant-Mouchotte, bâtiment C, appartement 100, 75014 Paris, tél : 06 85 13 36 65.*



■ **Lyon : le Kotopo.** Le Kotopo est un local associatif qui milite pour le respect de la diversité culturelle et les « mille et une langues ». Il propose pour cela d'un côté des cours de langues, des spectacles, des repas, avec des représentants de différentes cultures et par ailleurs milite pour l'espéranto comme langue internationale respectueuse de chacune des langues. Il organise le samedi 24 avril à 20 h, un repas croate avec l'association « Dessine-moi un sourire », le mercredi 28 avril à 20 h, une soirée sur les jeux du monde animée par Farid L'Haoua, de la ludothèque Croc'aux jeux. *Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*

■ **La Roche-sur-Yon : portes ouvertes sur l'espéranto.** A l'occasion du 59e congrès de SAT-amikaro, l'une des grandes associations de l'espéranto, des journées portes ouvertes se tiendront du 10 au 12 avril au lycée Pierre-Mendès-France à La Roche-sur-Yon (Vendée). Dédicaces d'ouvrages d'Henri Masson (« l'homme qui a défié Babel »), de Maryvonne et Bruno Robineau (« huit ans autour du monde », « sur les sentiers des Capartes »), et de plusieurs chercheurs auteurs d'ouvrages sur le développement de la langue internationale. Débats, conférences, concerts... *SAT-amikaro, 134, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris, tél : 01 44 24 50 48.*

La Nef Réunions décentralisées

Pour développer l'aspect coopératif de *La Nef*, celle-ci a mis en place une véritable tournée de rendez-vous dans toute la France, avant son assemblée générale qui

se tiendra le 15 mai prochain. L'occasion pour vous, si ce n'est déjà fait, de prendre contact avec la banque alternative. Des réunions se tiendront à Aix-en-Provence (28 avril), Annecy (6 mai), Avignon (27 avril), Besançon (4 mai), Bordeaux (29 avril), Carcassonne (29 avril), Colmar (10 mai), Lille (11 mai), Limoges (28 avril), Lorient (5 mai), Lyon (12 mai), Montpellier (11 mai), Moulins (7 mai), Nantes (29 avril), Nice (4 mai), Paris (27 avril), Pau (6 mai), Périgueux (11 mai), Rennes (6 mai), Rouen (12 mai), Toulouse (7 mai), Tours (28 avril), Valence (5 mai). Pour connaître les lieux exacts : *Marie-Laure Hairie, La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0811 90 11 90.*



Annuaire des écolieux

Ecolieux Ile-de-France est une association qui entend favoriser ceux qui en région parisienne veulent essayer de s'investir dans un écolieu. Afin de disposer d'un outil performant, il lance un appel pour recenser ces écolieux et assurer le suivi d'un annuaire. Il est demandé à ceux qui vivent dans de tels lieux d'envoyer les

Droit à la paresse

Zaléa TV, projet associatif de télévision, privée d'antenne depuis fin mai 2003, a lancé un concours de paresse international. « Afin de retrouver le goût de la vie, les joies du temps libre, et pour toutes celles et ceux pour qui l'emploi forcé est trop souvent synonyme de supplice, d'esclavage moderne, et d'humiliations quotidiennes ». Pour participer, il faut envoyer une vidéo (tous formats), une photo, un texte, une chanson, un acte gratuit, ou n'importe quoi d'autre qui promeuve le droit à la paresse. De nombreux prix seront remis le 1er mai 2004 aux plus feignants lors du festival anti-boulot. Un prix spécial sera remis à celui ou celle qui trouverait juste trois bonnes raisons d'aller au turbin tous les jours. *Zaléa TV Concours, BP 50, 75921 Paris cedex 19.*



coordonnées, l'historique, les activités, les possibilités et les conditions d'accueil (visiteurs, résidents, stagiaires...), etc. *Ecolieux Idf, c/o Yves Dumas, 30, rue Maurice-Thorez, 92000 Nanterre, tél : 01 47 21 19 05.*

PARIS Bébés en vadrouille

La boutique Bébés en Vadrouille commercialise depuis 2001 des vêtements et jouets «ethnique-éthiques» pour les 0-10 ans. Les articles proposés sont issus du commerce équitable et/ou écologiques. Bébés en vadrouille adhère

re à la charte de la plate-forme du commerce équitable. On peut y trouver : layette, vêtements en coton biologique et/ou respectant la charte du commerce équitable, jeux et jouets à base de matériaux naturels ou recyclés, objets de décoration, écharpes porte-bébés, livres, couches lavables en machine, etc. *Bébés en vadrouille, 47, boulevard Henri-IV, 75004 Paris, tél : 0148 87 19 68.*

CÔTE-D'ARMOR Centre de découverte du son

Le centre de découverte du son est une association créée en 1994 dans le pays de Trégor-Goëlo, entre Guingamp et Lannion, qui a pour vocation d'imaginer, de créer, de proposer et de développer des activités de pédagogie de l'écoute en s'appuyant sur le patrimoine sonore existant d'un environnement ou d'un territoire donné. Il

BELGIQUE La Compagnie des chemins



Stéphane et Geneviève Georis ont créé la *Compagnie des chemins de Terre* pour mettre en spectacle du théâtre de rue. Ils commencent par participer à des tournées de *Clowns sans frontières* qui les emmènent à Gaza, en Palestine, puis en Albanie, au Tibet... Aujourd'hui la compagnie a évolué et les spectacles «juste pour rire» se sont faits plus militants. On peut les découvrir dans le spectacle qui tourne actuellement : *le Polichineur de tiroir*.

Le Polichineur de tiroir se promène seul avec son meuble à tiroirs. De chacun sortira un objet usuel, un ustensile de cuisine, de bureau, un outil, un couvert, qui vivra le temps de donner son spectacle, de jouer son rôle : une forêt amazonienne avec ses animaux, la mer et un pétro-

ILE-SAINT-DENIS Pôle d'hospitalité pour des activités écologiques et solidaires

L'île de Saint-Denis est une petite commune de 6600 habitants située sur la plus grande île de la Seine, au nord de Paris. En 1988, le Front national y fait une percée. Une association voit le jour *Ebullition* pour relancer le débat entre citoyens et montrer qu'il est possible de prendre sa cité en main. L'association spécialiste de rien s'occupe de tout : enfants en échec scolaire, chômeurs, familles mal logées, sans-papiers, toxicomanes en galère. Des réseaux d'entraide se mettent ainsi peu à peu en place, les communautés s'approprient, les générations se mélangent. Les femmes s'investissent dans la vie de leur quartier, les jeunes participent à des opérations de nettoyage, des voyages à la campagne sont organisés pour les familles... L'association devient un lieu de contre-pouvoir. En 1994, le besoin d'une structure professionnelle se fait sentir. *Halage* voit le jour comme association d'insertion économique par l'environnement (chantiers écoles, régie urbaine, jardins potagers travaillés par les chômeurs...). En 1996, c'est *l'IDEMU* qui voit le jour : institut de l'écologie en milieu urbain, qui cherche à injecter des idées écologiques dans la gestion des communes. En 1997, *Initiatives environnement* voit aussi le jour dans le domaine de l'éducation à l'environnement, autour d'un jardin géré par les enfants. Cette dernière initiative se répand dans le département et l'association gère aujourd'hui sept employés jardiniers dans sept communes du département. C'est à cette époque que le besoin de locaux communs se fait sentir pour être mieux visibles dans la ville. Ils négocient pour récupérer un ancien bâtiment industriel de 1400 m2 alors en friche et prospectent autour d'eux pour trouver d'autres occupants. *Andine*, structure de commerce équitable avec l'Amérique latine, alors à l'étroit à la Maaform, à Pantin, rejoint le projet. L'association *Périscoop* qui fait de la formation d'animateurs s'installe également avec eux. Tout comme *1,2,3 Expression* qui fait de la formation continue et de la recherche d'emploi et enfin *Solibio*, une coopérative de produits biologiques et solidaires. Le lieu est géré par un conseil d'administration avec un membre par association présente.

Phares, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Saint Denis, tél : 01 48 13 04 31

s'agit avant tout de valoriser l'un de nos sens : l'ouïe à travers différentes découvertes : sentier musical, jardin sonifère, mallette d'éveil à l'écoute, logos sonores, circuit d'écoute local, etc. Il s'agit à terme de développer le concept de ce que peut être une écologie sonore. *Centre de découverte du son, Keraoupic, 22140 Cavan, tél : 02 96 54 61 99.*



FIMISTÈRE Ateliers du vivant

L'association *Fête du vivant* qui organise la fête du même nom

complète ses activités en proposant des ateliers du vivant à Plounéour-Ménez ; écriture spontanée (23 avril), peinture sur soie (24 avril), géobiologie (12 juin), conférence sur la route du lin (3 septembre) et randonnée sur le même thème (5 septembre). *Fête du vivant, Marielle Richard, 9 bis, rue de l'Eglise, 29410 Plounéour-Ménez.*

BRETAGNE Visite d'une maison autonome

L'association Héol organise toute l'année des visites thématiques de la maison autonome de Patrick et Brigitte Baronnet, en Loire-Atlantique. Au programme : visite des lieux (samedis 24 avril, 22 mai, 26 juin), découverte du moteur Pantone (3 et 4 avril), mise au point d'un tel moteur (5 au 10 avril), stage chaux-chanvre (17-18 avril), gestion de l'eau dans la maison (25 avril), danses de la paix (1er et 2 mai), une éolienne chez vous (8 mai), musique et harpe (9 mai), votre projet de maison (27 juin)... *HEOL, La maison autonome, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.*



lier, des tasses amoureuses, des escargots pollueurs, un pingouin révolutionnaire, des essuies-glaces érotiques... Le professeur Olaf Stevenson, philosophe marionnettiste, ne parle aucune langue ou les parle toutes. Un baragouin qui a fait le tour du monde et prend des accents danois, français ou indiens. Le Polichineur de Tiroirs sera à Lyon le 3 avril, dans le cadre des «Moissons d'avril» (tél : 04 78 28 92 57), à Saint-Etienne, le 4 avril au Musée d'art moderne (tél : *idem*), à Hennebion (Meurthe-et-Moselle) le 24 avril, au Bouffou Théâtre (tél : 02 97 85 09 36), à Genève les 30 avril et premier mai, au Cabaret sous chapiteau (tél : 22 731 29 11)... *Compagnie des chemins de terre, bois de Herve, 57, B 4651 Battice, tél : 087/660 671.*

à l'environnement. Les 7es rencontres d'éducation à l'environnement auront pour thème ces jardins. Elles se tiennent du 2 au 4 avril à Cassen (Landes). Renseignements : *Les Arts Verts, tél : 05 58 51 11 04 ou GRAINE Aquitaine, tél : 05 56 88 19 07.*

CREUSE Tout autour de la terre

L'éco-hameau *Tout autour de la terre* propose de multiples activités à la belle saison. Ça commence par *danses du monde* (24 et 25 avril), pour des carburants plus propres avec stage de mécanique (26 avril au 2 mai), contes (8 mai), permaculture (5 au 7 juin). Ensuite, il y aura des stages sur la spiruline, une algue riche en protéines, de l'éco-construction... *Tout autour de la terre, Peyreladas, 23480 Ars, tél : 05 55 66 65 18.*



Michel Bernard

LILLE Paniers bio livrés à vélo

L'association Service civil international a mis en place un service de distribution de paniers de légumes bio comme cela se fait dans de plus en plus de villes. Mais originalité : là, les paniers sont livrés à vélo. *SCI, 75, rue du Chevalier-Français, 59000 Lille, tél : 03 20 55 22 58.*

ARRAS Salon du livre d'expression populaire

La 3e édition du salon du livre d'expression populaire et de critique sociale se tiendra le jeudi 1er mai. *Colères du présent c/o Librairie Brunet, 21, rue Gambetta, 62000 Arras, tél : 03 21 23 87 24.*

AQUITAINE Les jardins partagés

Les jardins collectifs sont à la mode et nombreux sont ceux qui développent un projet d'éducation

les gens à devenir acteurs de leurs propres changements. Au programme, le vendredi 9 à 20h30, projection du film «Pas d'histoires», douze regards sur le racisme, le samedi de 9 h à 24 h, nombreux débats, repas et fête avec en soirée un concert ska et jazz brésilien, le dimanche, sport et musique au stade du village. *Albatros, BP 03, 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban, tél : 04 92 64 56 48.*

GARD L'écosite de La Borie menacé

Dans les années 90, le conseil général du Gard décide de la construction d'un barrage sur le site de La Borie, près de Saint-Jean-du-Gard, sur le Gardon, une petite rivière. Des exploitants agricoles sont déjà expulsés quand entrent en jeu des associations de protection de la nature qui mettent en avant l'intérêt biologique du lieu. Une ancienne ferme est occupée, des manifestations se

succèdent et finalement le Conseil général renonce à son projet. Les opposants font inscrire le site en zone de biosphère au niveau de l'Unesco et de Natura 2000 et des négociations avec les différentes collectivités publiques contribuent à la naissance en 1997 d'un écosite sur 32 hectares et 1500 m2 de bâtiment. Le projet est d'en faire un lieu de démonstration sur les techniques «durables» en milieu rural : agriculture biologique, habitat sain, restauration du patrimoine. Après restauration et mise en place des structures juridiques, le lieu ouvre au public en 2001. Le lieu appartient à une structure intercommunale et prête le site à une association. Celle-ci embauche progressivement sept personnes et accueille de nombreuses activités. Elle devient un lieu de formation pour la construction en pierres sèches. Alors que le site progresse chaque année, le conseil général du Gard (PS-PC) vient de refuser le renouvellement des subventions. Il demande maintenant que le site soit restitué aux anciens propriétaires ! *AFPE La Borie, 30270 La Borie, tél : 04 66 85 18 94.*

MONTPELLIER Boufpatou

L'association Boufpatou a été créée par des étudiants de Montpellier dans le but de défendre les diversités culturelle, écologique et humanitaire de la planète et proposer d'autres modes de pensée et de consommation. Elle publie déjà le *Mange-figues* un petit magazine qui fait la promotion de la bio, des éoliennes et dénonce les menaces sur la culture, par les pollutions... Elle a en projet une bibliothèque écolo, des ateliers d'écriture et d'arts pour les enfants des quartiers défavorisés... *Boufpatou, Adrien Méguerditchian, cité-U Vert-Bois, 192, rue de la Chênaie, 34096 Montpellier cedex 5.*

ALPES-DE-HAUTE- PROVENCE Alter natifs

Du 9 au 11 avril, à la salle Notre-Dame de Volonne (entre Sisteron et Manosque), se tiendra une rencontre locale pour inciter

VAUCLUSE La croisée des regards

En 1993, l'association La Croisée des regards, une association d'éducation populaire, a acheté un terrain de 130 hectares avec environ 1000 m2 de bâtiments. Elle y a mis en place un centre d'accueil pour jeunes en difficultés sociales ou psychologiques et a mis en place des chantiers internationaux pour la restauration des bâtiments. Elle a mis en place un jardin ethno-botanique. avec 19 exploitations voisines, elle est classée comme réserve de chasse. Elle a lancé des rencontres et des ateliers sur le thème des relations entre l'art et l'environnement. En 1997, un incendie détruit 45 hectares. Les suites de l'incendie sont exploitées pour une recherche artistique et de rénovation environnementale. Le lieu fonctionne aujourd'hui comme un carrefour international, inter-générationnel, inter-culturel.

La Croisée des regards, domaine de Mayne, Les Icards, route de la Roque-sur-Pernes, 84800 Saumane-de-Vaucluse, tél : 04 90 66 11 39.





ARDÈCHE

Maison mosaïque

Maison mosaïque est un projet d'habitat groupé, autogéré et intergénérationnel. Un site a été trouvé à Saint-Péray, en Ardèche et quelques personnes ont déjà acheté des maisons en indivision. D'autres personnes peuvent se joindre au projet. Vous pouvez pour cela contacter : Catherine Robinet et Paul Collet, 20, avenue Marc-Bouvat, 07130 Saint-Péray, tél : 04 75 80 04 63.

ISÈRE

La Fabric-à-sons

La compagnie Chapeau-percé, créée en 1989, propose des ateliers artistiques et musicaux pour les enfants, à l'aide d'instruments

construits par les enfants eux-mêmes. Renseignements : La Fabric-à-sons, Chapeau-percé, Préfaucou, 38710 Mens, tél : 04 76 34 90 40.

ISÈRE

Terre vivante

Le centre Terre vivante fonctionne depuis maintenant huit ans et propose de multiples activités de découverte dans différents domaines touchant à l'écologie. Il ouvre pour l'été à partir du 25 avril les mercredis et week-ends, tous les jours en juillet et août. Il propose des journées à thème : le compost (1er mai), foire aux plants bio (9 mai), la pollution de l'air intérieur (31 mai), l'eau du jardin (5 juin), climatiser sans climatiseur (26 juin), réussir ses plantes aromatiques (3 juillet), paysage dansé, danse contemporaine (10 juillet), maison bioclimatique (31 juillet), fleurs et autres ornements (7 août), l'eau

Fêtes, foires, salons

(Le signe ◇ indique que Silence est présent)

- **Aix-en-Provence : 2e salon des formations alternatives.** 27 et 28 mars, au Carré d'Aix, La Robole, ZI Les Milles, 40 exposants sur des formations surtout liées aux médecines douces. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*
- **Metz : 5e Bio et nature.** 2 au 4 avril, au sein de la foire internationale de Metz, 160 exposants, bio, santé, habitat, renouvelables, environnement, tourisme... *Equilibre Naturvie, 46 a, rue Chabert, 57070 Metz, tél : 03 87 66 85 61.*
- **Belgique : 2e fête des jardins.** Le 4 avril à Surice, dans un ancien verger en cours de restauration, plantes rares, arbustes, produits du jardin. *Comité d'accompagnement du parc de la Vignette, rue de l'Eglise-Saint-Lambert, 5600 Surice, Belgique. Locale Nature et Progrès de Philippeville, tél : 0478/ 53 22 52.*
- **Lot-et-Garonne : 2e Monde meilleur.** Le 4 avril à Sainte-Bazaille, artisans, acteurs de l'écologie, vie saine, entrée gratuite. *Le caillou bleu, mairie 47180 Sainte-Bazaille, tél : 05 53 83 36 60.*
- **Aveyron : 2e Alterna'bio.** Dimanche 4 avril au jardin public de Saint-Affrique, thème de l'année : l'eau. Producteurs et transformateurs bio, énergies renouvelables, habitat sain, solutions alternatives pour mieux vivre. *Alterna'bio, tél : 05 65 58 19 82.*
- **Valenciennes : 2e salon de l'environnement.** Du 10 au 12 avril, salle Nungesser. 100 exposants : santé, bien-être, bio, environnement, habitat, renouvelables... *Association Environnement mieux vivre, BP 70122, 59303 Valenciennes cedex, tél : 03 27 20 16 59.*
- **Aveyron : 9e Orties Folies,** 17 et 18 avril à la cité des insectes à Saint-Léon. Marché de l'ortie, produits à base d'ortie, conférences, dégustation, repas à base d'ortie. *Micropolis, la Cité des insectes, 12780 Saint-Léon, tél : 05 65 58 50 77.*
- **Ille-et-Vilaine : 6e salon du chanvre utile.** 24 et 25 avril à Noyal-sur-Vilaine, une trentaine d'exposants, conférence sur l'histoire du tissage du chanvre. *Les Noyales, 20, rue Ambroise-Paré, 35530 Noyal-sur-Vilaine, tél : 02 99 04 09 91.*
- ◇ **Rennes : 4e vivre et consommer autrement.** 24 et 25 avril à la Halle Martenot - Les Lices. Samedi à 19 h : débat autour des forums sociaux. Dimanche : 70 stands, actions de solidarité, défense des droits, altermondialisme, solidarité internationale, tourisme et commerce équitable, économie solidaire, finances éthiques, initiatives d'habitants, agri bio, santé alternative, habitat sain... *Archipel, espace d'économie alternative et solidaire, 1, rue Anatole-France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.*
- **Namur : salon de l'eau et de l'écologie à la maison.** 24 et 25 avril au palais des expositions de Namur, le salon des gestes économes à la maison : gestion de l'eau, de l'énergie, des déchets, etc. *Les Amis de la Terre, place de la Vingeanne, 1, B 5100 Dave, tél : 32 (0)81 401478.*
- ◇ **Jura : 5e foire éco-bio de Saint-Amour.** Dimanche 2 mai, 80 exposants : alimentation, bien-être, nature, environnement, habitat, artisanat, jardinage, restauration. Soirée musicale le samedi soir, exposition botanique, présentation d'un jardin familial et des complémentarités, géobiologie, jeu de piste, contes... *Association Terra, cixex 908, 39160 Saint-Jean-d'Etreux, tél : 03 84 44 00 45.*



ARDÈCHE

Terre et humanisme

Un stage sur le thème *construction bois et toilettes sèches* est organisé du 1er mai au 6 mai au Mas de Beaulieu, à Lablachère. Deux intervenants qualifiés assurent l'encadrement d'un chantier pratique. Des stages sur le thème initiation à la terre sont organisés du 5 au 10 avril, du 10 au 15 mai, du 12 au 17 juillet, du 16 au 21 août, du 18 au 23 octobre : de la sécurité alimentaire mondiale à la prise de conscience individuelle.

Pour apprendre à mettre en route son potager agro-écologique, des stages sont prévus du 12 au 17 avril, 17 au 22 mai, 19 au 24 juillet. D'autres stages sont prévus : culture naturelle sur butte permanente (26 et 27 juin), apiculture alternative (11 avril), mettre en pratique l'écologie en jardinant (29 et 30 mai).

Enfin, une rencontre sur *la terre nourricière* est prévue du 1er au 6 novembre avec Pierre Rabhi, Robert Morez, Maurice Chaudière, Henri Besançon, Alain Catherine, Hélène Hollard, Catherine Pobeda, Anita Pellegrinelli-Castan...

Terre et Humanisme, BP 19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.



dans la maison (28 août), ravageurs et maladies du jardin (4 septembre), foire aux produits bio (18 et 19 septembre), isolation écologique (25 septembre), arbres fruitiers au jardin (2 octobre), journée pédagogique pour les enfants (10 octobre). *Terre vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

RHÔNE

Tous sur Mars !

A l'heure où nos dirigeants nous font croire à un futur intergalactique aseptisé, Greenpeace, Tierra Incognita et la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, organisent une journée de découvertes et d'échanges d'alternatives non-marchandes, clôturée par une soirée concert, le samedi 29 mai au CCO, 39, rue Courteline, à Villeurbanne, de 13h30 à minuit. Face à la fuite en avant (200 millions de km quand même !), ces associations prônent au contraire le respect de notre seul vaisseau spatial : la terre, respect qui passe par la solidarité, le partage, la consommation, la protection de la nature et les alternatives locales. L'après-midi : tout est gratuit, une participation aux frais est demandée pour le concert. *Greenpeace-Lyo et Tierra Incognita, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 ou FRAPNA, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 99.*

Du Biolopin à la forêt de Brocéliande

Faisons et refaisons des séjours écolos...

Après le Biolopin, dans le Jura, c'est au tour de la forêt de Brocéliande d'accueillir les Ami-e-s de Silence du 24 juillet au 1er août. Quelques impressions sur le Biolopin pour vous donner envie de venir cet été.



Atelier Pain

Bruno Guillemin

Voici ce qu'en dit Bruno Guillemin : « Arrivé un peu en avance, j'aime bien cette ambiance de préparatifs, de mise en place du décor. La maison en bois cordé d'Alain Richard se remplit peu à peu, à pied, à vélo, en voiture, et même à mule avec la Perlette d'Olivier le troubadour, et au son de la flûte ! Les « anciens » du Cun 2002 (où a eu lieu la rencontre des 20 ans de *S!lence*) se congratulent et échangent souvenirs et nouvelles. Les « bleu(e)s » ne le restent pas longtemps : ils se fondent dans l'ambiance et prennent part aux tâches collectives avec une grande spontanéité. Au total, nous serons bien une centaine à assurer de façon collective la restauration (entièrement en bio et autogérée par le groupe) et l'entretien du lieu. Moins nombreux que pour les vingt ans de *S!lence* mais très unis.

Le tableau hebdomadaire dessiné par Catherine pour afficher les diverses propositions émanant du groupe ne résistera pas longtemps à l'enthousiasme des participants. Dès le deuxième jour, il faut le tronçonner en journées pour y inscrire différents ateliers : projets d'écovillage, technique de massage, shiatsu s'inspirant de la médecine chinoise, massage de la tête et du visage, espéranto, aikido, fabrication du pain, technique du bois cordé, débats sur l'utopie, l'AGCS, le jeûne, l'autorégulation des tensions, sur la charte européenne des consciences, balade botanique, cerf-volant, hygiène de vie, communication non-violente, danse folk, diapos et vidéos sur des alternatives possibles et les débats actuels autour des

thèmes « mondialisation », « travail »..., atelier sur les semences auto-produites, écriture, jeux coopératifs, chant, éco-construction et toilettes sèches, participation à des groupes autogérés, rapports et échanges hommes-femmes, moteur Sterling, les écocités, etc. (pardon pour les oublis).

Mais il y a surtout l'informel, le spontané, l'indescriptible : les rencontres-vaisselles, les meetings cafés, les discussions autour de l'épluchage de patates, ou de la préparation du couscous, parfois accompagnées de musique improvisée. Oui, plein de fois nous avons refait le monde, à notre manière : un zeste d'utopie, un doigt d'anarchie, une énorme dose de bonne volonté, et beaucoup de courage. Non seulement nous avons créé ou resserré des liens, mais nous avons appris. Je repars en fredonnant les chansons de Svetlana et d'Olivier, je mets à mon menu quotidien les graines germées façon Denis, je vais échanger des semences et mettre en place un système de troc autour des luttes, de l'écologie et des alternatives.

Une semaine, dans ces conditions, c'est bien court. La séparation, comme la rencontre, se fait dans la douceur, par petites touches. Nous avons fait provision de belles images, de souvenirs forts, un dopant de qualité « éco » pour tenir une année. Sur le calendrier, j'ai commencé à cocher la plage possible pour la rencontre 2004*.

Partages d'expériences et écoute mutuelle

Pourquoi une telle réussite ? La symbiose entre les « ami-e-s de *S!lence* » et le Biolopin y est pour beaucoup. Alain, Jean-Luc, Annick et les autres du lieu ont su adapter leur lieu de vie — éco-hameau écologique avec accueil à la ferme et stages d'autoconstruction — à notre grand groupe. Pourquoi ce « luxe », diront

certain, de passer une semaine ensemble ? Je le vois comme un appui, un levier, un moteur même rejaillissant sur nos vies ensuite, ballon d'oxygène d'un moment daté avec volonté de partage d'expériences et d'écoute mutuelle sans perdant ni gagnant. L'idée de poser un instant le quotidien, même le plus captivant par nos actions locales, est motivante car offrant l'occasion de croiser nos regards, nos vies, non seulement dans nos différents rôles sociaux et écolos (professionnels, militants), mais aussi vécus variés : vie de famille ou de célibataire, vivant à la ville ou à la campagne, étant sédentaire ou nomade, se trouver quelques jours ensemble, hors ces habits d'existence, est stimulant. D'autant que de ce foisonnement de situations naît une certaine harmonie due au respect et à la tolérance, mais aussi souvent des cheminements communs, un apaisement de voir que d'autres personnes ont le même questionnement ou la même recherche.

Plein de fois nous avons refait le monde, à notre manière.

C'est pour mieux nourrir nos projets en cours ou à venir que nous prenons le temps de nous retrouver ; pour pouvoir en développer d'autres, créer des passerelles alternatives ; et de cette

légèreté donnée à nos aspirations de vie, une grandeur dynamisante surgit déjà grâce aux envies et propositions faites lors de la rencontre.

Avoir vécu dans ce microcosme une pratique autogestionnaire et auto-animatrice donne l'enthousiasme de renouveler cela ailleurs. Dépasser les évidences de fonctionnement pour pouvoir commencer à parler de nos contradictions, de nos fuites, de nos craintes, et ainsi avancer sur le chemin d'une meilleure compréhension de nous-même, donc du monde.

Elans écolos, même dans nos rapports humains donc, à construire, encore et toujours. En juillet 2004, nous envisageons, pour ceux qui le peuvent, quelques jours itinérants (à pied, à vélo) avant de démarrer la rencontre. C'est ouvert à toutes celles et ceux qui se sentent proches de la démarche écologique.

Florence de Luna ■

Pour en savoir plus :

Les Ami-e-s de *S!lence*, c/o Florence de Luna, 21 C, rue Pierre-Brunier, 69300 Caluire.



Environnement

Forêt tropicale : responsabilité des élus

Une étude menée par Greenpeace montre que les marchés publics sont responsables du quart des importations de bois tropicaux en France. Les élus pourraient donc facilement y mettre un terme simplement en précisant dans l'appel d'offres l'interdiction d'utiliser de tels bois.

Alors qu'à Johannesburg, en 2002, les Etats s'étaient engagés à prendre des mesures concrètes pour freiner la déforestation des forêts tropicales, presque rien n'a été fait.

Greenpeace mène actuellement une campagne internationale pour dénoncer d'un côté les coupes de bois, de l'autre, les utilisations de bois tropical.

Greenpeace, 22, rue des Rasse-
lins, 75020 Paris, tél : 01 44 64

en place un label FSC (Forest Save Control) accordé à des compagnies de bois pour certifier que les forêts qui ont été coupées sont bien replantées dans le cadre d'un «développement durable».

Pour l'Association pour les peuples de la forêt pluviale, les conditions d'attribution de ce label sont insuffisantes car il y a encore du bois tropical qui bénéficie de ce label, sous prétexte que les compagnies respectent la législation du pays d'origine et replantent après l'exploitation des forêts.

En effet, on ne peut remplacer une forêt, résultant de l'évolution naturelle d'un écosystème datant de milliers d'années, par un vulgaire bois de jeunes arbres. C'est oublier que l'écosystème initial était le lieu de vie de nombreuses espèces animales et végétales qui ne retrouveront pas leur place dans les nouvelles plantations.

Enfin, parmi les espèces animales, il y en a une particulière : l'homme. Les forêts ne sont pas qu'une réserve de bois, c'est aussi le lieu de vie de peuples variés qui aujourd'hui sont chassés par les exploitations fussent-elles «certifiées» ou dites «durables».

Dans un premier temps, l'Association pour les peuples de la forêt pluviale s'était associée avec Greenpeace pour lancer, en 1997, en Suisse, une action pour des «communes amies des forêts anciennes». Environ 15% des communes avaient accepté de rejoindre cette campagne. Mais le bilan n'est pas satisfaisant car si sous le label FSC on trouve des bois locaux, on continue à trouver bon nombre de bois d'importation. L'Association pour les peuples de la forêt pluviale demande donc le boycott du bois tropical y compris quand il est certifié et espère une évolution du label FSC.

Association pour les peuples de la forêt pluviale, Fonds Bruno Manser, Heuberg 25, CH 4051 Bâle, tél : 061 261 94 74.

La fin de douze polluants persistants

Le 17 février, la France a ratifié la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Etant le 50e pays à le faire, cela provoque immédiatement la mise en route de la convention le 17 mai prochain. Cette Convention interdit ou limi-

AUTRICHE

Une clinique sans PVC

Clinique Glanzing à Vienne.



Aujourd'hui, on sait que l'utilisation du PVC, un plastique très courant, n'est pas sans problème pour la santé. Contenant du chlore, il est particulièrement dangereux lorsqu'il est brûlé : c'est de lui que proviennent les dioxines libérées par les incinérateurs. Chose étonnante, les usages médicaux du PVC sont très fréquents. Ainsi, le monde médical, sensé s'occuper de notre santé, peut être à l'origine de la destruction de celle-ci. Une campagne internationale contre les risques sanitaires liés au PVC a été lancée depuis quelques années au niveau mondial. Elle est relayée en France par le CNIID, Centre nationale d'information indépendante pour les déchets. De nombreux contacts ont été pris avec les hôpitaux et les cliniques pour étudier comment se passer du PVC.

La clinique pour enfants Glanzing de Vienne, en Autriche, a franchi le pas, réussissant à se passer totalement du PVC au niveau des fournitures et a également utilisé des matériaux alternatifs pour le bâtiment de néonatalogie (bébés). La décision a été suscitée par des études montrant l'extrême sensibilité des bébés et des jeunes enfants au contact de certains plastiques comme le PVC mais aussi le DEHP, un produit qui donne un aspect mou (dans les tétines de biberon par exemple). Après dix ans de négociations avec les fournisseurs, de recherche d'alternatives, le taux de PVC est passé de 10% du poids total des déchets à 0,4%. Ont été supprimés le plus facilement les emballages, les gants, les tubes nasogastriques, les masques, etc. Si des personnes du milieu médical sont intéressées pour participer à une telle démarche en France, elles peuvent prendre contact avec Aurélie Gauthier, CNIID, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

te sévèrement l'emploi et l'émission de douze substances particulièrement polluantes et persistantes : les POPs, qui compte des pesticides comme le DDT, le Mirex, le Toxaphène... ou des sous produits de l'incinération des déchets et de l'industrie comme les dioxines, les furanes et les PCB. C'est une victoire pour la coalition d'organisations (plus de 400 au niveau mondial) qui ont proposé cette mesure. En France, la campagne est relayée par le MDRGF, Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, 7, rue Principale, 60380 Saint-Denis-court, tél : 03 44 82 70 37.

L'Europe soutient le Paraquat



Alors que la campagne pour l'interdiction du Paraquat (voir numéro 289), un pesticide particulièrement dangereux, connaissait un certain succès avec son interdiction en Autriche, Danemark, Finlande, Luxembourg, Suède et

dans quelques pays du Sud (Malaisie), Syngenta, l'industriel qui commerce le produit a réussi à faire publier le 3 octobre dernier une recommandation du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale de l'Union européenne qui autorise le Paraquat sous réserve que le personnel qui l'utilise soit formé à cela et qu'un contrôle soit effectué sur les populations d'oiseaux. Autant dire que s'il est peu probable que l'on ait un suivi sérieux en Europe, ce sera encore pire dans les pays du Sud. La campagne pour l'interdiction de ce pesticide se poursuit donc.

Déclaration de Berne, case postale 212, CH 1000 Lausanne 6, tél : 021 620 03 03.

Transports

■ SNCF : de pire en pire ! Vous voulez aller de Lyon à Bordeaux ? Les serveurs de la SNCF ne vous proposent plus que de passer par Paris ! Une rallonge de plusieurs centaines de kilomètres pour mieux rentabiliser les TGV. Pourtant la liaison directe existe toujours (par Clermont et Limoges, deux trains par jour), elle met le même temps et vous évite une heure à naviguer dans le métro parisien pour changer de gare. Dans quelques années, on vous expliquera que la liaison directe n'est plus rentable et le passage par Paris deviendra obligatoire !



Occupation de nouveaux locaux du ministère de la culture construit avec des décorations en bois tropicaux. (18 novembre 2003)

Forêt tropicale : boycott du bois tropical même certifié !

L'Association pour les peuples de la forêt pluviale, association suisse créée par Bruno Manser, critique la démarche initiée par certains groupes écologistes en faveur de la certification du bois. Des groupes comme le WWF, Greenpeace, Pro Natura ont mis

■ **Efficacité des transports collectifs.** La RATP publie d'intéressants résultats : elle assure 25 % des déplacements motorisés en Ile-de-France en ne consommant que 3,6 % de l'énergie des transports et seulement 4 % de la voirie. Les 4000 bus de la RATP ne représentant que 2% des émissions de gaz du trafic routier de la région. Une personne qui prend un véhicule de la RATP consomme en moyenne 7 fois moins d'énergie qu'avec une voiture.

Collecte sélective d'alternatives



Nous avons publié dans le numéro 295 de *Silence* (numéro épuisé) un article portant sur ce thème et réalisé par Jocelyn Peyret, de l'association Tierra Incognita. Si vous l'avez loupé, Tierra

Incognita l'a réactualisé et en fait une brochure de 46 pages que l'on peut obtenir contre 3 € (+1 € de port). *Tierra incognita*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 06 12 11 04 51.

Les abeilles sauvées ?

Après deux ans d'enquête, le tribunal de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) a annoncé la mise en examen de Basf Agro, fabricant du Régent pour « mise en vente de produits agricoles nuisibles à la santé de l'homme et de l'animal ».



Le Régent, insecticide utilisé dans les plantations de maïs, est dénoncé depuis des années par les apiculteurs comme tuant les abeilles. D'autres inculpations pourraient maintenant suivre car le juge en charge de l'enquête a maintenant demandé des perquisitions au ministère de l'Agriculture pour déterminer comment avaient été données les autorisations en 1995. Entre 1995 et maintenant, le pesticide a été successivement la propriété de Rhône-Poulenc devenu Aventis puis Bayer puis BASF et le juge envisage d'inculper aussi les firmes en amont. Le gouvernement a interdit la vente des produits... mais pas l'utilisation des semences déjà traitées pour cette année. Les apiculteurs demandent l'arrêt de l'utilisation du produit dès cette année et que d'autres produits dangereux ne viendront pas prendre la suite. Pour cela, José Bové, Gilles Lemaire, Yves Cochet et des militants de la confédération paysanne et des Verts ont occupé les locaux des services concernés le 26 février dernier. Pour le moment, les semences restent malheureusement autorisées.

TOULOUSE L'argent d'AZF

Le conseil municipal de Toulouse disposait à la fin de l'année 2003 d'une somme de 3,8 millions d'euros reçus en solidarité avec les victimes de l'accident de l'usine AZF (21 septembre 2001). Les associations de sinistrés se demandent ce qu'attend la municipalité pour débloquer ces fonds alors que 4500 foyers sont toujours sinistrés et peuvent encore prétendre à une aide financière. (Le Coquelicot, janvier 2004)

VALLÉE D'ASPE Le train sera-t-il espagnol ?

Dans le cadre de l'ouverture des lignes de chemins de fer aux autres exploitants que la SNCF, le gouvernement espagnol et le gouvernement régional de l'Aragon ont proposé à la France de gérer eux-mêmes l'exploitation de la ligne Canfranc-Pau. Alors que la SNCF estime que cette ligne ne peut qu'être déficitaire, les Espagnols semblent faire l'estimation inverse. CRELOC, Comité pour la réouverture de la ligne Oloron-Canfranc, Mairie, 64490 Bedous.

GRENOBLE La mairie coupe les arbres !



Vive le foot !

Des militants occupaient depuis le début du mois de novembre les arbres menacés par l'extension du stade de football. Une manifestation pour les soutenir a réuni environ 5000 personnes (2000 selon la préfecture) dans les rues de Grenoble le dimanche 25 janvier. Un repas de quartier a réuni plusieurs centaines de personnes au pied des arbres le 1er février. Cela n'a pas suffi pour faire plier le maire. Le lundi 2 février, des bûcherons équipés de tronçonneuses et protégés par les CRS ont réussi à couper les premiers arbres. La réaction a été vive : une cinquantaine de personnes présentes sur place ont essayé de grimper sur les arbres menacés, mais ils ont été violemment matraqués et embarqués. Trois personnes ont dû être hospitalisées. Dans la semaine qui a suivi, le GIPN est intervenu dans les arbres pour faire redescendre de force leurs occupants. Les Verts et l'ADES vont-ils rester dans l'équipe municipale ?

SAVOIE Persévérer est diabolique !

L'erreur est humaine ! Mais l'arrêt en catastrophe, en 2001, de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère s'est traduit par 6875 bêtes abattues, 2230 tonnes de lait détruits, 24 tonnes de fromages détruits, 365 exploitations agricoles contaminées, 10.000 tonnes de foin détruits à haute température, 28 communes polluées. Tout avait été contaminé par les dioxines relâchées par l'incinérateur. Le temps passe et on oublie... Début 2003, la préfecture a approuvé le plan départemental d'élimination des déchets qui propose... la construction d'un nouvel incinérateur ! Une élection cantonale partielle a eu lieu le 25 janvier dernier, l'occasion pour présenter des alternatives : réduction des déchets à la source par le refus des suremballages et le retour des consignes, le tri systématique, le compostage individuel et collectif, la sensibilisation de la population sur les choix d'achat, la possibilité de prendre part aux décisions concernant les déchets. Si la candidature n'a fait que 6,7 % elle a permis de rappeler les dégâts de l'incinération.

ISÈRE Rallye nature contre l'autoroute

Un projet autoroutier (A48) doit couper l'Ile Crémieu, une zone géographique très riche située à l'est de Lyon, dans le nord du département de l'Isère. Chaque kilomètre d'autoroute provoque la destruction de 250 hectares en tenant compte des aménagements que cela entraîne. Sur trente communes, l'Ile Crémieu regroupe 22 habitats naturels recensés dans le cadre de Natura 2000 dont sept jugés prioritaires pour un classement : milieux aquatiques, prairies humides, tourbe, forêts, pelouses sèches, réseaux de grottes... 23 espèces de faune et quatre de flore sont à l'heure actuelle classées comme rares. Pour découvrir ces richesses, plusieurs associations locales organisent les 4, 5 et 6 juin un rallye nature d'une quarantaine de kilomètres que l'on peut faire en totalité à vélo, ou partiellement à pied. Renseignements : FRAPNA, Magalie Dubois, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 99 57 ou Lo Parvi, place du Doyenné, 38890 Saint-Chef, tél : 04 74 92 48 92.

Arrogance US

En octobre 1995, les affaires maritimes canadiennes ont enregistré la conversation suivante au large de Newfoundland :

Américains : Veuillez vous dérouter de 15 degrés Nord pour éviter une collision. A vous.

Canadiens : Veuillez plutôt vous dérouter de 15 degrés Sud pour éviter une collision. A vous.

Américains : Ici, le capitaine d'un navire des forces navales américaines. Je répète : veuillez modifier votre course. A vous.

Canadiens : Non, veuillez vous dérouter, je vous prie. A vous.
Américains : Ici c'est le porte-avions USS Lincoln, le second navire en importance de la flotte navale des Etats-Unis d'Amérique.

Nous sommes accompagnés par trois destroyers, trois croiseurs et un nombre important de navires d'escorte. Je vous demande de dévier de votre route de 15 degrés nord ou des mesures contraignantes vont être prises pour assurer la sécurité de notre navire. A vous.

Canadiens : Ici, c'est un phare. A vous.

Américains : ...

Anciens d'Algérie pour la paix



Refusant de toucher une pension pour avoir servi sous l'armée française pendant la guerre d'Algérie, quatre anciens combattants ont créé une association pour la paix (voir numéro de mars). Pour la première année, ils ont décidé de reverser leurs pensions au convoi syndical pour la Tchétchénie qui depuis trois ans envoie de l'aide aux réfugiés en Ingouchie, pays voisin. Pour l'année suivante, l'association espère trouver des initiatives de paix directement en Kabylie, ce qui ne serait jamais qu'un juste retour des choses. Les quatre espèrent rapidement convaincre d'autres anciens combattants de les rejoindre : il y a 300 000 personnes qui touchent en France une pension comme eux.

Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre, BP 229, 81006 Albi cedex, tél : 05 63 33 18 10.

Jeu vidéo sur la non-violence

Si vous faites partie des privilégiés qui ont accès à internet à haut-débit, découvrez le très beau site de *Non-violence XXI* qui offre en plus en ligne un jeu de rôles sur dix situations, à chacun de trouver comment réagir pour que cela finisse bien : www.non-violence21.com.

Plus jamais victime !

Des situations de conflit surgissent dans notre quotidien : dans la vie familiale, dans le voisinage, au bureau, dans la rue, à l'école de nos enfants... Souvent nous avons le sentiment d'être victime et il nous reste un sentiment de mal-être. Pour apprendre à transformer la violence, à accepter le conflit, et trouver des démarches pour le résoudre, l'IFMAN Sud-Ouest organise du 19 au 26 juillet,

■ **Bilan 1991.** Le 10 mars 2003, 986 anciens combattants américains, dont deux amiraux, un général et quatorze colonels, ont adressé une lettre à George Bush pour lui demander de réfléchir à une autre alternative que la guerre. Ils rappellent dans ce courrier qu'en 1991 si officiellement les batailles n'ont fait sur le moment que 147 morts côté américain, la suite a été beaucoup plus dramatique : au moins 46 900 enfants irakiens sont morts du manque de nourriture après le conflit et 164 000 militaires US sont aujourd'hui considérés comme handicapés par le ministère des anciens combattants.

■ Destitution de George Bush.

La commune de Santa-Cruz en Californie a été une des premières à prendre position contre l'intervention en Irak. Le conseil municipal a constitué un dossier contre le président américain concernant les mensonges de celui-ci, les violations du droit international... Le 12 septembre, le maire de la commune a transmis le dossier à la commission juridique de la Chambre des représentants demandant à celle-ci d'examiner s'il n'y a pas lieu d'utiliser la procédure «d'empêchement» pour obliger George Bush à quitter ses fonctions. La Maison blanche a répondu à l'attaque en se félicitant que dans une démocratie tout le monde puisse exprimer son opinion.

■ **Un avion très spécial.** Un seul avion civil a pu décoller des Etats-Unis entre le 11 et 15 septembre 2001. Cet avion parti du Kansas emmenait à l'étranger tous les membres de la famille Ben Laden qui habitaient alors

à proximité d'Albi, une semaine de stages sur le thème «plus jamais victime, pour éviter de contribuer à son propre malheur». Une autre semaine est également proposée du 15 au 20 août, à Rodez.

Renseignements : Geneviève Fabre, IFMAN, 12330 Salles-la-Source, tél : 05 65 67 29 03.

HAUTE-GARONNE Centre de ressources sur la non-violence

Le Centre de ressources sur la non-violence, fondé en septembre

Prolifération nucléaire «Le monde court à l'apocalypse nucléaire»

«Le monde court à l'apocalypse nucléaire» a déclaré au *New York Times*, le 12 février dernier, Mohamed El Baradei, directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Et de poursuivre : «Le danger d'une guerre atomique n'a jamais été aussi grand qu'actuellement, si nous ne nous entendons pas sur un nouveau système de contrôle international. (...) J'ai peur que des armes nucléaires tombent dans les mains de dictateurs et de terroristes sans scrupule. J'ai aussi peur de l'arsenal nucléaire des Etats démocratiques, car tant que ces armes existent, il n'y a pas de garantie absolue contre le vol, le sabotage ou un accident». Ces déclarations interviennent alors que s'ouvrent les négociations à l'ONU sur la révision du traité de non-prolifération où l'on prévoit que les pays non-nucléaires feront une forte pression pour demander que les pays possesseurs de l'arme nucléaire tiennent leurs engagements en faveur d'un désarmement.

Elles interviennent aussi après les aveux d'un gouvernement pakistanais qui, le 2 février, a avoué avoir fourni à nombre d'autres pays (Iran, Corée du nord, Libye) les méthodes utilisées par le Pakistan pour avoir la bombe nucléaire. Parmi ces méthodes, rappelons-le, l'aide de la France pour la mise en place d'une usine d'enrichissement du combustible, une usine qui devait bien sûr, servir uniquement à des fins civiles.

La France qui, contrairement à ses engagements au sein du traité de non-prolifération, continue à construire au Barp, dans les Landes, près de Bordeaux, le laser Mégajoules, un simulateur d'essais nucléaires pour mettre au point de nouvelles armes nucléaires. Pourtant l'article VI du traité ratifié par la France le 19 mai 2000 précise explicitement «l'engagement sans équivoque d'éliminer la totalité de leurs arsenaux nucléaires».

Le Réseau « Sortir du nucléaire », qui organise du 24 avril au 23 mai 2004 un « tour de France pour sortir du nucléaire » soutiendra, lors de deux étapes, la lutte contre le nucléaire militaire : en Gironde le dimanche 9 mai, devant le CESTA, où la Ligne d'intégration laser préfigure le laser Mégajoule, pour réclamer l'arrêt de ses recherches militaires, et le mercredi 12 mai à Saintes (Charente-Maritime), où la « Flamme du désarmement nucléaire », la deuxième du genre après la « Flamme de la paix » d'Hiroshima, a été allumée le 6 mai 2001.

■ **Action des citoyens pour le désarmement nucléaire, 31, rue du Cormier 17100 Saintes, tél : 05 46 74 08 60.**

■ **Réseau Sortir du nucléaire, 9, Rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.**



Mouvement de la paix

aux Etats-Unis, plusieurs dizaines de personnes réunies en 48 h par les services secrets. Après cela, qui osera encore nous dire que les attentats n'ont pas été planifiés ? (*Courrier international*, 24 décembre 2003)

■ **Armes fictives.** Après la démission du chef des inspecteurs chargés de chercher les armes de destruction massives, Bush a finalement reconnu à la télévision américaine que ces armes avaient disparu. Mais il s'interroge pour savoir où elles ont bien pu aller. Réponse : dans le prochain pays que Bush voudra envahir !

Base aérienne de Diego Garcia.



■ **Diego Garcia.** Diego Garcia est un archipel d'îles dans l'océan Indien appartenant encore à la Grande-Bretagne, un reste de la colonisation. En 1966, la Grande-Bretagne a autorisé l'installation dans ces îles d'une importante base de l'armée américaine, expulsant les habitants vers l'île Maurice voisine. En 2000, ces habitants ont gagné devant les cours de justice internationale le droit de revenir chez eux. Il est

toutefois peu probable que les USA les laissent faire car des revues britanniques ont révélé début janvier que la base américaine sert de prison pour des prisonniers en provenance d'Irak et des Philippines.

■ **Désertion.** En 2003, les désertions au sein de l'armée américaine ont augmenté officiellement de 36%. Les jeunes veulent bien avoir un bon salaire, mais aller se faire flinguer dans le désert irakien, non merci. (*Marianne*, 2 février 2004)

■ **Procès.** En janvier 2003, les services de renseignements américains demandent à leurs confrères britanniques leur aide pour mettre sous écoute les ambassades des pays de l'ONU indécis à propos de l'intervention en Irak. La justice est aujourd'hui saisie en Grande-Bretagne. Pour condamner ces méthodes illégales ? Vous n'y êtes pas du tout, pour faire passer en procès l'employé britannique qui a rendu l'affaire publique (*Marianne*, 26 janvier 2004).



Guantanamo.

■ **Manchester-Guantanamo.** Pendant 9 jours (et nuits) en octobre 2003, des activistes ont monté une version complète et réaliste (avec barbelés, gardes, interrogatoires, nourriture halal...) d'un camp X-Ray dans la région de Manchester, au nord de l'Angleterre. Sarah Irving, une des coordonatrices du projet, a déclaré aux

médias : «l'objectif est de faire prendre conscience du déni des droits humains et du mépris des lois internationales que représente le Camp X ray». (*Peace News*, décembre 2003)

2003, a maintenant trouvé des locaux et sera inauguré le samedi 3 avril à 17 h. Les personnes intéressées y sont invitées. *Centre de ressources sur la non-violence*, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 66 80.

TAVERNY Fermeture du centre de commandement

Depuis le jeûne pour la vie, en 1983, une maison de vigilance a été ouverte à Taverny pour

dénoncer les activités souterraines du centre de commandement militaire installé dans la commune. Ce centre, mis en place en 1957, avait initialement pour but la gestion des tirs éventuels des missiles nucléaires. Il ne gère plus en fait aujourd'hui que les 50 têtes nucléaires de l'armée de l'air (sur les 348 têtes que compte aujourd'hui l'armée française). Ce ne sont pas les manifestations non-violentes et les jeûnes qui se déroulent chaque année du 6 au 9 août qui ont eu raison de cette installation militaire, mais un affaissement de terrain. Il est envisagé le départ des installations pour Houilles, toujours en région parisienne, où se trouvent le PC des forces nucléaires sous-marines. (*Damoclès*, juin 2003)



Rwanda Dix ans après le génocide

Le 7 avril 1994 commençait au Rwanda le troisième génocide du siècle. Pendant trois mois, la communauté internationale allait assister en spectateur au massacre de près d'un million d'enfants, de femmes et d'hommes qui avaient eu le tort de naître Tutsi ou qui n'avaient pas voulu soutenir la cause raciste des adeptes du «hutu power». Dix ans après des commémorations sont organisées par les groupes de solidarités qui continuent à demander justice, en particulier sur les responsabilités de la France. Des manifestations sont prévues en avril à Paris (tél : 06 64 14 22 02), Toulouse (tél : 06 79 71 93 24), Montargis, Toulon, Lille, Nîmes... Programme complet : *Liaison-Rwanda*, 215, avenue du Petit-Train, 34070 Montpellier, tél : 04 67 22 17 91.



OTAN

Petite phrase

«Lorsque les Blancs sont venus en Afrique, nous avions les terres et eux la bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés. Lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient les terres et nous la bible»
Jomo Kenyatta.

Kouchner mange à tous les râteliers

Après avoir encaissé une bonne indemnité pour n'avoir rien vu en Birmanie, le gentil docteur a accepté une nouvelle mission au Gabon, officiellement pour un audit du système de santé. Sûr qu'il ne trouvera sans doute pas dans ce système de santé dans un pays où le dictateur local, Omar Bongo, empoche sans doute des sommes proches des 2% du budget national consacré à la santé. (*Billets d'Afrique*, février 2003)

BOTSWANA Réclusions des Bushmen

Pas de chance pour les Bushmen du Botswana (sud de l'Afrique), des diamants ont été trouvés sur leurs territoires. Placé dans un premier temps dans une réserve, en 1997, 700 d'entre eux ont été déplacés de force dans deux camps de «relocalisation», le gou-

vernement prétextant leur offrir de meilleures conditions de vie. Sept ans après, le sida, l'alcoolisme et la dépression font des ravages. Les Bushmen estiment qu'ils sont dans des camps de la mort. Depuis 2002, il n'existe plus de Bushmen libre, et la chasse qui était à la base de leur subsistance leur est aujourd'hui interdite. Parallèlement, les compagnies De Beers et BHP Billiton ont ouvert des mines de diamants. Pour eux, pas de problèmes. *Survival* essaie de relayer les campagnes de protestation des Bushmen. Vous pouvez participer aux campagnes de lettres. *Survival*, 45, rue Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.

CONGO Un général en prison

Dans les années 80, Angbango Wagu qui a gagné un peu d'argent achète une parcelle de terrain sur laquelle il construit une petite maison pour sa famille. Manque de chance, son voisin est le général Bosembo, un proche de Mobutu. Quand celui-ci décide d'agrandir sa propriété, il donne l'ordre aux militaires d'expulser la famille d'Angbango Wagu et pour établir son droit, en 1998, il obtient une «attestation de confirmation parcellaire. Mais Angbango Wagu résiste et prend contact avec une association «La voix des sans voix» qui l'assiste pour faire un procès au général devant la Cour d'ordre militaire. Quatre ans plus tard, le 3 avril 2003, la cour donne raison à Angbango Wagu et condamne le



militaire à deux ans de prison, 30 000 francs congolais (100 euros) d'amende et 15 000 euros de dommages et intérêts. Cela paraît incroyable... mais le général a quand même fait trois mois de prison avant de trouver un biais juridique pour sortir ! En France, pays démocratique qui fait la leçon aux pays africains, combien de puissants sont en prison ? combien de militaires ? (Agir ensemble pour les droits de l'homme, janvier 2004)

Solidarité avec la Palestine ?

L'association palestinienne PARC, Palestinian agricultural relief commuttees, propose aux magasins de commerce équitable, en particulier la fédération Artisans du monde, de vendre des olives, de la semoule et des dattes en solidarité avec le peuple palestinien. Trois produits de base qui se conservent longtemps. Or dans une interview à *Politis* du 27 novembre, Rima Awad, chargée de relations publiques de cette association affirme « nous aidons les paysans à commercialiser leurs produits car le 'mur de l'Apartheid' ne cesse de s'étendre et de provoquer de graves pénuries alimentaires au sein de la population palestinienne ». Les dattes, les olives et la semoule : ça ne pourrait pas lutter sur place contre les pénuries alimentaires ? Par solidarité, faut-il aller chercher loin ce que nous produisons dans le sud de la France ? Sommes-nous vraiment solidaires en pillant les rares ressources de la Palestine ?

Commerce équitable : l'argent bloqué

En 2001, le gouvernement avait décidé d'une aide à la promotion du concept de commerce équitable. En 2002, cette

aide est mise en avant par le ministre des affaires étrangères et par le président de la République à Johannesburg. Mais les membres de

la plate-forme du commerce équitable qui regroupe associations et entreprises n'en voient pas la couleur. Le 6 février dernier, pour protester, ils ont décidé de se retirer du groupe de travail de l'AFNOR qui essaie de mettre en place un label officiel du commerce équitable. *Plate-forme pour le commerce équitable, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 48 91 20 75.*

PARIS La mode du commerce équitable

Le commerce équitable est à la mode. A côté des boutiques d'Artisans du monde, on voit se multiplier les boutiques de fringues branchées. Quelques adresses dans la capitale : **■ Bioéthiquette.** Ce magasin s'est créé en 2003 pour associer l'image de la mode, l'art contemporain à une démarche éthique. A côté d'expositions artistiques, on peut trouver des vêtements de création réalisés dans le respect de la plate-forme de commerce équitable. *La Bioéthiquette, 24, rue Moreau, 75012 Paris, tél : 01 43 42 22 78.*



■ Ethos. Ethos est spécialisée dans la création, l'importation et la distribution d'articles et vêtements fabriqués en coton bio, laine naturelle, chanvre, raphia, soie et d'autres fibres naturelles, cultivées sans engrais chimique, sans herbicide et sans pesticide, non-traités après récolte et achetés uniquement aux producteurs travaillant dans un circuit de commerce équitable ou éthique. *Ethos, 24, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : 01 42 41 29 22.*



■ IDEO. Marque de vêtements née en 2002 qui allie style contemporain et valeurs du développement durable : tous les pro-

NIGER Vous êtes ici en France



La CRII-Rad, laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité, a été contactée par l'association internationale Sherpa pour une évaluation de la situation sanitaire dans la ville d'Arlit où la Cogéma contrôle à travers de pseudo-sociétés nigériennes l'extraction

d'uranium à destination des centrales nucléaires françaises : 3000 tonnes par an. SHERPA regroupe des juristes qui se sont fixé pour mission de défendre les droits des travailleurs et des populations de toutes nationalités face aux multinationales. Le 3 décembre 2003, dès leur arrivée à l'aéroport de Niamey, les représentants de la CRIIRAD étaient fouillés — les seuls à l'être — et leur matériel de mesure confisqué. Pas moins de quatre explications différentes et peu convaincantes seront données sur les motifs de la confiscation. L'équipement ne sera récupéré qu'au moment du départ. Le 5 décembre, un ministre finit par les recevoir et leur lâche tout simplement : « Vous êtes ici en France, c'est la France qui vous bloque ». On ne peut pas être plus clair sur ce qu'est le colonialisme dans ce pays.

La mission a été maintenue malgré ces difficultés. Elle a permis de mettre au jour que les autorités nigériennes ne sont pas en mesure de comprendre ce qui se passe dans les mines et qu'elles se contentent de croire ce que leur disent les ingénieurs français. Les stériles, déchets radioactifs, sont stockés sans aucune protection : hommes et animaux peuvent y vagabonder, le vent disperse la radioactivité. De nombreuses ferrailles provenant de l'exploitation, et donc radioactives, sont récupérées et réutilisées localement. Aucune mesure précise n'a pu être faite sur les rejets d'eau réutilisés pour l'arrosage des jardins ou sur les seuils possibles de contamination. La CRII-Rad a pris contact depuis avec des associations implantées dans le pays, ainsi qu'au Gabon, autre pays fournisseur d'uranium, pour étudier comment faire des mesures plus complètes sur les conditions d'exploitation de « nos » mines d'uranium. *CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*

duits sont en 100% coton biologique et réalisés dans des ateliers du commerce équitable. IDEO est membre de la plate-forme du commerce équitable. IDEO commercialise ses produits dans plusieurs boutiques en France. *IDEO, 5, rue Hassard, 75019 Paris, tél : 01 42 02 51 38.*

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Albatros

L'Albatros est une association qui a vu le jour en 1995 pour essayer de favoriser des rencontres entre jeunes autour d'activités culturelles. La rencontre en 1998 avec le groupe de théâtre béninois Cacy va provoquer une dynamique avec l'organisation de stages, en France, d'ateliers de théâtre autour de thèmes comme la défense des droits fondamentaux. Avec deux regards différents, la collaboration a débouché sur des représentations théâtrales se passant soit en France soit au Bénin. Les thèmes abordés ont été la prévention du Sida, l'enfance maltraitée, la paix et la cohésion sociale. Ces expériences de théâtre ont souvent été un moyen pour les jeunes de trouver leurs marques, de prendre confiance en soi et cela les aide ensuite à progresser dans la voie professionnelle. Pour en savoir plus : *Albatros, BP 03, ancienne base nautique, 04160 Château-Arnoux, tél : 04 92 64 56 48.*

ANGERS

Université d'été de la solidarité internationale

Les organisations de solidarité internationale se retrouveront à Angers du 7 au 11 juillet autour du thème des droits économiques, sociaux et culturels, dans les locaux de l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers. Seront abordés les thèmes suivants : la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, la diversité et le respect des cultures, les « sans », la dimension du genre, le droit à la santé, les services publics, etc. Programme complet : *CRID, Isabelle Clostre, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 72 07 71.*



80% des Français sont contre les OGM

À la veille du salon de l'agriculture, les chambres d'agriculture et le magazine *60 millions de consommateurs* ont réalisé un sondage sur la vision qu'ont les Français de l'agriculture. Parmi les questions, «pensez-vous que les agriculteurs doivent cultiver des OGM ?», la réponse est non à 80% (oui 13%, ne sait pas 7%).



■ **Faucheurs volontaires.** L'appel à la constitution d'un réseau de «faucheurs volontaires» qui revendiquent publiquement la désobésis-

sance civile face aux dangers des champs expérimentaux d'OGM connaît un réel succès : plus de 2300 personnes ont déjà signé l'appel au 20 février 2004. Ils étaient présents pour la première fois au salon de l'agriculture, invités par la Confédération paysanne. Une journée de vigilance est organisée dans toute la France le 8 mai prochain pour «débusquer» les parcelles d'essais. On peut rejoindre le réseau pour préparer cette journée : *Construire un monde solidaire, secrétariat des faucheurs, 1, rue Droite, 12100 Millau.*



DR José Bové et François Dufour en plein fauchage.

■ **Gers : bagarre juridique.** Le maire de Mouchan, dans le Gers, avait pris un arrêté interdisant à titre préventif la culture d'OGM sur sa commune. La préfecture, sur ordre du gouvernement a attaqué l'arrêté et a gagné en première instance sous prétexte que cet arrêté constituait «une entrave à la liberté de commerce et de l'industrie». La mairie a fait appel et a pris Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement comme avocate. Cette dernière a retourné l'argument de la préfecture en faisant remarquer qu'une pollution par les OGM des champs des agriculteurs bio de la commune provoquerait pour eux une impossibilité de commercialiser et donc qu'accepter des OGM était aussi «une entrave à la liberté de commerce et de l'industrie». Le 18 février dernier, la bataille a tourné court quand la cour administrative d'appel de Bordeaux a annulé la procédure de la préfecture pour manque d'une pièce dans le dossier. L'Etat se voit condamné sur la forme à verser 1300 € d'indemnités à la commune, laquelle peut pour le moment maintenir son interdiction

de cultiver des OGM. La préfecture annonce son intention d'entamer une nouvelle procédure. (*Sud-Ouest, 19 février 2004*)

■ **Isère : procès des trois de Saint-Georges.** Un champ a été fauché en juin 1997 par trois cents personnes. Trois seulement ont été inculpées. Le procès de trois faucheurs de l'Isère est prévu le 23 avril au tribunal de Vienne. Rendez-vous à partir de 8 h devant le tribunal. Des marches convergentes sont prévues pour ce jour-là. On peut soutenir en prenant contact avec le *Comité de soutien des trois de Saint-Georges, Confédération paysanne, marché d'intérêt national, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble cedex 2.*

Victimes de thérapeutes

L'AVAP est une association d'aide aux victimes de thérapeutes créant une dépendance ou un asservissement (par une doctrine) ou portant atteinte aux principes de déontologie. Si vous avez été victime d'un abus de confiance de la part d'un thérapeute, faites-nous part de vos témoignages. L'association aide à constituer un dossier et à regrouper les personnes victimes d'un même thérapeute pour éventuellement une action en justice. *AVAP, maison des associations, Le Ligourès, place Romée-de-Villeneuve, 13090 Aix-en-Provence, tél : 06 67 24 71 51.*

Tabac : recul sensible

Entre 1999 et 2004, la France a perdu près de deux millions de fumeurs, faisant passer la proportion des fumeurs dans la population de près de 50% à guère plus de 30%. Sur ces 30%, une enquête du ministère montre que la moitié souhaite arrêter de fumer mais dit ne pas y arriver, ce que confirment les statistiques sur les personnes qui suivent un traitement pour le sevrage, en hausse de 44% entre 2002 et 2003. Les hausses de prix et une meilleure conscience des risques pour la santé sont les deux arguments principaux mis en avant par ceux qui ont arrêté ou qui le souhaitent.

Tabac : restaurateurs, respectez la loi !



De nombreux restaurants refusent d'avoir deux salles distinctes pour les fumeurs et les non-fumeurs et lorsqu'il n'y a qu'une salle, elle est le plus souvent fumeur, ce qui est contraire à la loi. L'argument des restaurateurs est qu'interdire le tabac leur ferait perdre de la clientèle. Les chiffres ci-dessus montrent que 70% des gens ne fument pas et 15% de plus souhaitent qu'on les aide à ne plus fumer. Avoir des salles non-fumeurs, c'est donc répondre aux envies de 85% des gens. Alors respectez la loi !

Santé

SAVOIE

Plantes comestibles, plantes médicinales

L'association *La Calenduline* propose des stages sur les thèmes suivants : plantes sauvages comestibles (17 et 18 avril, 1er et 2 mai, 23 mai, 9 au 11 juillet), plantes médicinales (16 au 18 juillet), cuisine et alimentation saine (28 et 29 août). Elle propose aussi des sorties botaniques le 18 avril et le 6 juin. *Calenduline, Annie Dijoud-Richel, Bande, 73360 Saint-Pierre-de-Genebroz, tél : 04 79 36 54 98.*

FINISTÈRE Connaissances des plantes de santé

L'association *Cap Santé* propose différentes activités liées à la connaissance des plantes de santé. Journées de formation : renforcer ses défenses immunitaires (2 et 3 avril), le thé (14, 15 ou 17 mai), la relaxation par le mouvement (11 ou 19 juin). Ateliers plantes : le renouveau du jardin (17 ou 19 avril), cuisine des herbes sauvages (26 ou 28 avril), prendre soin de ses yeux (29 mai), fabriquer une crème de beauté (26 ou 28 juin)... Journée portes ouvertes le dimanche 20 juin. *Cap Santé, L'Île, 29410 Plounéour-Menez, tél : 02 98 78 01 33.*

Quand la climatisation devient mortelle



Après la canicule de l'été 2003, on peut être sûr que les marchands de climatiseurs ont déjà prévu de vastes campagnes de publicité pour cet été ! Outre le fait que climatiser à l'intérieur réchauffe à l'extérieur en un cercle vicieux parfait, il faut aussi rappeler que le développement de la climatisation se fait avec ses conséquences pour la santé : les épidémies de légionellose se développent en parallèle. Alors que l'on ne comptait qu'une cinquantaine de cas en 1992, il y en a eu 610 (dont 92 mortels) en 2000 et plus de 2000 en 2003. Tous les cas de cette maladie sont liés à des climatisations collectives.

La dévaleur d'Illich

La dévaleur en discréditant les modes de vie et de production existants pousse à une plus grande dépendance vis-à-vis du système. C'est un outil contre l'autonomie des individus.

En 1994, dans le livre d'Ivan Illich, «Dans le miroir du passé» (1), un chapitre est consacré à la «disvaleur» ou «dévaleur» à partir d'une conférence prononcée le 9 novembre 1986 lors de la première réunion publique de la société japonaise pour l'étude de l'entropie, à l'Université Keyo de Tokyo. Un autre texte du livre intitulé «Des choix hors économie : pour une histoire du déchet», écrit deux années plus tard, revient sur le concept de disvaleur.

Avant de définir ce terme, il faut rappeler au préalable la définition de deux autres concepts fondamentaux d'Illich, celui d'*activités vernaculaires* et celui de *biens vernaculaires*. Pour Illich, les activités vernaculaires sont des «activités auxquelles se livrent les gens lorsqu'ils ne sont pas motivés par des considérations d'échanges, un mot qui qualifierait les activités hors-marché pour lesquelles les gens font et fabriquent ce qui leur est nécessaire» (2). Les biens vernaculaires sont «ce qui était fabriqué ou élevé dans l'espace domestique ou tiré des communaux (...) ne provenant pas du marché et [n'y étant] pas non plus destiné» (3). Les communaux étant «ces parties de l'environnement qui n'appartenaient pas aux villageois mais sur lesquels ils avaient un droit d'utilisation reconnu, non pour produire des biens marchands, mais pour assurer la subsistance de leur famille» (4).

Ceci étant défini, le concept de disvaleur est «un terme qui traduit la mise en friche des communs et des cultures avec ce résultat que le travail traditionnel est dépouillé de sa capacité d'engendrer la subsistance» (5).

C'est Polanyi dans son ouvrage fondamental «La grande transformation» (6) qui a, rappelle Illich, introduit la distinction entre économie de subsistance et économie monétarisée. Lorsque l'on passe de l'une à l'autre, progressivement, au cours de l'histoire, les activités vernaculaires sont éliminées au profit du travail industriel. La valeur d'usage qu'elles créaient est remplacée par la valeur économique d'échange sur le marché. Les biens vernaculaires sont transformés en valeur économique qui est, selon Illich «une mesure qui convient à l'idéologie abstraite de la science» alors que «le bien fait partie d'une 'idéologie' locale liée à un mélange d'éléments inhérents à un lieu spécifique» (p.94).

**«étant désormais englués dans l'économique (pour ne pas dire anesthésiés), les gens sont devenus aveugles et indifférents à la perte induite par la disvaleur»
Ivan Illich**

A la disparition de l'économie de subsistance est liée celle de la production autonome et, comme le relève François Partant «l'extension du champ interne du capital est aujourd'hui terminée dans les pays industrialisés : la production autonome a disparu. Toutes les activités productives qui pouvaient devenir marchandes le sont devenues» (7). En somme, la disvaleur pose la question de la perte d'autonomie et de la dépendance à l'égard des techniques, des professionnels et des institutions.

Illich donne deux exemples de perte d'autonomie, parmi d'autres. D'abord celui des bidonvilles des mégapoles du Sud où les habitants pouvaient améliorer leurs conditions d'existence en autoconstruisant des maisons légères en matériaux traditionnels voire en parpaings avec des techniques simples rapidement appropriables. Ceci est désormais interdit par les règlements d'urbanisme qui imposent



Bidonville normalisé à Lima (Pérou).

de construire selon les normes industrielles utilisées pour les administrations, les écoles, les hôpitaux, les palais de gouvernement.

Perte d'autonomie de ces citadins d'origine rurale à comparer à la grande autonomie de leurs parents. Je ne connais rien des activités vernaculaires dans les pays du Sud, mais laissez-moi vous narrer celles des paysans de montagne de la Savoie. Malgré le froid et les terres en pente, l'autonomie alimentaire était assurée par la polyculture céréalière et fourragère, même à 1100 m d'altitude : blé et seigle pour le pain, lin et noix pour l'huile, orge et avoine pour les vaches et la jument, pommes et poires pour le cidre et la niaule chanvre (cannabis sativa !) pour la confection des chemises, les cordes et les draps, osier sauvage des nants (ruisseaux) pour les paniers, beurre, crème et tomme pour les réserves protéiques, jardins potagers évidemment : on n'achetait que quelques produits comme le sel et le sucre. Le paysan jusqu'au début du 20e siècle construisait sa ferme avec des pierres empilées surmontées d'une charpente autoconstruite avec le bois qu'il allait lui-même choisir et couper à la lune de décembre et qu'il débitait avec une scie actionnée à l'hydraulique (la moyenne

(1) Recueil de conférences et de discours d'Ivan Illich prononcés entre 1978 et 1990, éd. Descartes et Cie, 1994.

(2) «Le miroir du passé», p.148.

(3) «Le miroir du passé», p. 119.

(4) «Le miroir du passé», p. 57.

(5) «Le miroir du passé», p. 88.

(6) Karl Polanyi, «La Grande transformation», éd. Gallimard, 1983, réédition 2000.

(7) François Partant, «La fin du développement», éd. Babel/Actes Sud, 1982, réédition 1997, p. 136.



tension électrique n'étant arrivée dans les villages qu'à la fin des années 50). Tout cela est désormais disparu.

Un autre exemple donné par Illich concerne le réseau routier et autoroutier à l'intérieur des grandes agglomérations qui dresse des barrières infranchissables par les piétons ou les cyclistes qui veulent passer simplement d'un quartier à l'autre. On n'a plus alors la possibilité de se déplacer avec ses pieds, il faut être nécessairement transporté en achetant un moyen motorisé, bus ou voiture individuelle. On a perdu la valeur d'usage représentée par ses pieds. Les pieds sont devenus obsolètes. Et Illich insiste sur la dimension culturelle de la perte d'autonomie résultant de la disvaleur. Il dit en plus que la disparition des activités vernaculaires n'est pas la conséquence du «développement» mais qu'au contraire, c'est la dévastation préalable de la culture traditionnelle qui a permis le développement et la marchandisation de toutes les activités humaines :

«... la productivité économique du travail repose sur la dévalorisation préalable des activités traditionnelles au sein d'une culture. Le déchet et la dégradation sont habituellement considérés comme des effets secondaires de la production de valeur. C'est précisément l'idée inverse que j'avance. Je soutiens que la valeur économique ne s'accumule qu'en raison de la dévastation préalable de la culture — qui peut être considérée comme une création de disvaleur» (8).

En d'autres termes, la dévalorisation des pratiques vernaculaires est facilitée par la tenue d'un discours dépréciatif de

la part des chantes du 'progrès', discours qui présente ces pratiques comme passées, archaïques, contre l'évolution. Par exemple, celui qui ne possède pas de voiture n'a plus seulement la possibilité de se déplacer librement dans certains quartiers, mais encore, ne s'intégrant pas dans la modernité ambiante qui veut que chaque personne en âge de conduire possède une voiture, il est déprécié comme peut l'être un déchet : «on en vient à regarder la tradition comme une expression historique du déchet, dont il faut se défaire en même temps que les immondices du passé» (9).

Finalement, il résulte que ce discours dépréciatif entraîne pour les gens la croyance qu'ils ne peuvent plus se débrouiller seuls, qu'ils ne peuvent plus se passer des institutions scolaires pour apprendre, sanitaires pour être en bonne santé, urbanistiques pour se loger et se déplacer :

«Là, les gens ne peuvent plus se soustraire à l'emploi de moyens de transport. Mais plus encore, l'idée s'installe que, comparé à un monde inaccessible à pied, ce nouvel environnement est un plus grand bien. Indirectement, c'est un bien d'un genre inférieur qui échoit à un monde où l'on va à pied. Il en résulte qu'une disponibilité moindre de moyens de transport est considérée comme une perte». Dès lors, «étant désormais englués dans l'économique (pour ne pas dire anesthésiés), les gens sont devenus aveugles et indifférents à la perte induite par la disvaleur» (10).

Le sens du concept de disvaleur est résumé ainsi par Robert (11) : «Pour que tourne la machine de production moderne, ne faut-il pas rendre les personnes dépendantes des biens et services offerts ? Il paraissait évident à l'historien Illich que, pour garantir cette dépendance des usagers, il est indispensable de *disqualifier* leurs capacités innées, de *dévaluer* leurs modes de vie historique et de *corrompre* leur langage en inversant le sens traditionnel des mots. La production en masse des marchandises, de services et d'images exige la flétrissure préalable du sens traditionnel des mots». Et il ajoute «la *dévalleur* (disvaleur) est aussi indissociable de la *production* économique que votre ombre l'est de votre personne».

Retrouver les bénédictions

Pour compenser la perte d'autonomie, due à la disvaleur, Illich plaide pour le redécouverte de qu'il appelle les bénédictions.



«C'est à dessein que j'emploie le terme de bénédictions et de bienfaits à propos de ce que nous redécouvrons : aller à pied ou à bicyclette au lieu d'être transporté ; habiter un espace que nous engendrons nous-mêmes au lieu de réclamer un logement ; faire pousser des tomates sur le balcon ou se retrouver dans des bars qui bannissent la radio et la télévision, ou souffrir sans thérapie et préférer l'action intransitive de mourir au trépas sous contrôle médical... J'essaie de recouvrer les idées de bénédictions et de bienfaits pour parler de la redécouverte de joies, mais aussi de tristesses que j'ai observées dans les pays riches comme dans les pays pauvres en un temps où s'effondre l'espérance d'obtenir des sécurités et des satisfactions marchandes» (12).

La perte d'autonomie induite par la disvaleur conduit à terme à la misère des usagers asservis à la production industrielle, désormais sans croissance. Cérézuelle distingue ainsi pauvreté et misère : «Le pauvre est celui qui n'a pas de richesses, celui qui ne possède rien alors que le miséreux, c'est celui qui est, en outre, dépourvu de la capacité, non seulement matérielle, mais aussi relationnelle, culturelle et pratique, d'organiser sa vie dans des conditions difficiles et de faire face à l'amenuisement des ressources» (13). Et il souligne l'importance de l'autoproduction et de l'économie non-monnaire, ce que Vershave appelle «l'économie du rez-dechaussée» (14) pour faire face à la misère alors que — permettez-moi de rappeler cette dure réalité — «s'effondre l'espérance d'obtenir des sécurités et des satisfactions marchandes».

Jean-Michel Corajoud ■

Cercle des lecteurs d'Ivan Illich.

(8) «Le miroir du passé», p. 89.

(9) «Le miroir du passé», p. 94.

(10) «Le miroir du passé», p. 52-53.

(11) Jean Robert, in «The development dictionary : a guide to knowledge as power», sous la direction de Wolfgang Sachs, 1992, édition française à paraître sous le titre «Le dictionnaire des mots toxiques» aux éditions Parangon.

(12) «Le miroir du passé», p. 39-40.

(13) Daniel Cérézuelle, «Pour un autre développement social», éd. Desclée de Brouwer, 1997, p.53.

(14) François-Xavier Vershave «Libres leçons de Braudel», éd. Syros, 1994.



Annonces

Entraide

■ **Paris.** Des militants antinucléaires proches du Réseau Sortir du nucléaire commenceront un jeûne à durée illimitée le 21 juin prochain pour demander au gouvernement de respecter l'opinion publique très majoritairement opposée à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire (voir annonce dans le numéro de *S!lence* de mars). Pour cette action, ils cherchent, le plus au centre de Paris possible, un appartement libre du 1er juin au 15 août qui soit calme et suffisamment grand (au moins cinq pièces). L'appartement doit être accessible depuis la rue sans escalier (donc soit au rez-de-chaussée, soit avec un ascenseur), si possible avec un balcon ensoleillé (mieux une terrasse ou un accès dans un jardin en cœur d'îlot). Indemnités possibles à débattre. Contacter francois.rouable4@libertysurf.fr.

■ **Bonjour,** je suis Adèle, animatrice de chantiers internationaux de jeunes, j'ai 20 ans, et je recherche un ou plusieurs lieux dans l'esprit *S!lence* où je pourrais donner un coup de main, apprendre plein de choses intéressantes et partager mon expérience, comme le logement et la nourriture. Je suis particulièrement intéressée par l'agriculture bio, les jardins de Cocagne, le maraîchage, la construction en matériaux sains. J'ai de l'expérience en maçonnerie traditionnelle, soins aux animaux, accueil de familles en chambres d'hôtes (accueil paysan), je sais fabriquer le pain bio et le cuire dans un four à bois. Échangeons nos expériences ! Je suis disponible tout de suite, en France et pourquoi pas à l'étranger ! **Adèle François, Les Cousins de la Creuse, Le Dognon 22, 23300 Saint-Maurice-la-Souterraine, tél : 05 55 63 79 64.**

■ Des richesses que la nature offre, certaines sont évidentes, palpables. D'autres, parfois, demandent d'être recherchées. L'eau de la terre, la source, font partie de ces richesses-là... Y aurait-il parmi les lecteurs de *S!lence* un sourcier qui voudrait passer un moment en Cévennes et nous aider à comprendre, localiser la source que nous pressentons, sentons, sur le terrain où nous voulons vivre le plus simplement possible ? Hébergement à la maison et nourriture végétarienne avec légumes du jardin, pour une durée à définir, sont proposés évidemment de bon cœur. **Marie Haag et Eric Baret, Les Vanels, 48400 Vebron, tél : 04 66 44 06 77.**

■ Couple avec deux enfants, nous sommes installés en Creuse depuis trois ans et nous souhaitons développer en association la culture et la vente de légumes rustiques biologiques. Nous recherchons un ou une bénévoles en échange du gîte et du couvert durant la période estivale (de juin à septembre). Cela peut être pour vous l'occasion de vous initier au maraîchage ou tout simplement un lieu d'accueil pour vos vacances (possibilité d'un aménagement de planning à définir). Voiture conseillée. **Tél : 05 55 62 44 87.**

■ Effectue traductions orales et écrites anglais, espagnol dans domaines spécifiques : science, médecine, littérature. Prix sympas. **Claudine Berthem y c/o Cabiria, 2, rue Désirée, 69001 Lyon, tél : 04 78 84 41 32.**

■ **Pays sage.** Vous voulez aider les autres à mieux vivre — ou à être moins malheureux ? Et au passage, apprendre à vivre un peu mieux ? Organisez un (f)estival *Pays sage*. J'ai l'idée mais pas les moyens. Vous les avez ou pouvez les avoir ? Écrivez-moi : pays.sage@laposte.net, je vous donnerai mes idées et mon soutien technique. Je cherche aussi pour ce projet un-e informaticien-ne (site internet), un-e documentaliste (pour l'alimenter), un-e graphiste (logo et charte graphique) bénévoles. A bientôt pour donner vie sage en pays sage.

■ Après avoir lu *S!lence*, et des livres comme *Le mythe du développement, objectif décroissance, la faim, pourquoi ou la fragilité de la puissance*, nous aimerions rencontrer des personnes qui partagent ces idées et ces démarches. N'ayant pas de voiture et me déplaçant à vélo et en train, nous préférierions que ce ne soit pas trop loin. Nous habitons dans le Var. **Jean-Pierre et Monique, tél : 06 74 59 08 18.**

■ **Vosges.** Propose une initiation théorique et pratique à l'apiculture. Je suis dans une nature exceptionnelle, propice au ressourcement, au contact de la faune et de la flore, des forêts, prairies et lacs. Ma maison se trouve dans un hameau au cœur d'une vaste forêt. Hébergement possible sur place ou chez des amis (gîte). **A. Schwartz, 10, rue du Lion's-Club, La Frison, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 02 59.**

■ Couple, esprit alternatives, cherche homme tous travaux pour aider compagnon dans rénovation structure hébergement, site isolé en Drôme. Gîte et couvert possible. **Tél : 04 75 27 34 20.**

Vivre ensemble

■ Cherchons parents sérieux pour création sur 28 ha, en centre-Bretagne, lieu de partage et de découverte pour enfants hygiénistes, esprit Krisnamurti. **Tél : 02 96 36 50 26 ou passage2@free.fr.**

■ Je souhaite me réorienter vers la sauvegarde de l'environnement et/ou de la faune sauvage et je cherche un travail comme « apprentie » dans ces domaines ou dans celui de l'agriculture biologique, avec des gens qui seraient des partisans convaincus de la non-violence. Aucune expérience, mais une terrible soif d'apprendre, peu importe où sur la planète ! **Mary Franco, 22, rue Cadet, 57600 Forbach, tél : 03 87 84 03 36, marysienka-skwirut@hotmail.com.**

■ D'ouverture internationale (quadrilingues : F, néerl., Ang, All.), nous souhaitons nous intégrer dans un éco-site/rejoindre un projet déjà en cours de réalisation, situé au sud de la Loire, dans un esprit de simplicité, solidarité/troc et respect quotidien de l'écologie et des convictions de chacun(e).

Daniel d'esprit pragmatique et créatif, je souhaite vivement m'impliquer dans la construction, l'aménagement, le bricolage et autres travaux. Je cherche un bon équilibre en vivant dans la nature tout en réalisant un projet harmonieux en groupe. J'ai une bonne expérience dans l'organisation d'événements, de salons, etc. Je suis passionné par la sculpture que j'exerce pour le moment dans mes moments libres. J'aime la convivialité, l'humour, chanter et la créativité artistique dans

Naturavignon

PRINTEMPS BIO

THEME : « ENVIRONNEMENT ET SANTÉ »



8 & 9
Mai 2004
AVIGNON

Domaine de la Sourine
Route de Bel Air
84140 Montlavet - Avignon

TARIF RÉDUIT 3 €
sur présentation de ce document
ENTRÉE GRATUITE:
- 18 ans, étudiants, chômeurs, 45 ans.

8ème Fête Ecobiologique

- Grand marché biologique et artisanal (10h à 20h, nocturne le samedi jusqu'à 22h)
- Expositions et démonstrations ● Grand parking gratuit ● 20 conférences Gd public
- 20 ateliers adultes ● 20 ateliers jeunes encadrés d'un grand jeu concours (10-25 ans)
- Espace détente et restauration en musique ● Jardin d'enfants
- «CLOWNERIES» avec la Compagnie du BOUFFON de TOULOUSE
- SAMEDI 8 MAI 2004 à 20h 30 : FORUM ENVIRONNEMENT ET SANTÉ
- à 22h 00 : SOIREE DANSANTE avec Marc Antoine STAFFHOFFER, Laurent FROLOUX

Plan d'accès détaillé sur le site : <http://www.ecoecologie.com> chez Pascal F. A.V.E.N.I.R.
Organisation : A.V.E.N.I.R. Association Vascoisienne d'Education aux Energies Non-polluantes, Indépendantes et Renouvelables. BP. 81-8410 MONTLAVET Cedex 3 - Programme complet cette ecobiologie à votre adresse à 2 911.

différents domaines. **Ameline** d'énergie joyeuse et créative, je propose de créer et de transmettre autour de la peinture sur soie et les chants/sous tout en partageant d'autres savoir-faire et être (énergétique chinoise, massage, yoga...). J'offre de participer dans l'agriculture biologique, diététique, la cuisine, contacts enfants, actes écologiques et équitables, auto-construction et ce qui émergera de notre projet de groupe. **Nous** avons rencontré pendant un an un groupe de rencontres mensuelles dans l'esprit écovillage (atelier de créativité, communication en groupe, visite de lieux) tout en participant activement à un éco-projet. Nous avons aussi séjourné sur des éco-sites comme Paulianne, La Maison d'Ici et d'ailleurs, Damanhur et Torri Superiore. Au plaisir de vous rencontrer. **Daniel et Ameline Kundt-Deheneffe, tél : 01 60 17 22 58.**

Rencontres

■ Lecteur à la campagne de *S!lence*, mon lien indispensable pour connaître toutes les évolutions de notre environnement autrement que par la « transparence » de nos politiques, je serais heureux de faire connaissance avec d'autres abonnés de Poitou-Charentes pour échanger nos points de vue, nos opinions, nos problèmes d'environnement locaux... Par ailleurs, j'aimerais entrer en contact avec des amis des animaux possédant ou ayant possédé un husky sibérien et connaître leurs souvenirs. Merci. **Roger Vignaud, Le Cluzeau-de-Nieuil, 16270 Nieuil-sur-Charente, tél : 05 45 29 03 45.**

■ **Réf 309.01.** Artisan, 59 ans, bientôt en préretraite, grand, mince, de la sympa, sportif, voyageur, très près de la nature, possédant terrain sauvage (un hectare) avec ruines dans l'Hérault, cherche amie mince, écolo. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Emplois

■ L'association « Mille et une langues » et « Espéranto-France » recherche un chargé de promotion du Kotopo, espace culturel international situé à Lyon. Emploi-jeune d'un an, renouvelable une fois : promotion des activités du lieu, gestion du fichier adhérents, suivi des contacts avec la presse, secrétariat, accueil et information sur place. 35 h par semaine, horaires à définir, salaire SMIC. Avoir des compétences en informatique, connaître les bases de l'espéranto ou être prêt à l'apprendre. *Mille et une langues, le Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*

■ La ferme de la Batailleuse est une exploitation agricole gérée par une association d'éducation populaire, les CLAJ. Elle comprend un troupeau de 25 vaches laitières montbéliardes, 45 chèvres (avec fabrication de fromages de chèvre), des poules, des lapins, des jardins. En même temps, l'association gère un centre d'accueil de 50 places qui reçoit toute l'année des groupes d'enfants, des handicapés et leur famille et leur propose une petite participation aux travaux de la ferme pour leur faire découvrir les animaux et la vie du paysan. Tout cet ensemble est géré par une équipe d'une dizaine de personnes, à la fois militantes et salariées de l'association. Parmi elles, Mathieu, qui s'occupe des vaches, va nous quitter. Nous cherchons donc quelqu'un attiré par ce genre de travail où se combinent le travail manuel de paysan, la vie en équipe et l'attention aux enfants. Un travail intéressant et varié, mais où on ne compte pas ses heures. **CLAJ, 16, rue de la Fontaine, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 84.**

■ **Job d'été en Provence !** Devenez animateur de chantiers de bénévoles de l'association « Alpes de Lumière ».

Un stage de formation à Forcalquier aura lieu du 19 au 22 avril 2004 pour préparer cela. Ce stage est un tremplin indispensable pour ceux qui souhaitent l'été postuler au job d'animateur pédagogique. Chaque été l'association Alpes de Lumière organise une quinzaine de chantiers de bénévoles en Provence-Alpes-Côte d'Azur et recrute à cette occasion des animateurs pédagogiques qui travaillent en binôme avec un professionnel du patrimoine, chargé du bon déroulement technique. Le stage de formation permet de comprendre ce qu'est un chantier, son fonctionnement, ses objectifs et de recevoir une introduction à la notion de patrimoine et à son animation. Les chantiers se déroulent tous en Provence, ce qui permet à la fois de travailler et de découvrir une région riche en événements durant l'été. L'objectif du chantier est de permettre aux participants d'effectuer un séjour de découverte culturelle, de rencontrer des jeunes originaires de différents pays en œuvrant activement à des travaux de sauvegarde du patrimoine local et de participer à un projet collectif dans un souci de partage et de solidarité. Le stage prépare aux fonctions d'animateurs de groupe, sachant que la mission consiste à encadrer une équipe de bénévoles âgés de plus de 18 ans, composée de 12 à 15 personnes pour une durée de trois semaines à un mois. Les frais de participation au stage sont de 50 € (comprenant la formation, l'hébergement et la nourriture). Ils ne comprennent pas le transport jusqu'au lieu de stage, situé à Forcalquier (04). Merci d'adresser votre lettre de motivation à : *Alpes de Lumière, BP 58, 04301 Forcalquier, tél : 04 92 75 22 01.*

■ **DESS Nouvelle économie sociale.** L'Université de Toulouse Le Mirail organise pour la 5e année un DESS nouvelle économie sociale débouchant sur des métiers comme directeur d'entreprises d'insertion, responsable groupe culturel, expert en micro-financement, chargé de mission locale, création de régie de quartier, etc. Cette formation comporte vingt-cinq conférences publiques d'acteurs de terrain. Le recrutement se fait sur la base d'un projet professionnel dans le secteur d'activité. Il s'agit d'un 3e cycle universitaire, avec deux clôtures d'inscriptions : le 25 juin ou le 24 septembre. Renseignements : *Isabelle Matéi, Université Toulouse Le Mirail, département sciences économiques et gestion, 5, allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse cedex 01, tél : 05 61 50 41 79, imattei@univ-tlse2.fr.*

■ Du 4 mars au 6 mai, je suis en formation agriculture biologique (économie locale) au centre pilote européen de la ferme de Sainte-Marthe, dans le Loir-et-Cher. Je cherche un poste salarié. J'étudie toute alternative (SCOP...). Bien sûr, je cherche un logement à proximité du lieu de travail. Me contacter au 06 10 44 42 41.

Recherches

■ Nous cherchons des plans et idées pour réaliser un vélo triporteur pour transporter des enfants (2 minimum). Merci. *Marie et David, tél : 03 86 37 40 75 ou david.farine@free.fr.*

■ Cherche doc. sur les toilettes sèches. Merci. *Fleury Arsène, 4, rue Alfred-Silhol, 30160 Bessèges, tél : 06 09 25 71 01.*

■ Cherche pour compléter installation photovoltaïque, quatre modules monocristallins 24 V/110 W d'occasion, pas trop chers. Prix à débattre. Nous vivons en Corrèze, mais nous pouvons nous déplacer. *Georges, tél : 05 55 21 44 03, le soir de préférence.*

■ **Aveyron.** Couple avec deux enfants cherche maison (à acheter ou louer) ou appartement (à louer) T4 avec bout de jardin (ou plus), pas forcément attenant, région d'Espalion. *Tél : 05 65 44 47 74.*

■ En vue de culture maraîchère bio, cherche à louer corps de ferme avec un ou deux hectares de terrain ou maison avec local + terrain, même avec quelques travaux, dans les Cévennes, Gard, Lozère ou limitrophe. *Tél : 04 66 47 00 08.*

■ Je cherche des récipients, d'une contenance de 300 à 1000 litres, en métal ou plastique, pour stockage de sacs d'aliments bio pour ma boulangerie. *Laisser un message à Didier, tél : 04 74 72 49 95.*

■ **Habitat nomade.** Vous avez choisi de vivre dans un tipi ou dans une yourte ? Vous avez envie de parler de votre expérience ? J'aurais plaisir à vous rencontrer et à vous écouter. Je suis étudiant en géographie et prépare un mémoire sur l'utilisation en France des habitations à vocation nomade. Merci d'appeler *Sébastien au 05 53 47 71 69.*

■ Association Tout autour de la Terre cherche tailleurs de pierre, charpentiers, maçons (granit) et chefs de chantiers. Cherche également camionnette diesel ou essence, direction assistée, rehaussée, bon état, maximum 2500 €. Cherche enfin le livre d'Aldous Huxley *L'île. Tél : 05 55 66 65 18.*

■ Depuis quelque temps, parmi les voyageurs (en nombre croissant), plusieurs s'interrogeaient. Ne s'étaient-ils pas trompés de train ? Où allaient-ils exactement ? Et pourquoi cette accélération incessante ? Certains voyageurs de verts vêtus s'agrippaient aux manettes, actionnant en vain le signal d'alarme. Par une fenêtre brisée, malgré la faible visibilité due à la pollution, on devinait un paysage désolant, une étrange nature décolorée, dégradée. Des odeurs nauséabondes envahissaient le compartiment. Les contrôleurs se voulaient rassurants. Il était dans le train du Progrès, il allait dans le sens de l'Evolution, il n'y avait aucune crainte à avoir ! (...) Par la servitude volontaire, les wagons étaient fabriqués de divers matériaux : propriété, richesse, domination, exploitation... Ils roulaient dans la compétition, OMC, FMI, AGCS... étaient quelques-uns des rouages. (...)

Plusieurs voyageurs avaient, en silence, pris la décision de quitter, d'abandonner le train. Ils réussirent à ouvrir une portière et sautèrent en marche ! (...) Se déroule-t-il actuellement en France ou ailleurs une expérience collective légale, autorisée (tolérée) parce que reconnue d'intérêt planétaire, dont les acteurs, vivant dans un confort et une hygiène modernes, réfutant les principes d'économies contemporaines, s'épanouissent en travaillant intellectuellement et physiquement à l'étude et la mise au point de nouveaux modes de production-consommation, en surveillant, mesurant, notant scrupuleusement les impacts de leurs travaux sur l'environnement et les populations, en informant régulièrement des résultats

obtenus ? Si oui, quelles sont les références, les contacts ? Si non pourrions-nous en collaboration, envisager une telle tentative ? *piatpierre@yahoo.com.*

■ **Agronomie biologique.** Un projet d'école autonome d'agronomie biologique est en route, avec cycle de conférences, stages techniques, documentation... sur les questions de l'eau, de l'énergie, des réseaux d'échange, de distribution, de collecte de connaissances, des pratiques etc. Avec différents niveaux de formation. Pour participer à la concrétisation de ce projet, prendre contact avec *Daniel Jacquemin, 6, villa des Rochettes, 91470 Pecqueuse, e2ab@club-internet.fr.*

Logement

■ **Lyon.** Jeune couple de l'Arche de Saint-Antoine cherche un F2 ou collocation ou reprise de bail avant juillet 2004 à Lyon ou aux alentours, bien desservi par les transports en commun, loyer modéré. *Tél : 06 78 41 34 29 ou 06 22 74 10 72, anaishopage@ad.com.*

■ JH en CDI sur Messac/Guipry chez un producteur bio, cherche un logement. De préférence une maison, petite en collocation... Je peux échanger mes services... Si vous êtes intéressé, il serait bien d'en parler au 06 25 68 49 53.

Vacances

■ Yvette Naal, membre de la communauté de l'Arche de Lanza del Vasto, propose trois chambres d'hôtes tout confort, maison périgourdine, entourée d'un petit parc, bois et pâturages alentours. La Dordogne à dix minutes. Calme assuré. Lieu sûr pour les enfants. Repas du soir à 95% bio sur demande à la table familiale. Ventes de produits maison selon la saison. Train : ligne Bordeaux-Sarlat. *Yvette*

Naal, «La Bergerie», Millac, 24150 Mauzac-et-Grand-Castang, tél : 05 53 22 52 41.

■ **Savoie.** Loue à la semaine maison de campagne (six personnes) en Maurienne (Savoie), juillet-août, calme, proche de l'Italie, balade en montagne. *Tél : 04 79 71 02 62.*

■ **Maroc.** La petite ferme, à 17 km de Marrakech est une ferme bio, avec deux maisonnettes traditionnelles de terre crue, table d'hôtes à partir des produits de la ferme, produits fermiers à emporter (huile d'olive, olives, citrons confits...), randonnées et excursions, 200 € la semaine, 10 % de remise aux abonnés de Silence. Réservation au 00 212 44 48 54 60 ou *lapetitefermenm@hotmail.com.*

■ **Sud Aveyron.** Loue à la semaine, maison indépendante (6 personnes). Paix, nature, calme, belle vue sur la vallée du Tarn. *Tél : 05 61 51 07 52.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque.

Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Rouffach Alsace du 20 au 24 mai 2004 Ascension

ARRETONS FESSENHEIM AVANT!

300 exposants
40 conférences
Musiques
Animations

Informations:
Tél. 03 89 78 53 15
Fax 03 89 49 73 78



Décroissance et consommateur citoyen

Retour en arrière sur le n°304 de *Silence* (décembre 2003) où j'ai eu le plaisir de retrouver, sur cinq pages, l'intégralité du texte de l'intervention lue par François Brune au colloque sur la décroissance (de septembre dernier, à Lyon), plus précisément sur le thème «En finir avec l'idéologie de la consommation, pour une société de frugalité». Vu sa longueur, l'auteur l'avait débité sur un rythme rapide qui me l'avait alors fait ressentir comme un brillant exercice de style, la dissertation parfaite, un peu close sur elle-même. A la lecture, le fond apparaît solide, très structuré... c'est donc une bonne chose de le mettre, par écrit, à la disposition de tous. Sur un point cependant je pense que François Brune emporté par son élan à vouloir débusquer et pourfendre l'*homo consumens* qui sommeille en chacun de nous, a tort. C'est quand il condamne, comme s'il ne pouvait être qu'«hypocrite», l'effort que fait parfois le consommateur éveillé pour se transformer en «consomm'acteur» ou «consommateur citoyen», l'association de ces deux mots étant jugée par lui contradictoire : un «nouvel oxymore» dit-il. Et je pense que *Silence* a eu tort de lui emboîter le pas en mettant en vedette, en milieu de la page 26, précisément cette affirmation discutable.

L'hypocrisie ne serait-elle pas plutôt, en l'occurrence, du côté de celui qui voudrait ignorer sa qualité ontologique de consommateur ? Qu'on appelle un chat un chat : je vis donc je consomme... de l'air, de l'eau, des aliments, des vêtements, des matériaux et, tant soit peu (puisque je vis en pays industrialisé) de l'électricité, du pétrole... N'y aurait-il pas quelque fétichisme lexical à vouloir traiter le mot de «consommation» comme s'il n'était qu'un paquet de merde ? N'y aurait-il pas un effet boomerang d'une utilisation simpliste de la critique de l'homme unidimensionnel — et quelque angélisme — à faire comme si... nous n'étions qu'être spirituels, désincarnés, désintinctualisés, vivant parfaitement déconnectés du monde marchand qui nous environne ? Ne nous dessaisirions-nous pas bêtement nous-mêmes d'un levier d'action sur ce monde dont nous contestons l'omnimatérialisme, mais que nous habitons si nous ne reconnaissons pas que nous participons, *volens nolens*, à son économie générale ? L'essor d'un commerce moins inéquitable, l'usage volontariste du commerce de proximité (marchés, artisans, coopératives...), l'achat préférentiel des produits «bio», des trucs et machins les moins énergivores, l'évitement — et même quand ça peut s'organiser, le boycott — des marques des grands prédateurs internationaux, des OGM, des objets industriels les plus cons... tout cela est le fait du «consomm'acteur» conscientisé ou «consommateur citoyen». Pas si con que cela, après tout ! Sont-ce de vieilles lunes ?

Selon le vieil usage «user, point abuser», la sagesse écologique est dans la mesure : la consommation n'est pas un mal en soi, si elle est sobre, maîtrisée et réfléchie. Evitons l'intransigeance religieuse ! La sagesse est aussi dans la pertinence de l'analyse. Dans une toute récente conférence, à Die (Drôme), Serge Latouche remarquait que c'était le système productif plus que le citoyen lambda (ce qui n'exonère pas celui-ci de sa part de responsabilité) qui est cause de l'emballage mortel de la méga-machine économique. Peut-être, observait-il, ne mange-t-on pas plus de yaourts aujourd'hui, où notre empreinte écologique (européenne) exigerait deux ou trois planètes, que dans les années soixante, où notre empreinte était encore supportable par notre unique Terre. Où est la différence ? C'est que le yaourt, hier produit localement, nécessite aujourd'hui 8000 km de transports pour arriver dans ma cuisine, cherchez l'erreur !

Jacques Bonnet ■
Drôme

Décroissance de l'humanisme

S'il est un mot à la mode de nos jours, qui parerait de toutes les vertus les personnes ou les activités qui s'en réclament, c'est bien l'humanisme, employé à toutes les sauces, même et surtout dans les milieux un tant soi peu alternatifs.

Du forum social mondial («L'Être humain est la mesure de toute chose») à la Nef («pour une économie plus humaine»), en passant par notre agro-écologiste le plus célèbre («nous n'avons pas su construire le monde avec humanisme»), chacun y va de sa petite phrase lyrique pour



Décroissance des sommets

(...) Les questions de fond que pose Hélène Lardon touchent à la pertinence et à l'efficacité de nos actions. Je pense que l'objectif du Larzac était de provoquer un impact médiatique, sinon dix rassemblements de dix mille personnes auraient pu être plus productifs et plus conviviaux.

Je redoute cette fascination des gros effectifs, qui est totalement dans l'esprit de croissance et que je retrouve avec désolation dans le monde culturel. Comme si un artiste qui passe devant 1500 personnes faisait forcément quelque chose de mieux qu'un autre, qui, comme moi, tient, par recherche d'intimité, à ne pas dépasser 300 personnes. Craignons aussi la facilité de nous réunir frileusement avec des gens qui pensent comme nous alors que le reste de la population, pendant ce temps-là, nous externalise peut-être. A Malville, j'avais très mal vécu que les gens du pays nous regardent passer, assis sur le bord de leur champ, comme si nous étions des bêtes curieuses, un cirque, ou la caravane du Tour, alors que nous étions là d'abord pour eux. (...)

Il nous faudra bien, pour induire un changement, aller aussi vers les proches de tous les jours qui ne pensent pas comme nous, car nous partageons la même planète, de gré ou de force, et nous non plus ne pourrions pas les externaliser.

Jean Monestier ■

appeler de ses vœux (et par ses actions, admirables par ailleurs) un monde encore plus humaniste.

(...) Or si l'humanité et la planète qui l'héberge souffrent d'une maladie grave, c'est bien d'un excès d'humanisme. La vision égoïste qu'ont les humains d'eux-mêmes, comme unique élément de mesure, seuls centres d'intérêt, seuls bénéficiaires d'un patrimoine naturel commun, au détriment des autres formes de vie, de la nature, de la biosphère, de la planète, cette vision est à la source d'une grande partie des prédateurs depuis des millénaires, de toutes les pollutions, de l'exploitation des ressources et des autres espèces, du sacro-saint développement économique-financier, des atteintes contemporaines à l'intégrité de la Terre. Il est évident que lorsque l'argent ou le profit priment sur tout le reste, c'est toujours en faveur des humains, en tout cas de certains humains (la prédation s'opérant aussi au sein de notre espèce).

Toute conscience écologique cohérente remplace l'humano-centrisme (ou humanisme anthropocentriste) qui a fait la preuve de son incapacité chronique à faire co-exister harmonieusement l'humanité sur cette planète, par le *biocentrisme* pour lequel la priorité est le respect, la préservation et la co-création de toute vie. Cette attitude de respect est prônée dans le manifeste pour l'insurrection des consciences (campagne des présidentielles 2002) ou dans la charte de l'Europe des consciences, mais appliquée dans les faits, puisque l'élevage est toujours présent («L'animal n'est pas un objet» mais il est élevé, tué et mangé). (...) Ces consciences-là semblent s'arrêter avec la fourchette et le couteau, car la véritable motivation, plus ou moins inconsciente, pour sacrifier sans nécessité des dizaines de milliards d'êtres vivants par an pour l'alimentation humaine est bien de nous rassurer sur la supériorité de notre espèce. (...) Comment adhérer alors à une association œuvrant dans le domaine écologique, dont le nom laisse déjà présager du pire, comme Terre et Humanisme ou encore Nature et Progrès ? (les mots choisis ont pourtant dû être longuement pensés et réfléchis !)

Dans notre démarche d'insurrection de conscience, de recherche de cohérence, de décroissance de notre empreinte écologique, de diminution maximale de notre prédation et de création de réseaux de convivialité et de solidarité, un des comportements les plus simples mais aux répercussions si fondamentales, en préalable à toute notre action et compatible avec toute alternative dans d'autres domaines, consiste à réfuter tout ce qui génère de la souffrance animale, puis à pratiquer un mode de vie libre de toute domination spéciste, bref à mettre en action... la décroissance de l'humanisme.



Indépendance de la Nef

L'indépendance de la NEF est-elle en danger depuis le rapprochement du Crédit coopératif avec les Banques populaires ? (critiquées pour la présence de leur filiale NATEXIS dans les « paradis fiscaux », voir article dans *Silence* n°301).

En réalité, l'association réalisée entre le Crédit coopératif et les Banques populaires n'est pas une fusion ; Le Crédit coopératif est une des sociétés mères et l'un des affiliés de la Banque fédérale des Banques populaires. A l'instar des autres Banques populaires, elle garde pleinement son identité et donc sa vocation dans l'économie sociale. De fait, elle est membre d'un ensemble coopératif composé d'organismes différents mais associés et non d'un groupe classique hiérarchisé. Ses instances ont fait ce choix non en raison d'une exigence financière, mais dans une stratégie de sécurité pour ses spécificités dans un secteur bancaire en pleine évolution. Ainsi, elle peut, par exemple, bénéficier d'un classement avantageux dans l'estimation du taux de risque appliqué à ses emprunts sur le marché obligataire et donc de ne pas être pénalisée par rapport aux autres banques sur le marché. On ne peut pas dire que la NEF soit sous tutelle du Crédit coopératif, avec toute la connotation négative que cela comprend. La réalité est que la Nef est sous tutelle de la Banque de France, comme tout autre établissement bancaire. Cette tutelle s'exerce effectivement à travers le Crédit coopératif, mais la suppression du lien avec le Crédit coopératif ne supprimerait pas l'existence de cette tutelle.

De plus, la NEF est à la fois partenaire et sociétaire du Crédit coopératif, ce qui lui permet de développer des produits et services pour ses sociétaires qu'elle ne pourrait offrir seule. De ce partenariat découlent certains engagements comme par exemple le fait qu'un membre du Crédit coopératif siège au sein du conseil de surveillance de la NEF. On peut constater à la pratique, que la NEF bénéficie d'une grande autonomie d'action dans ce partenariat. Cette autonomie tient essentiellement à son équilibre financier au sein de ses alliances et c'est à cet équilibre que veillent ses instances.

Serait-il préférable que la NEF se rapproche de Triodos ?

La banque Triodos a en commun avec la NEF que ses fondateurs se sont inspirés des théories de Rudolf Steiner (créateur du courant de pensée appelé anthroposophie). Sa clientèle et ses modes d'intervention sont néanmoins très éloignés de ceux de la NEF. En particulier, l'objectif de rentabilité du capital social y est tenu pour essentiel. Triodos n'intervient quasiment pas dans les questions de réinsertion et fait des prêts d'un montant moyen beaucoup plus important que ceux de la NEF.

Sur le plan juridique, le pouvoir est concentré dans les mains de directeurs qui informent la base (leurs clients) sur leurs activités. Ces derniers n'ont pas de pouvoir, ni de droit de vote.

Dans le cas d'un rapprochement de la NEF avec Triodos, les choix et certaines pratiques qui sont essentielles à la NEF ne seraient-elles pas remises en cause ? La question se pose de savoir si l'autonomie de la NEF, c'est-à-dire sa capacité à exercer ses objectifs serait plus grande dans le cas d'une fusion avec Triodos plutôt que dans le maintien du partenariat actuel avec le Crédit coopératif.

Il faut également savoir que la Nef travaille activement avec différents partenaires au sein de FEBEA (Fédération européenne des banques éthiques et alternatives dont elle est membre fondatrice et à laquelle la banque Triodos n'a pas souhaité adhérer), sur des outils communs dans l'objectif de collaborations futures.

La NEF une banque indépendante ?

La NEF a affirmé depuis le début son intention de construire « la future banque du développement durable et des solidarités ». Cette intention persiste, mais doit prendre la forme qui lui permet d'exister dans les cadres réglementaires et techniques imposés par la Banque de France. Aujourd'hui, nous sommes dans un contexte qui n'autorise le fonctionnement d'aucune petite banque si elle n'est pas adossée à un grand groupe. Ainsi, si la NEF accède au statut de banque, elle ne remettra pas nécessairement en cause son partenariat avec le Crédit coopératif.

Autonomie ne veut pas dire indépendance ou isolement, mais capacité à affirmer son identité et agir selon ses objectifs. Il y a toujours un environnement fait de relations, d'alliances, de partenariats, de réseaux, de coopération qui permettent justement de préserver quelques espaces de liberté dans la jungle financière mondialisée.

Dans cet esprit, il importera d'approfondir la question suivante : est-ce que la direction annoncée de devenir une banque indépendante servira mieux les objectifs de la NEF que le fonctionnement actuel dans le cadre d'un partenariat avec le Crédit coopératif ?

On peut même se poser la question de savoir si l'action des sociétaires de la NEF posant le problème de la présence de Natexis dans les paradis fiscaux n'est pas plus « dérangeante » et donc plus efficace pour faire évoluer le système social dans le cadre des partenariats actuels que si

la NEF était une institution indépendante vivant seule confite dans sa pureté formelle. L'important n'est-il pas d'en débattre ouvertement et de rester vigilant et critique ?

Vie démocratique

Le partenariat avec le Crédit coopératif peut-il être remis en cause par l'assemblée générale ?

L'article de Michel Bernard suggère que certains sociétaires, inquiets des conséquences du rapprochement du Crédit coopératif avec les Banques populaires s'interrogent sur les lieux de décision qui pourraient permettre d'influer sur la décision de « rompre avec la tutelle des banques classiques » et dénoncent le faible nombre des sociétaires présents à l'assemblée générale. Si pour les dirigeants actuels de la NEF, cette question ne se pose pas actuellement et encore moins en ces termes (voir plus haut), par contre le constat que plus le nombre de sociétaires augmente, plus la participation physique d'un grand nombre de sociétaires à l'assemblée générale devient problématique, est effectivement un réel problème soulevé depuis longtemps par les responsables de la NEF.

Les nombreux votes par procuration, et plus encore les votes par correspondance (90%), montrent que les sociétaires restent bien concernés par la vie de leur coopérative. Néanmoins, plus le nombre de sociétaires continue d'augmenter, plus la forme de participation à la vie coopérative de la NEF doit s'adapter pour répondre au mieux et au plus près de ses sociétaires. Dans ce but, des réunions de correspondants sont organisées deux fois par an et dernièrement, la décision a été prise de nommer un collaborateur chargé de développer la vie coopérative dans les régions. Pour préparer l'assemblée générale 2004, une quinzaine de réunions locales seront tenues dans les régions. On peut donc être optimiste sur le développement de la participation des sociétaires à l'échelle régionale.

Choix stratégiques et débat éthique

Si les instances de la NEF ont fait le choix de se doter d'un comité d'éthique pour pouvoir élargir leur réflexion avec des personnes engagées elles-mêmes dans d'autres réseaux et actions solidaires, les questions éthiques restent posées à chacun des membres de l'organisation. Les choix stratégiques appartiennent aux instances dirigeantes (conseil de surveillance et directoire), sous réserve de leur validation par l'assemblée générale.

La question de l'indépendance de la NEF dans son partenariat interroge toutes les instances de la NEF, qu'elles soient de type stratégique ou éthique et il est certain que le débat est ouvert sur ces sujets.

Tout en étant attaché aux aspects de son indépendance formelle, le comité d'éthique est particulièrement attentif à ce que la NEF soit autonome, c'est-à-dire qu'elle ait une identité propre et bien définie et qu'elle soit moralement responsable de son action. C'est la raison pour laquelle le comité d'éthique s'est saisi d'un travail d'étude approfondi de la charte.

De ce point de vue, le comité d'éthique considère que les conditions de partenariat dans lesquelles se trouve actuellement la NEF sont compatibles avec ce besoin vital d'autonomie.

Le comité d'éthique de la NEF ■





Décroissance vue du sud

Olivier ■
Ecosite Carapa (Gard).

Le 26 septembre dernier, j'étais à l'hôtel de ville à Kabadio, en Casamance (Sénégal) pour accueillir Pierre Rabhi. Militant intergalactique de la génération des altermondialistes, je suis aujourd'hui, pour la énième fois, à Kabadio où j'aide un groupe de

femmes à la mise en place d'une savonnerie artisanale.

Je suis là pour moi, pour me reposer et pour lire. Dans ma bibliothèque de voyage, je retrouve le numéro 280 de *Silence* sur la décroissance. N'ayant pas suivi une scolarité traditionnelle, je bloque un peu sur certains passages. C'est toutefois peu important.

Si je vous écris, c'est pour vous remercier de véhiculer cette idée de décroissance soutenable que je comprends bien. Je voudrais témoigner de l'existence d'un tel système, ici, dans la brousse. Les autochtones sont là, africainement, et plus je feuillette votre revue, plus je me dis que les solutions sont là, face à moi : entraide, aide à la nutrition, aux transports, commerce local. Concret et pratique.

N'allez pas croire que la théorie économiste pour un « futur acceptable » me rebute, non, mais je vous propose, à mon niveau, un exemple de système en place.

Une fois de plus, l'Afrique nous apporte beaucoup et il ne faut pas oublier que des gens vivent en bonne intelligence à quelques heures de chez nous. Nous devons proposer ces exemples à nos concitoyens, au même titre que l'exemple de Pierre Rabhi. Profitons de ces exemples pour rendre plus accessibles et plus parlantes nos idées (...).

Benjamin Jayr ■
Sénégal.

Commerce équitable : entre le dire et le faire

C'est avec amusement et agacement à la fois que je prends connaissance du courrier de Françoise Degenne (« *Business équitable* », 305-306 page 100). Je ne sais ce que pense mon « confrère » Thomas de cette accusation « d'argumentation légère et décevante » de « militants pur jus » sans « réflexion critique et constructive sur le sujet » du commerce équitable. Pour ma part, je l'assume en totalité.

Tout d'abord, si mon argumentation était légère, c'est parce qu'elle faisait l'objet d'un dialogue électronique avec Bruno Clémentin, (...) reproduit pratiquement in extenso dans notre mensuel favori. La légèreté de mes arguments, dans ce contexte, était à la mesure de l'humour auto dérisoire que les lecteurs de *Silence*, à mon humble avis, devraient exercer à l'égard de leurs pensées et actions. Sommes-nous si sûrs de détenir « la » vérité ?

Vérité est fille de réflexion — mais cette dernière est interminable, puisque vérité n'est pas de ce bas monde — et réflexion, selon Françoise, se devrait d'être critique et constructive. Soit. Mais de la critique au dénigrement, et de la construction à la destruction, il n'y a qu'un pas, vite franchi par les négativistes, mais auquel tournent le dos les positivistes. Dans tout le discours de Françoise, j'attends toujours une proposition de commerce moins inéquitable. Et je m'étonne qu'elle n'ait pas relevé ma critique fondamentale, où je dis que commerce équitable est un oxymore... si ce n'est pas une preuve de critique absolue, je veux bien être pendu !

« Militant pur jus » ! je rigole... et Bruno doit rigoler encore plus ! Il sait combien est longue la liste de mes errances politiques ces trente dernières années... A chaque virage, j'ai simplement tenté de faire un peu moins pire qu'avant. Mais toujours de faire. Pas de me réfugier dans un nihilisme de bon aloi, qui m'autorise à l'immobilisme.

Par ce courrier, j'aimerais mettre Françoise au défi de nous dire ce qu'elle fait chaque jour pour faire avancer nos idées. Je ne lui demande pas de nous dire ce qu'elle *pense* ni ce qu'elle *dit* — ce qui est l'apanage des ayatollahs de l'écologie — mais ce qu'elle *fait*, concrètement. En ce qui me concerne, je ne revendique que le titre de « petite main ».

Olivier Liétard ■

Les vrais bénéficiaires du commerce équitable

Loire.

Avant de polémiquer sur le bénéfice que recevraient les producteurs dans le cadre du commerce équitable, demandons-nous quel est le bénéfice pour les consommateurs. Les ventes portent essentiellement sur des gadgets (bimbeloterie...) ou des excitants (café, thé, cacao). Les babioles permettent au peuple d'oublier la cruauté du système et les excitants lui permettent de tenir le rythme effréné des villes. Tout ça pour continuer la course au PNB, donc la croissance. Pour le bénéfice de qui ?

Et si les commerçants équitables s'intéressaient à ce qui permet le décroissement économique ? Ils auraient alors toute ma sympathie.

Patrice Néel ■
Ardèche.

Internet

J'aurais aimé vous contacter par courriel, mais après avoir cherché en vain une adresse dans la revue, j'ai tapé Silence sur un moteur de recherche et je suis arrivée sur votre site... où il n'y a aucun lien pour vous laisser un message.

Reste le bon vieux papier. Est-ce délibéré de votre part ? L'envoi d'un courriel ne nécessite pas l'usage d'encre ni de papier, c'est donc meilleur pour l'environnement, mais que coûte à l'environnement un ordinateur ? Doit-on au nom d'un idéal de vie refuser le progrès ? J'avoue que je reste perplexe.

Dominique Biichle ■
Jura.



Silence : nous avons effectivement mis en place un site minimal sur internet : présentation de la revue, conditions d'abonnement, points de vente, liste de la presse alternative, ceci afin de toucher ceux et celles qui utilisent internet. Mais il n'y a pas de courriel indiqué car nous ne voulons pas être noyés sous une avalanche d'informations et de publicités. *Courrier* et *téléphone* sont plus « démocratiques » qu'internet pour l'instant.

Merci beaucoup !

A 23 ans, j'étais déjà blasée par la majorité de la presse et des médias en général, jusqu'au jour où, traquant l'information sur le commerce équitable, en vue d'un débat que nous organisions avec quatre camarades sur le thème « commerce équitable, un pas vers le développement durable ? », je tombais par hasard sur votre numéro du mois de novembre.

Merci, car en dix questions vous avez formulé tout ce que les spécialistes du prétendu « échange solidaire » n'ont soufflé qu'à demi-mots. Depuis, je me suis abonnée à *Silence*, et la consommatrice en herbe que je deviens peut à nouveau s'abreuver chaque mois, grâce à vous, d'informations saines.

Sophie Laporte ■
Haute-Garonne.

Vaccinations

En réponse à la lettre de Myriam Léonelli (n°304), elle pourra lire les livres « *Les droits des mères : la grossesse et l'accouchement* » et « *Les droits des mères : les premiers mois* » tous les deux à l'Harmattan. Elle y apprendra qu'en matière de vaccinations, si on s'en tient strictement à la loi, aucun vaccin n'est obligatoire avant l'âge de 18 mois. Ensuite, deux vaccins seulement sont obligatoires : DT-Polio et BCG. Sachant que pour ce dernier, il est fortement question que l'obligation tombe, peut-être dès 2004.



Béatrice ■
Nièvre.

Un instant de détente ?

Ce que j'aime bien à la télé c'est qu'ils ont le sens des priorités. Jamais ils ne viendraient nous casser les oreilles avec des choses sans importance ou futiles ou exécrables voire meurtrières. Mais non la télé c'est du divertissement, de l'information, on sourit, on apprend. Trêve d'atermoiement, moi ce qui m'amuse avec la télé, c'est quand elle retranscrit les obsessions de notre société. Ce qui est d'ailleurs sa seule occupation.

Ce qu'on remarque en passant quelque temps devant son écran, c'est qu'il y a deux choses importantes : le « beau temps » et la croissance. Le soleil, c'est tout le temps, c'est toujours, c'est mieux, c'est jamais assez (sauf quand c'est trop). Le pauvre présentateur, qui est d'ailleurs un acteur magnifique, est obligé de regretter l'absence de soleil en plein mois de janvier, qu'il ne fasse pas plus de quinze au mois de décembre. Ce qui est quand même une sacrée performance, surtout au regard de la conviction qu'il y met.

Le « beau temps » est une valeur fondamentale chez nous. On nous pousse à l'attendre comme le messie, même en hiver. On remarquera l'emploi systématique de mot et d'expression tel que : ce n'est pas encore assez, c'est déjà mieux, on espère, on attend, encore un effort, il arrive, enfin, est de retour, revoilà, est revenu, va revenir. C'est tout un champ lexical messianique qui est mis au service du soleil, c'est dire si ça doit être formidable.

Les présentateurs (quels acteurs !), explosent chaque jour avec emphase : le soleil, le soleil ! Vous l'attendiez tous eh bien le revoilà, et en plus, comme pour combler les téléspectateurs, les températures seront au-dessus des normales saisonnières.

Hourra, le revoilà !

Hourra, il est revenu !

Hourra !

Mais au fait pourquoi ?

L'hiver après tout c'est l'hiver, la terre tourne, le soleil nous éclaire moins donc il fait plus froid. Et puis, il y en a sûrement que ça arrange d'avoir un peu de pluie. Car j'avais oublié ça : la pluie. La haine de la pluie.

La pluie, c'est sous aucun prétexte, la pluie c'est mal, la pluie c'est mouillé. En plus ça fait pas bronzer, donc ça fait pas acheter de vêtement d'été et donc ça ne tire pas la croissance. Houps, ou vais je ? Reprenons. C'est tout de même formidable cette tyrannie du « beau temps ». En fait, cette magnifique expression symbolise bien mon propos : le « beau temps ».

Car quand il pleut, que les champs et les forêts boivent, que les nappes phréatiques se resourcent, que les nuages nés de l'évaporation de l'eau répandue se condensent et gouttent sur la surface de la terre, ça c'est le « moche temps ». C'est bien ça ? C'est ça qu'on nous dit chaque jour, tous les jours, avec les mêmes mots bien rodés, inlassablement.

La pluie se vend moins bien, apparemment.

J'allais oublier la neige, qui elle se vend très bien, la connerie ça vous gagne ?

Car oui, finalement on en vient à ne plus douter que tout ceci soit vrai.

Que nous attendons tous effectivement qu'il fasse beau en hiver, au mépris de la logique la plus élémentaire. Et personne n'oserait remettre en cause la suprématie du soleil sur la pluie.

C'est fou comme c'est facile de nous convaincre de quelque chose. La télévision présente comme d'indéniables évidences de magnifiques contre vérités qui échappent totalement à notre sens critique. Et pour cause, il est communément admis que tout aille mieux lorsque le soleil brille en hiver et quand la croissance croît.

Mais qu'en est-il en vérité ? Qu'est-ce que la croissance si ce n'est un accroissement perpétuel, infini des richesses ? C'est-à-dire toujours plus, toujours plus, toujours plus, plus, plus, plus, plus, mieux, mieux, mieux, encore, encore, encore.

Si votre enfant réagissait comme ça, vous lui expliqueriez bien vite votre point de vue.

Simplement ce n'est pas votre enfant, c'est une société entière qui fonctionne sur ce principe. Des hommes d'états, des intellectuelles, des patrons, des gens sûrement bien plus intelligent que vous et moi.

Alors là on hésite. Et puis, on ne nous aide pas à réfléchir. Ça non. J'ai bien peur que ce dogme de la croissance serve trop bien les intérêts des pouvoirs en place (politique, syndicat, finance, commerce, médias, etc.). Ce qui fait qu'on entend tous les jours à vingt heures quinze à peu près, et finalement tout le temps, des phrases comme : enfin la croissance repart, une bonne nouvelle, la croissance tant attendue, meilleur chiffre depuis, la plus grande augmentation, un espoir pour les ménages, conséquence bénéfique, une victoire du gouvernement, mieux, mieux, mieux, plus, plus, plus, \$, \$, €, etc.

C'est super, et moi qui croyais que c'était à nous de choisir ce qui était mieux.

En fait non.

Donc notre seul but c'est toujours plus, plus, plus, et plus. Un magnifique programme philanthropique.

Mais encore, si ce n'était que ça.

Mais moi, ce qu'on m'a dit, et ceux qui me l'ont dit, je ne crois pas qu'ils l'ont vu à la télé. Ce qu'on m'a dit, donc, c'est que l'eau sous nos pieds, on pourra plus la boire, c'est que le sol sous nos chaussures il sera bientôt plus bon à faire pousser de quoi manger. Ce qu'on m'a dit, c'est que les océans malades pourront plus produire de quoi nous nourrir, que les animaux d'élevage deviennent malades et nous transmettent des maladies. Qu'à force de stocker du plastique, du métal, des déchets, du chimique, du nucléaire, qu'à force d'envoyer des gaz, des émissions, des poussières, des saloperies dans l'air, on pourra plus respirer. Moi enfin ce qu'on m'a dit c'est qu'on allait tous crever si on continuait comme ça. Que l'homme et sa planète allaient y passer. Et pourquoi ?

Pour qu'on ait plus, plus, plus. Même pas de bonheur !

Mais d'usines, de plastiques, de voitures, de conneries !

Alors moi, ce que je vais faire, c'est simplement que la prochaine fois qu'on me présentera quelque chose comme étant inconditionnellement mieux, bénéfique, plus, meilleur.

Je me méfierai.

Baptiste Nicolino ■
Paris

Fiches écologiques

Ayant commandé des fiches écologiques chez Daniel Fargeas à Vingrau, j'ai reçu en retour une liste de livres neufs et occasions dont un certain nombre sont sur la scientologie (Ron Hubbard et autres auteurs favorables à la scientologie). Je voudrais connaître votre point de vue sur cette situation puisque vous avez eu l'occasion de diffuser le catalogue de ces fiches dans Silence.

Yves Beaussier ■
Mayenne

Silence : nous avions déjà relevé la présence dans ces fiches des textes favorables à des courants de pensée réputés sectaires et nous nous en étions plaints à Daniel Fargeas. Nous avons arrêté la publication de sa liste de fiches aussi après avoir constaté que les fiches ne sont souvent plus actualisées.

Sécurité sociale

Périodiquement, et encore dans le numéro de janvier 2004 de *Silence*, le déficit du régime général de la Sécurité sociale est montré du doigt. Chacun est invité à prendre son parti et, éventuellement, à ouvrir son portefeuille.

Il faudrait quand même parler vrai, car ce déficit est provoqué par le

gouvernement.

Par exemple ce budget est ponctionné de tout temps pour renflouer ceux des organismes qui ont voulu, à l'origine, un régime particulier mais sont désormais déficitaires : les mines, la SNCF, les marins, les étudiants, l'Opéra de Paris, la Comédie-française...

Ces ponctions ont été de 10 milliards d'euros en 1992 et 1994, 8 milliards d'euros en 1996, 3 milliards d'euros en 2002... Ces prélèvements ne sont pas les seuls et le *Canard enchaîné* estime que le total des prélèvements atteint 20 milliards d'euros par an. Une paille.

Alors, la Sécurité sociale déficitaire ? Oui, mais par la volonté de nos dirigeants.

Quel dommage que les Français, à commencer par nos élus, gobent sans demander d'explications, tous les bobards avancés par nos énarques !

Michel Briançon ■
Hérault.

Sortir du sexisme

En tant que mec, je suis conscient d'être un dominant, et c'est bien pratique ! Je suis conscient de ne pas avoir adopté une relation égalitaire avec ma femme et donc, depuis pas mal d'années, je m'efforce de retrouver des mécanismes relationnels justes et équitables. J'aimerais vous raconter comment ça se passe en moi.



Une grande bouffée d'espoir

Je suis abonnée depuis peu à *S!lence*. Je voudrais me lancer dans l'énumération des effets que sa découverte a eus sur moi. Je commencerai par le principal : une grande bouffée d'espoir, un fol intérêt pour tant d'actions et une envie irrésistible de participer, agir, vivre au quotidien dans ces mentalités, ces idées que je lis à chaque numéro. J'ai 25 ans et une situation un peu bloquée. Malheur à moi, je vis en région parisienne. Mais quel bonheur à Meudon, je suis entourée par des bois et vis pour le moment dans une maison construite par mes arrière-grands-parents et que mon père nous a laissée après son divorce d'avec ma mère.

Ma mère a quitté cette maison qui tombe en ruine et son travail (directrice de crèche familiale) pour peindre. Mon frère, ayant hérité du gène artistique, à 28 ans, ne travaille pas. J'ai donc en charge cette vieille bâtisse et ma plus jeune sœur qui passe le bac...

Et je n'ai pas trouvé mieux comme travail qu'une chaîne de restauration mexicaine, dans le centre commercial voisin. Pour moi, c'est un comble !

Il y a quelques années, un jour d'anniversaire de la fin de l'esclavage, j'ai pris conscience que ma femme vivait une sorte d'esclavage. Je lui en ai parlé. Je lui ai parlé de mes postures de domination, du «père de famille» et de comment finalement, elle était, subtilement, à mon service. Je dis subtilement, car je participe à la vaisselle, au rangement, au nettoyage... Nous sommes mariés depuis 25 ans et nous avons plus de 50 ans. Nous sommes donc en plein dans la période routine et des habitudes limitantes, voire sclérosantes.

Après cet échange, les choses ont commencé à bouger. J'ai fait en sorte de m'occuper de plus de choses communes qui était alors exclusivement à sa charge, comme l'éducation de nos enfants (moi, j'étais dehors, en train de gagner des sous), la préparation des fêtes, anniversaires ou autres, les lessives, les courses...

Bien qu'évidentes, ces choses me demandaient un double effort :

d'abord contrecarrer dans mon mental et mes émotions ma culture bourgeoise enracinée, ensuite, m'organiser pour passer moins de temps à mon travail afin d'être un père et un mari présent. Pendant des années, ces efforts ont — petit à petit — érodé mes attitudes de sexisme dominant. Ceci dit, à la moindre fatigue ou période de stress, les vieux réflexes revenaient et j'étais de nouveau absent (pour de «bonnes raisons» professionnelles et, dans tous les cas, pour «bien nourrir ma famille») et quand je revenais à la maison, j'avais (trop) souvent l'attitude affreuse du mâle dominant : air renfrogné, grosse voix, irritations sourdes, éclats de colère...

Un jour, je me suis dit que, malgré ma bonne volonté, le système social capitaliste me contraignait à trop de travail — et donc à trop d'absence vis-à-vis de la famille — et donc de séparation des tâches sexistes, et mes réflexes bourgeois, notamment sexistes, étaient trop liés à un mode de vie capitaliste (l'homme travaille, la femme s'occupe du foyer). Pour changer vis-à-vis du sexisme, j'en suis arrivé à penser qu'il fallait que je change de vie.

Nous avons donc décidé de quitter un système social lié au capital (travail, argent, consommation) pour aller vers un système social lié à la nature (jeu, échange, profusion). Depuis quelque temps, nous nous sommes installés en montagne et nous mettons en place un domaine agricole selon les principes de la permaculture.

Et là, surprise, l'effet sur le sexisme est étonnant ! En effet, je suis désormais toujours à la maison et la répartition des tâches peut maintenant complètement se faire selon des raisons objectives (puissance musculaire par exemple) ou sensibles (degré de motivation, goût...) et non plus selon des raisons idéologiques. Ma femme peut mener un chemin de positionnement total vis-à-vis de moi puisque — elle non plus — n'a plus de raisons idéologiques d'être (subtilement) à mon service.

Et pour elle, c'est parfois pénible. Quand ma femme se repositionne non plus comme «la femme de», elle est obligée de s'appuyer sur ses propres ressources, de braver ses peurs, ses interdits, son auto-dévalorisation... et mes propres réactions ! Et elles ne sont pas marrantes, car je me sens attaqué, incompris, jugé de façon injuste, raillé, piqué... et je me mets en rogne.

Ça marche, ça coince, ça râle dur ! Nous sommes en plein dans la résistance des mécanismes mentaux. Heureusement, ouf, chaque jour représente un progrès et j'en éprouve les conséquences : en tant que mec, je m'ouvre à des aspects sensibles auxquels j'étais fermé avant, je m'ouvre à accepter la domination du «plus grand que moi», à savoir les forces de vie, les forces de la nature, mon âme profonde...

Avant quand j'étais le «mâle dominant», j'étais en quelque sorte le «roi de l'univers», maintenant je suis dans un rapport plus égalitaire, consensuel, négocié, partenarial, avec ma femme et mes enfants. Je suis aussi,

J'y suis, parce que mes amis y sont, uniquement...

Mais je ne rencontre pas de gens, d'initiatives qui correspondent à mes aspirations. Surtout en région parisienne, surtout travaillant dans un centre commercial.

Le numéro de janvier sur la Provence m'a rendue dingue ! Tant d'associations, tant d'initiatives ! A quand le même numéro spécial pour les «pauvres» parisiens, comme moi, bloqués ici, mais qui rêvent d'autre chose ! (...)

Sophie ■
Hauts-de-Seine

S!lence : on ne fait que deux numéros régionaux par an et c'est déjà un gros travail. Ne croyez pas qu'il n'y a pas d'initiatives en région parisienne, on en présente régulièrement dans les pages de S!lence, il suffit d'aller en voir une et d'ensuite tirer le fil de la pelote pour trouver ce que l'on cherche.

de plus en plus — et ça je ne m'y attendais pas — dans un rapport d'humilité, d'ouverture, d'abandon, d'émerveillement avec la Terre et les forces spirituelles de la vie.

Je suis donc content de notre pari de changement de vie, d'avoir quitté le mode capitaliste pour aborder le mode distributif (car la nature distribue ses fruits en abondance, si on respecte la terre, l'eau, le soleil, le vent et toutes les énergies subtiles). J'en comprends qu'au delà du sexisme qui me limitait dans ma relation à la femme, j'étais, par delà, limité dans ma relation à la vie.

Ça fait un peu grande révélation, d'autant plus que je l'écris et que j'ai envie que ça plaise, mais c'est à la base, une nouvelle joie de vivre au quotidien avec ma femme — avec les femmes, avec la femme — que j'espère que plein d'hommes vivent déjà et vivront de plus en plus.

Lalji ■
Ariège.

Nucléaire et pétrole

Je suis un tout récent abonné à la revue que j'attends systématiquement avec impatience. Toutes les rubriques m'intéressent.

Vous avez choisi une ligne éditoriale claire et volontaire. Vous choisissez vos (nos) luttes et ceux qui y adhèrent gonflent le flot de vos abonnés. J'adhère à cette ligne à quelques exceptions près. quoi de plus normal après tout !

(...) Votre débat contradictoire sur le commerce équitable me semble un bon début, une idée intéressante à poursuivre. Pourquoi n'en feriez-vous pas de même sur la question du nucléaire qui constitue un des piliers de votre lutte.

Je ne suis pas à proprement parlé un «anti» ou un «pro» nucléaire. J'étais, comme beaucoup, un «j'menfoutiste» qui ne se posait même pas le début d'une question à ce propos. Beaucoup de choses ont évolué dans ma façon de vivre et de penser depuis la lecture des deux livres de Hervé Henri Martin à propos de la mondialisation notamment.

(...) La question du nucléaire m'interpelle et j'en arrive à la conclusion qu'avant de penser à se priver du nucléaire civil, il vaudrait mieux s'évertuer de sortir du fossile. Pourquoi ne pas en débattre (...)?

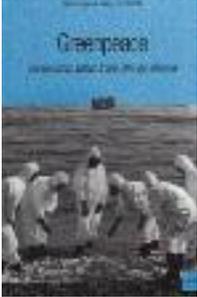
Pascal Assestat ■
Tarn-et-Garonne

S!lence : nous sommes bien d'accord pour sortir du fossile le plus rapidement possible car ces ressources s'épuisent rapidement (voir ce numéro). Le plus problématique est le pétrole (30 ans de réserve, 40 % de l'énergie mondiale) suivi de l'uranium (40 ans de réserve, 5 % de l'énergie mondiale) qui est une énergie fossile également. Le pétrole comme l'uranium sont, pour la France, des matières premières importées à 100 %. Les deux provoquent des guerres et des dictatures. Mais le nucléaire pose des problèmes spécifiques : c'est la seule qui ne soit jamais civile (tous les pays qui ont la bombe l'ont obtenue à partir de réacteurs civils), c'est la seule énergie qui peut provoquer une catastrophe mondiale (Tchernobyl peut se produire en France comme le montrent les documents des autorités de sûreté et cela signifie un quart du territoire détruit à jamais, un nuage radioactif qui fait le tour du monde), enfin le nucléaire produit des déchets qu'il nous va falloir maintenant gérer pendant des millénaires (le plutonium divise par mille sa radioactivité en 240 000 ans et un millionième de gramme provoque un cancer). Le nucléaire ne produisant pratiquement que de l'électricité, il est facile de le remplacer par d'autres sources d'énergie (renouvelables ou non) ce que dans leur majorité les pays européens ont déjà choisi de faire. Sortir du pétrole est bien plus compliqué (chauffage, carburant, plastiques...).

Greenpeace, controverses autour d'une ONG qui dérange

Pierre Auger
et Jean-Luc Ferrante
Éd. La Plage

2004 - 168 p. -
13 €



Greenpeace dérange. Greenpeace agace. Pour tenter de savoir sur quoi étaient fondées les attaques envers cette structure, les auteurs ont épluché les rapports

financiers et moraux de Greenpeace, d'autres ouvrages sur l'ONG et différents articles parus dans des journaux. Leur enquête concerne l'histoire de Greenpeace, de sa création jusqu'à nos jours. Ils analysent l'évolution de cette structure de manière très honnête, non partisane.

Qu'en conclure ? Greenpeace en tant que mouvement international peut être assimilé à une multinationale de par ses pratiques de communication, son système ultra-hiérarchique et son fonctionnement pas vraiment démocratique (les adhérents n'ayant pas le droit de vote). D'un autre côté cette politique a permis à Greenpeace de ne pas être récupéré par les multinationales dont elle dénonce les méfaits. Un autre reproche qui pourrait être fait concerne l'utilisation d'images choisies, et parfois modifiées, pour toucher la corde sensible du public. Mais cette pratique a également été un facteur déterminant pour mettre dos au mur certains responsables politiques ou/et industriels : arrêt des essais nucléaires atmosphériques, protection internationale des baleines, opposition aux OGM... De même que les actions spectaculaires qui ne servent à rien sur le coup peuvent dans certains cas dévoiler des activités menaçant des espèces animales ou végétales, des écosystèmes...

Les fondateurs de Greenpeace ne s'attendaient certainement pas à ce que Greenpeace prenne une si grande ampleur, de telles proportions. Ont-ils voulu créer une multinationale de défense de l'environnement ? Ont-ils manipulé les médias et l'opinion ? Leur «créa-

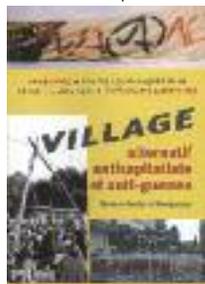
tion» leur a-t-elle échappé ? Début 2004 que devons-nous retenir de presque trente ans d'activisme ? Greenpeace a-t-elle dérangé les gouvernements et les industriels ? Utilise-t-elle les mêmes armes que ses adversaires dans le même but ?

A la lecture de cet ouvrage, après avoir exercé son sens critique, chacun pourra se faire une idée et prendre sa décision. J.P.

Village alternatif anticapitaliste et antiguerre

Ouvrage collectif
Ed. No Pasaran
et Monde libertaire
2003 - 144 p. - 10 €

A l'occasion de la tenue du G8 à Evian, en juin 2003, est lancée l'idée d'un village alternatif qui se démarque des démarches réformistes des altermondialistes. Le projet démarre à l'initiative des anti-fascistes du réseau No Pasaran, puis est repris par de nombreux groupes essentiellement libertaires. S'appuyant sur l'expérience des camps qui se font dans d'autres pays, ce village se construit par quartiers, chacun choisissant librement son quartier selon ses affinités. Le village va connaître un vif succès et près de 4000 personnes vont y participer. Après les appels au village et un important cahier photo, le livre donne la parole à des acteurs des différentes initiatives : cantines collectives, radio pirate, réalisation d'un film, boulangerie, douches solaires, toilettes sèches... et manifestations, assemblées générales, débats, stands pour le côté militant. Quelques limites sont apparues dans le fonctionnement : et l'absence presque totale des enfants (une douzaine seulement) qui laisse supposer un public très particulier, des débordements sexistes et homophobes en soirée. Une expérience d'autogestion dans toutes ses dimensions comme il en manque tant en



France. MB.

Brouillons pour l'avenir

Sous la direction de
Christian Comeliau



Ed. IUED
(Genève)
et PUF
(Paris)
2003 - 256
p. - 16 €

Il est de plus en plus clair qu'aujourd'hui le dis-

cours politique n'est plus en phase avec les problèmes de société. La situation apparaît instable et le maintien du statu quo, la «pensée unique» peut entraîner un basculement rapide. Quelles sont les pistes possibles pour développer des alternatives ? La réponse est sans doute plurielle et cet ouvrage donne la parole à une quinzaine de théoriciens qui ont déjà lancé des appels pour une rupture avec la pensée dominante. On retrouve ainsi Jacques Grinevald, Jean-Michel Servet, Serge Latouche, Gilbert Rist, Ignacy Sachs, Alain Gras tous connus pour leur critique du développement. Plusieurs textes sont réalisés sous forme de débats entre les partisans d'alternatives de développement et ceux qui proposent une alternative au développement. Christian Comeliau dans son introduction montre la difficulté à penser des alternatives. Toutes partent d'une rupture dans la pensée dominante et commencent par une critique fortement simpliste pour être comprise. La difficulté est ensuite, à partir de cette critique d'aller vers une pensée qui puisse aborder tous les thèmes. Il distingue ainsi des réflexions portant sur les limites de la planète et donc de la croissance définie par les économistes, mais il s'intéresse aussi à la question de la répartition mise en avant par des secteurs sociaux, enfin il y a des ruptures qui viennent de la critique des modes de décision et donc du rôle des institutions, en particulier des Etats. Il y a enfin la difficulté de prendre en compte dans les raisonnements la question du long terme et de la place de la nature. Il y a des démarches qui partent de l'individu d'autres du groupe, d'autres enfin des collectifs. Autant de pistes de réflexions que chacun, selon ses sensibilités, explore dans cet

ouvrage, avec en conclusion un tour d'horizon des ouvrages qui proposent des pistes d'alternatives, malheureusement loin d'être exhaustifs : aucun livre cité sur l'écoféminisme (seulement cité par Grinevald), l'anarchisme, le fédéralisme, le distributisme... Il y a encore bien des brouillons que ces chercheurs de l'IUED ne semblent pas connaître. MB.

Quelle éthique pour la nature ?

Jean-Claude Génot
Éd. Édisud
2003 - 192 p. - 18,50 €

Dans la ligne de pensée de Bernard Charbonneau, dont l'auteur dresse un portrait tout en éloges, les articles proposés dénoncent la gestion de la nature par l'être humain. Que ce soit dans les réserves naturelles ou dans les parcs nationaux, Jean-Claude Génot soulève les problèmes de représentation que notre espèce se fait de la nature et de la vie sauvage. D'aménagements lourds (excavations, reprofilage des berges, fauche annuelle, etc.) utilisant des engins de chantier au choix des espèces à protéger, la défense de la biodiversité (de quelle biodiversité parle-t-on ? souligne l'auteur) passe par des critères de choix culturels (les gestionnaires protègent leurs «espèces», leurs «habitats» favoris). Ce qui amène l'auteur à dénoncer des aménagements qui «empêchent la nature de cicatriser par elle-même en maîtrisant la dynamique spontanée pour protéger quelques espèces rares». Ces aménagements qui sont la plupart du temps financés par les conseils généraux ou régionaux, l'État, ou l'Europe, consistent ainsi à un jardinage systématique favorable à certaines espèces et à but touristique.

En ce qui concerne la politique environnementale qui consiste à gérer les forêts comme des puits de carbone, il est mis en avant le risque de voir se développer des espaces monospécifiques cultivés industriellement par les tenants de l'économie, multinationales en tête. Celles-ci, d'après Jean-Claude Génot, vont dans l'avenir acheter les dernières zones à forte biodiversité pour développer des zones touristiques privées où seul les riches pourront se rendre. Pour les autres, la nature pourrait



Livres

consister en zoos accueillant des animaux recréés génétiquement par ces mêmes multinationales. En conclusion, l'auteur prend la défense d'une nature spontanée, où la friche est réhabilitée, d'une nature dans laquelle l'être humain intervient le moins possible, voire jamais, afin de laisser les espèces se développer sans gestion humaine. Comme elles l'ont très bien fait pendant des millénaires. Et tant pis pour notre «sens» de l'esthétique. J.P.

Etat de violence



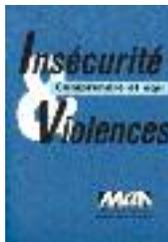
Julien Dray
Ed. J'ai lu
2002 - 222 p. - 4 €
Fondateur de SOS racisme, député PS de l'Essonne, Julien Dray est chargé au sein du conseil régional Ile-de-France, de la politique de la ville et de la sécurité. Il s'est illustré

dans l'actualité en apportant son soutien à bon nombre de mesures prônées par Sarkozy, ce qui fait grincer des dents à gauche. Ce livre nous éclaire sur sa façon de penser. Si on peut le suivre sur son principe d'interpeller tous les acteurs de la violence et en particulier sur la nécessité de se plus s'intéresser aux victimes, si l'on peut être d'accord sur les nombreux facteurs de violence qu'il identifie, il est plus dur de s'extasier avec lui sur les méthodes mises en place par les Etats-Unis et sur une vision très «téléfilms et polars» de la société. Julien Dray joue avec le sentiment de l'insécurité et entre ainsi dans le jeu de ceux qui en font leur fond de commerce. On préférera le livre de Charles Rojzman et Sophie Pillods, *Savoir vivre ensemble. Agir autrement contre le racisme et la violence* (La Découverte, 1998) qui offre des solutions non-violentes, qui intègre au mieux les relations entre les forces de l'ordre et les délinquants. MB.

Insécurité et violences, comprendre et agir

MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris
2002 - 48 p. - 7 €

Au niveau des constats que l'on peut faire sur l'insécurité et les violences, ce livre appelle à ne pas diaboliser et à essayer de comprendre, rappelant que le choix de parler de cette violence est un choix politique : les violences par crimes de sang ne font que quelques centaines de victimes par an, la violence routière en fait près de 8000, la violence des multinationales en fait encore plus, mais loin de notre regard. La violence des banlieues est une affirmation de son existence dans un lieu où l'on est trop souvent oublié. C'est un moyen d'exister. Parmi les solutions possibles, permettre à tous d'agir dans différents domaines, et en particulier dans les décisions qui nous concernent (la citoyenneté), la parole pour recréer du lien, favoriser les associations de jeunes lorsque des envies se manifestent, etc. Une brochure qui présente les approches que peut proposer la non-violence. MB.



L'enfant végétarien

Dr. Franck Senninger
Ed. Jouvence
2003 - 96 p. - 4,90 €

Si des adultes peuvent assez facilement choisir de devenir végétariens, c'est plus difficile pour un enfant en pleine croissance. L'auteur montre qu'en faisant attention à l'équilibre des repas, c'est néanmoins presque possible en conservant des laitages et en acceptant de temps en temps du poisson. FV.



Chronique d'un pacifiste israélien pendant l'Intifada

Uri Avnery
Ed. L'Harmattan
2003 - 310 p. - 25 €

Un jour à midi



Isabelle Pignol
Ed. Mistrodem
2003 - 9 morceaux,

Isabelle Pignol chante et joue de la vielle électroacoustique depuis 1991. Enregistrement en solo et en live. La vielle utilisée de manière traditionnelle et contemporaine.

Immigré allemand au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'auteur a connu toutes les étapes de la constitution de l'Etat d'Israël. Très vite, une évidence se fait jour pour lui : il n'y aura pas de paix sans dialogue avec les Palestiniens. Plusieurs fois élu député, il est l'un des fondateurs de *Gush Shalom*, le bloc de la paix. Ce livre est la traduction des chroniques qu'il propose régulièrement à la presse israélienne, chroniques qui sont plus souvent reprises à l'étranger que dans son propre pays. Israël vu de l'intérieur avec un regard pacifiste, cela nous change des médias habituels. A lire. MB.

Le mythe du développement

Oswaldo de Rivero
Collectif d'éditeurs
(L'Atelier pour la France)
2003 - 240 p. - 15 €

Ancien négociateur du Pérou auprès du Gatt, l'auteur fait une analyse juste de l'échec de toutes les politiques de développement. S'il prône avec justesse la nécessité pour les pays du Sud de donner la priorité à l'accès à la nourriture, à l'eau et à l'énergie au niveau local, il raisonne encore malheureusement comme les développementistes en disant que «malheureusement les technologies modernes ne permettent pas de créer des emplois dans les pays du Sud». Tout le monde travaille, même si cela ne passe pas par un salaire. Il est souvent plus «enrichissant» d'avoir accès à la terre et à des services communautaires que d'avoir un emploi. Le livre reste dans des grandes



The Bourrée

Le Gop
Ed. Budamusique
2003 - 16 €

Le Gop est un groupe né en 1990 de la réunion de plusieurs joueurs de folk. Fusion jazz-rock avec cinq musiciens dont le violon Jean-Luc Guéneau et le batteur accordéoniste Olivier Le Gallo.



données internationales et dans un langage économiste qui en limite l'intérêt. MB.

ROMANS

Aô, l'homme ancien

de Marc Klapczynski
Ed. Aubéron (Bordeaux)
2003 - 350 p. - 19 €

A un moment donné, il y a 40 000 ans, l'homme de Neanderthal a vécu à la même époque que l'homme de Cro-Magnon, le deuxième prenant la place du premier. Dans ce roman qui fait revivre l'un des derniers rescapés néanderthaliens, Aô, l'auteur, manifestement passionné de préhistoire, imagine sa rencontre avec des tribus de Cro-Magnon. Dans un style envoûtant, on plonge dans une histoire d'amour et de tolérance face au racisme que l'on peut déjà imaginer à cette époque. Ce roman est finalement un appel très contemporain au respect de la différence. MB.

L'île, l'océan et les tempêtes

Richard Nelson
Ed. Albin Michel
2003 - 420 p. - 22,90 €

L'auteur est tombé amoureux d'une île au large de l'Alaska et il essaie de nous décrire cette nature restée sauvage au milieu des tempêtes. Si la description de la nature est parfois envoûtante, il manque une histoire pour servir de fil conducteur à ce livre. FV.



Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

Renseignements :

04 78 39 55 33 mardi et jeudi

Diffusion - Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 le mardi

04 78 39 55 33 le jeudi

Rédaction : 04 78 39 55 33 le mercredi

Stands, correspondants : 04 74 65 50 34

Réassortiment, librairies : 04 74 07 08 68

Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Rénipont, 33 -

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 -

CCP 000 15 19 365 54

Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2^e trimestre 2004

Tirage : 6 500 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Suzanne Vignal

Administrateurs : Madeleine Nutchey, Patrice Farine.

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Communication et documentation :

Alexandre Esteban

Maquette et publicité : Vincent Cheynet

Stands, salons et fêtes : Dorothee

Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude

Galtie, René Hamm, Catherine Lefrançois,

Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Sylviane

Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise

Weité

Expédition : Christiane Bessenay, Mélanie

Combes, Claude Crotet, Christian David,

Olivier David, Marguerite Descamps, Paul

Garde, Dolores Gracia, Cécile Imbert,

Céline Kerdat, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Patricia Michel, Sylviane Michel,

Mélissa Nayral, Reine Rosset, Bertrand

Roussel, Myriam Travostino.

Ont participé à ce numéro : Etienne

Canale, Jean-Michel Corajoud, Christian

Couturier, Alain Orange, Bruno

Guillemin, Marc Jedliczka, Florence de

Luna, Thierry Salomon.

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex, 3 € pour 2 ex, 4 € pour 3 ex et plus.

Numéros régionaux

218 Alsace

Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme **3,8 €**

272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents **6 €**

285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage **6 €**

291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia **6 €**

298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioplin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité **6 €**

305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de vie. Pic Noir **6 €**

Autres numéros

242 Eaux et pollution de nos WC

La Cravirola. Palestine. Ecologie en Chine. . . . **3,8 €**

254 Ecopsychologie

Femmes militairement incorrectes. Seattle. Roses venues du Sud **3,8 €**

258 Parcs naturels ou peuples indigènes

Les gros dans la communication. L'effet Bové. On ne naît pas tueur **3,8 €**

262 Quelle démocratie ?

Climat et négociations. Maison de papier. McDo éco. Médias différents **3,8 €**

264 Technologies et solitude

Compagnonnage alternatif. Démocratie. Décharge ou incinérateur **3,8 €**

267 Ecologie, où sont les jeunes ?

Forces et faiblesses de la bio. Téléphone portable. Démogestion **3,8 €**

269 Déchets nucléaires à Bure

Un autre monde est possible. Développement durable ou croissance infinie. **3,8 €**

271 Inégalités dans les SEL ?

Politique : naïf, conciliateur, rebelle. BP au Tibet **3,8 €**

274 Habitat convivial aux USA

Bure, enjeu international. La bio au secours de l'eau. René Dumont **4 €**

277 Land-Art et écologie

Noël Mamère. Après 11 septembre. Camions et montagnes. Déchets et industrie **4 €**

280 La décroissance (tiré à part)

Décroissance soutenable. L'Effet rebond. Pierre Rabhi **2 €**

282 Ecovillages: rêve ou réalité ?

Nucléaire : loi du silence. Danger du cadmium . . . **4 €**

283 Déroutes du voyage

Refaire le monde, mais où ? La nourriture, ce produit manufacturé ? Eoliennes **4 €**

284 Jeûner et sortie du nucléaire

Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages **4 €**

289 Un monde éco possible ?

Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons **4 €**

290 Ne pas oublier le train

Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. **4 €**

294 Enfance en collectif

Prostitution. Trucs bioclimatiques **4 €**

300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs... . . . **4 €**

301 La face cachée des vaccins

Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef. **4 €**

304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. **4 €**

307 Ecocités

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. **4 €**

308 Tous drogués

OGM. Contre un nouveau programme nucléai-re. Dérèglements politiques. **4 €**

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

Découverte 1ère année 6 n° 15 €

Particulier 12 n° 40 €

Institution 12 n° 80 €

Soutien 12 n° 50 € et +

Petit futé 24 n° 65 €

Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €

Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €

Petit budget 12 n° 25 €

Découverte 1ère année 6 n° 25 FS

Particulier 12 n° 60 FS

Autres pays et Dom-tom

Découverte 1ère année 6 n° 22 €

Particulier 12 n° 45 €

Institution 12 n°a 90 €

Soutien 12 n° 50 € et +

Petit futé 24 n° 70 €

Petit budget 12 n° 40 €

Suisse

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain

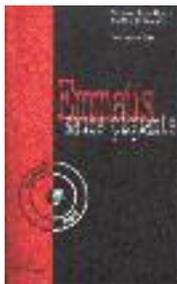
Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8



Emmaüs, sauce piquante

**Dominique Cier et Emmaüs
Ed. Cerisier
(B 7033 Cuesmes)
2003 - 235 p. - 10,80 €**

Ce roman est le fruit d'une collaboration entre un écrivain, une compagnie de théâtre, le Théâtre de l'Arcane et d'un groupe de compagnons d'Emmaüs de la région de Marseille. Meurtres



autour de la communauté et trafic d'armes sous couvert d'aide humanitaire nous permettent de découvrir la vie quotidienne peu connue d'un centre Emmaüs. Une bonne intrigue rend la lecture agréable. Une réussite. FV.

L'or du Catalan

**François Darnaudet
Ed. Le Passage /
Polarchives
2003 - 150 p. - 10 €**

A la fin de la guerre civile espagnole, les Républicains viennent se réfugier en France. Ils sont alors parqués dans des camps dans des conditions d'hygiène déplorables. Autour de la recherche d'un possible trésor de guerre de l'époque, une enquête policière qui nous plonge dans la *retirada* espagnole.



Juste avant les camps de concentration, le Front populaire au pouvoir en France, par peur d'un conflit européen, s'est comporté de manière ignoble. Excellent roman mêlant intrigue et histoire. On y

croise même Yves Frémion. M.B.

BAUDES DESSINÉES Montserrat

**Julio Ribera
Ed. Bamboo (71012
Charnay-lès-Mâcon)
2004 - 48 p. - 12,50 €**

Le dessinateur de la célèbre série «Le vagabond des limbes» racon-

LE LIVRE DU MOIS

On n'aime guère que la paix

Jean-Marie Henry, Alain Serres, Nathalie Novi - Ed. Rue du Monde (78960 Voisins-le-Bretonneux) - 2003 - 56 p. - 17 €

Ce livre est vendu comme un livre pour enfants. Mais ce serait dommage de ne pas le mettre entre toutes les mains tant c'est une réussite graphique. Dans un format à l'italienne (horizontal), avec des doubles pages qui s'ouvrent, une véritable partie de cache-cache entre des poésies d'auteurs célèbres (Prévert, Eluard, Apollinaire, Cocteau...) ou non, des photos et des dessins de Nathalie Novi qui se répondent dans une très grande harmonie. Une mise en valeur de la poésie extraordinairement bien réussie sur un thème qui est cher à tous : la paix. A lire et à offrir ! MB.



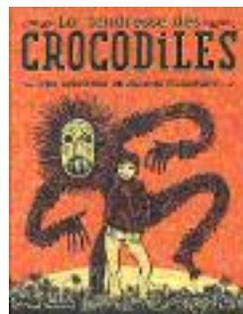
te ici son enfance dans les rues de Barcelone, avant, pendant et après la guerre civile. Un hommage à sa sœur qui est morte peu après la prise de pouvoir de Franco. Une vision au quotidien de cette guerre civile, avec les déchirements entre voisins, le rationnement, loin des champs de bataille. Excellent témoignage. MB.



La tendresse des crocodiles

**Fred Bernard
Ed. Seuil
2003 - 184 p. - 16 €**

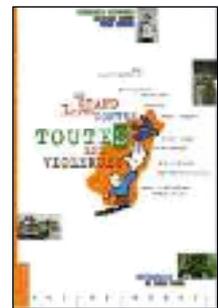
Grand roman d'aventures en noir-et-blanc, à l'époque des grands explorateurs, avec en sous-main une critique discrète mais constante du colonialisme, dans une ambiance BD qui rappelle un peu les errances des histoires d'Hugo Pratt. MB.



ENFANTS La réserve des visages nus

**Jean-Yves Loude
Ed. Gallimard/Page Blanche
2000 - 168 p. - 5,70 €**

Dès 9 ans. Un village vit coupé du monde avec de curieux rites. Chaque mois, des visiteurs extérieurs viennent, par le rail, échanger des produits manufacturés contre de la nourriture. Rem, le cheminot local décide un jour de savoir où mènent ces rails. C'est le début d'une révolte qui conduira le héros à découvrir ce qui se cache derrière cette réclusion. Sans en révéler plus, cela a à voir avec un problème écologique contemporain. Excellent. FV.



Le grand livre contre toutes les violences

**Anne-Marie Thomazeau,
Brigitte Bègue, Alain Serres
Ed. Rue du Monde (78960
Voisins-le-Bretonneux)
2003 - 128 p. - 22,50 €**

Dès 11 ans. Bien illustré, ce livre propose aux collégiens et aux lycéens de réfléchir à ce qu'est la violence, d'abord dans leur quotidien (en soi, à l'école, en famille), pour terminer à un niveau plus général. Les chapitres sont séparés par des interviews : Boris Cyrulnik, Albert Jacquard, Simone de Bollardière, Claire Brisset... Un bon outil pour la décennie de la non-violence. FV.

ET ÉGALEMENT

- **Comment devenir sourcier et géobiologue**, Adolphe Landspurg, éd. Dangles, 2003, 280 p. 20 €. Sourcier et géobiologue sont des spécialistes des eaux souterraines. Ce livre retrace l'histoire des sourciers et depuis maintenant quelques décennies, le métier de géobiologue qui s'est greffé dessus.
- **Paroles de sagesse et de paix**, Dalaï-Lama, éd. Dangles, 2003, 72 p. 13 €. Tout petit format avec réellement 37 pages du Dalaï-Lama. C'est cher la parole !
- **Le vocabulaire policier**, Maurice Rajsfs, éd. Esprit frappeur, 2003, 128 p. 5 €. La loi de 1972 punit les injures racistes. Pourquoi ne s'applique-t-elle pas à ceux qui sont censés la faire appliquer ? Répertoire d'insultes rapportées par les médias. Fastidieux.
- **Les bains d'air et de soleil**, Jean-Luc Senninger, éd. Dangles, 2003, 166 p. 18 €. L'auteur encourage l'exposition au soleil. Fait correctement, c'est bénéfique pour notre santé. Un tour très détaillé des précautions à prendre et des contre-indications.
- **Les mots de la vie**, Jean-Yves Anstet-Dangles, éd. Dangles, 462 p. 29 €. Recueil impressionnant de petites phrases, proverbes, maximes, pensées, citations, de l'antiquité à nos jours, d'ici ou d'ailleurs, classés par thème, avec index des auteurs. Selon quels critères ? Beaucoup d'André Gide, Confucius ou Victor Hugo, une de Woody Allen, aucune d'Ivan Illich ou de Pierre Rabhi...